



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

SÉANCE PLÉNIÈRE

PLENUMVERGADERING

mercredi

woensdag

13-10-2004

13-10-2004

Après-midi

Namiddag

<i>cdH</i>	<i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>CD&V</i>	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>ECOLO</i>	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
<i>FN</i>	<i>Front National</i>
<i>MR</i>	<i>Mouvement réformateur</i>
<i>N-VA</i>	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>PS</i>	<i>Parti socialiste</i>
<i>sp.a-spirit</i>	<i>Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht</i>
<i>VLAAMS BLOK</i>	<i>Vlaams Blok</i>
<i>VLD</i>	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>	
<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i>	<i>version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)</i>	<i>CRIV</i>	<i>voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>	<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
	<i>(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>		<i>(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
<i>PLEN</i>	<i>séance plénière</i>	<i>PLEN</i>	<i>plenum</i>
<i>COM</i>	<i>réunion de commission</i>	<i>COM</i>	<i>commissievergadering</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes :</i>	<i>Bestellingen :</i>
<i>Place de la Nation 2</i>	<i>Natieplein 2</i>
<i>1008 Bruxelles</i>	<i>1008 Brussel</i>
<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.laChambre.be</i>	<i>www.deKamer.be</i>
<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>	<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>

SOMMAIRE

Excusés	1
Reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement	1
<i>Orateurs:</i> Daniel Bacquelaine , président du groupe MR, Guy Verhofstadt , premier ministre, Gerolf Annemans , président du groupe VLAAMS BLOK, Thierry Giet , président du groupe PS, Hendrik Daems , président du groupe VLD, Bart Laeremans , Pieter De Crem , président du groupe CD&V, Hendrik Bogaert , Bart Tommelein , Koen Bultinck , Marie Nagy , Patrick De Groote , Patrick Cocriamont , Jean-Jacques Viseur , Greta D'hondt , Hagen Goyvaerts , Jo Vandeurzen , Koen T'Sijen , Hervé Hasquin , Luk Van Biesen , Camille Dieu , Jean-Marc Nollet	
ANNEXE	91
DECISIONS INTERNES	91
DEMANDES D'INTERPELLATION	91
DEPOTS	91

INHOUD

Berichten van verhindering	1
Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering	1
<i>Sprekers:</i> Daniel Bacquelaine , voorzitter van de MR-fractie, Guy Verhofstadt , eerste minister, Gerolf Annemans , voorzitter van de VLAAMS BLOK-fractie, Thierry Giet , voorzitter van de PS-fractie, Hendrik Daems , voorzitter van de VLD-fractie, Bart Laeremans , Pieter De Crem , voorzitter van de CD&V-fractie, Hendrik Bogaert , Bart Tommelein , Koen Bultinck , Marie Nagy , Patrick De Groote , Patrick Cocriamont , Jean-Jacques Viseur , Greta D'hondt , Hagen Goyvaerts , Jo Vandeurzen , Koen T'Sijen , Hervé Hasquin , Luk Van Biesen , Camille Dieu , Jean-Marc Nollet	
BIJLAGE	91
INTERNE BESLUITEN	91
INTERPELLATIEVERZOEKEN	91
INGEKOMEN	91

SEANCE PLENIERE**PLENUMVERGADERING**

du

van

MERCREDI 13 OCTOBRE 2004

WOENSDAG 13 OKTOBER 2004

Après-midi

Namiddag

La séance est ouverte à 14.01 heures par M. Herman De Croo, président.
De vergadering wordt geopend om 14.01 uur door de heer Herman De Croo, voorzitter.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance:
Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering:
Guy Verhofstadt.

Le **président**: La séance est ouverte.
De vergadering is geopend.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises en annexe du compte rendu intégral de cette séance.
Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij zullen in bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen worden.

Excusés**Berichten van verhindering**

Annemie Roppe, Greet van Gool, pour raisons de santé / wegens ziekte.

01 Reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement
01 Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering

La discussion de la déclaration du gouvernement est reprise.
De bespreking van de verklaring van de regering is hervat.

La parole est à M. Bacquelaine.

01.01 Daniel Bacquelaine (MR): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, mes chers collègues, il existe un pays en Europe qui, pour la sixième année consécutive, présente un budget en équilibre. Ce pays, c'est le nôtre, et c'est bien. Il existe aussi un pays en Europe où des acronymes comme DHL ou BHV agitent au plus haut point le landerneau politique et médiatique; ce pays, c'est aussi le nôtre et c'est sans doute moins bien.

Il est vrai que l'asymétrie des majorités gouvernementales ne simplifie pas les choses. On l'a vu dans le dossier DHL. Vous en appelez justement, monsieur le premier ministre, au dialogue responsable entre l'État fédéral et les entités fédérées, entre les Régions et les Communautés. Celles-ci, comme l'État fédéral mais aussi les mouvements politiques qui participent à l'un ou l'autre niveau de pouvoir, doivent assumer leurs responsabilités et contribuer à la solution des problèmes.

01.01 Daniel Bacquelaine (MR): De begroting van ons land is voor het zesde opeenvolgende jaar in evenwicht: dat is een goede zaak. Maar letterwoorden zoals DHL en BHV zorgen voor heel wat opschudding in het mediawereldje: dat is minder positief. De asymmetrische samenstelling van de diverse regeringen vergemakkelijkt de zaken niet. Mijnheer de eerste minister, u heeft een oproep tot dialoog gedaan. De deelgebieden moeten meewerken om tot oplossingen te komen.

Onze prioriteiten liggen op het

Nos priorités sont clairement d'ordre socio-économique, on l'a dit et on l'a répété. Elles concernent la vie quotidienne des gens. Cela ne veut évidemment pas dire que le cadre institutionnel de la Belgique soit sans importance. En effet, ce cadre concerne le droit des gens, les libertés formelles, les droits fondamentaux liés à l'expression de la démocratie, mais il est incontestable que le questionnement des citoyens, quotidiennement, porte davantage sur leur possibilité de mener une carrière professionnelle, d'élever leurs enfants, de faire face à une éventuelle maladie, de préparer leur retraite. Ces questionnements restent permanents, quelle que soit l'évolution institutionnelle du pays.

C'est en ce sens que nous affirmons la primauté du socio-économique.

Nous n'allons pas éluder le dossier de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde que je vais vous présenter en trois points.

Premièrement et très clairement, nous ne sommes pas demandeurs et refusons la scission de l'arrondissement. D'ailleurs, hormis le cdH, tendance Delperée, tous les francophones sont sur la même longueur d'onde.

Deuxièmement, nous entendons bien le gouvernement. Il recherche la voie du consensus. Il dit clairement qu'il ne peut y avoir de coup de force de la part d'une communauté linguistique à l'encontre de l'autre communauté linguistique. Effectivement, l'affrontement des communautés conduirait à constater l'échec du modèle fédéral belge.

Troisièmement, nous entendons aussi le gouvernement lorsqu'il en appelle à la responsabilité des Régions et des Communautés. Elles doivent sortir du bois, quitter le terrain facile mais stérile de la provocation. Il faut privilégier une solution qui renforce les droits des uns et des autres mais qui, en tout cas, ne prive personne de ses droits de citoyen actuels. En fait c'est la recherche d'une solution "win-win".

Il existe, à notre sens, une alternative juridique à la dogmatique scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Cette alternative répond pleinement à l'arrêt de la Cour d'arbitrage. Elle est aujourd'hui formalisée dans une proposition de loi que nous avons déposée. Elle est aux antipodes d'une position de crispation. Notre initiative ambitionne de poser de nouveaux jalons pour le fédéralisme belge. Elle dépasse la dimension purement territoriale qui domine actuellement, en y associant une dimension personnelle. Il nous semble que la structure fédérale belge intègre déjà cette dimension bidimensionnelle. Je rappelle que les compétences liées au territoire, à l'économie et aux pouvoirs locaux reviennent aux Régions alors que les compétences en lien plus direct avec les personnes reviennent aux Communautés. Aux yeux de certains, la dimension personnelle ne passe que pour un compromis nécessaire, pour une sorte de reliquat de l'histoire ou pour une scorie institutionnelle. Je l'envisage au contraire comme résolument porteuse de solutions pour l'avenir, refusant les positions passéistes, les replis identitaires, les développements d'Etats nations miniatures à l'échelle de chaque Région. J'invite au contraire à relire les atouts du modèle communautaire et à jeter les bases de la pleine prise en considération de la dimension plurielle de notre Etat.

sociaal-economische vlak. Het institutioneel kader heeft weliswaar betrekking op de grondrechten en de vrijheden van de bevolking, maar de burgers zijn in de eerste plaats bekommerd om hun beroepsloopbaan, de opvoeding van hun kinderen, de gezondheidszorg, enz.

Wij willen het probleem van BHV daarom nog niet uit de weg gaan, maar wij zijn geen vragende partij. Zoals alle Franstaligen – de cdH Delperée-strekking uitgezonderd – staan wij afwijzend tegenover iedere splitsing. Wij steunen de regering wanneer zij verklaart dat zij niet kan aanvaarden dat één gemeenschap haar wil zou opleggen, want dat zou betekenen dat het Belgisch federaal model gefaald heeft. De Gemeenschappen en Gewesten moeten hun verantwoordelijkheid op zich nemen en meewerken bij het zoeken naar een oplossing die eenieders rechten ten goede komt.

Er bestaat een alternatieve oplossing: het voorstel dat wij hebben ingediend en dat inspeelt op de opmerkingen van de Raad van State. De regeling die erin wordt voorgesteld, getuigt van een aanpak die allesbehalve krampachtig is. Het voorstel overstijgt de territoriale dimensie en houdt rekening met een persoonlijke dimensie. Voor sommigen is het een draak. Wij menen dat het een toekomst-gerichte oplossing inhoudt. Wij zetten ons inderdaad af tegen iedere terugplooiing op de eigen identiteit in zeer kleine natiestaten.

Sinds het begin van de eeuw hebben talrijke politieke denkers opgeroepen tot het overstijgen van de logica van de natiestaat. Gelet op de multiculturele samenleving die in België in opmars is, zou het verkeerd zijn zich op zichzelf terug te plooiën. Brussel-Halle-Vilvoorde is meer dan een symbooldossier. Het gaat ook over de belangen van de minderheidsgroepen. Wij

Nombreux sont les penseurs politiques qui, depuis le début du siècle, appellent à ce dépassement des structures de l'Etat-nation et estiment que la logique bidimensionnelle repensée est celle qui fera efficacement droit aux revendications légitimes des minorités. Dans un Etat comme le nôtre, au sein duquel le mixage culturel ne cessera probablement de s'accroître, ne pas s'engager dans cette voie serait une erreur historique.

Le dossier BHV représente plus qu'un symbole, plus qu'une simple problématique politicienne. Il renvoie directement à la place et aux droits des groupes minoritaires. Dans le cadre de cette réflexion, la question de la définition de nos structures institutionnelles est décisive. Elle met en débat l'outil qui favorisera l'épanouissement de nos relations interpersonnelles et permet de poser le jalon d'un fédéralisme renouvelé.

Monsieur le président, monsieur le premier ministre, collègues, j'en reviens aux priorités socio-économiques. Nous avons donc un budget en équilibre. J'énoncerai à ce sujet cinq remarques.

Première remarque: si le budget est en équilibre, c'est d'abord parce que les recettes sont plus importantes que prévues. Elles vont d'ailleurs contribuer - contrairement à ce que j'entends dire - au financement des Communautés et des Régions. Oui, c'est l'application de la loi de financement. Mais, monsieur Wathélet, à supposer que les recettes soient inférieures à ce qui avait été prévu, ce serait l'inverse: il y aurait donc un sous-financement. Ici, le fait qu'elles soient supérieures à ce qui avait été initialement prévu va apporter un ballon d'oxygène aux Régions et Communautés, il faut le dire.

(...): (...)

01.02 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Ce que vous dites à propos de la loi de financement pour les Régions et les Communautés est faux.

01.03 **Daniel Bacquelaine** (MR): Non. Je pense qu'à ce sujet, le débat a été plutôt mal engagé hier soir, notamment face à la presse. Le fait que les recettes en matière de TVA soient nettement plus importantes à ce qui avait été prévu amène un surplus de financement pour les Régions et les Communautés. Et c'est tant mieux!

Les Régions doivent évidemment – c'est en tout cas ce que nous en attendons – les utiliser de manière intelligente. Nous pensons que cela pourrait peut-être constituer, au niveau des hautes écoles, un moyen de faire rentrer les étudiants et les professeurs dans les classes.

Deuxième remarque: la réduction de la dette. Il est important de savoir que, fin 2003, nous nous situons en dessous de 100%. Cette diminution de la dette va se poursuivre. Elle permet notamment la reprise de la dette SNCB; ce n'est pas anodin. Cela signifie que cela dégage de nouveaux moyens d'investissement pour la SNCB et notamment – pourquoi pas? – une accélération dans la réalisation du fameux RER que nous attendons avec impatience.

willen de weg naar een vernieuwd federalisme voorbereiden.

De begroting dan. Die is in evenwicht, vooral omdat er meer inkomsten zijn dan verwacht. De overheid zal dus kunnen bijdragen tot de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, die wat meer ademruimte zullen krijgen.

01.02 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Dat klopt niet!

01.03 **Daniel Bacquelaine** (MR): Door de hogere BTW-inkomsten ontstaat een financieringsoverschot bij de Gemeenschappen en de Gewesten. Het is nu aan hen om die bijkomende middelen op een intelligente manier aan te wenden, bijvoorbeeld om de studenten en de lesgevers opnieuw naar de scholen te leiden.

Dankzij de verdere schuldvermindering, kan de schuld van de NMBS worden overgenomen, zodat die ruimte krijgt voor nieuwe investeringen, in het GEN bijvoorbeeld.

Er komen geen nieuwe taksen of belastingen.

Troisième remarque: ce budget n'est marqué par aucune taxe ou impôt nouveau. Cela mérite d'être précisé car il n'en a pas toujours été de même. Aucune taxe ou impôt nouveau n'est prévu; il n'y aura pas non plus de cotisation sociale généralisée qui aurait amputé les revenus et le pouvoir d'achat des ménages.

Quatrième remarque: ce budget s'accompagne d'une consolidation de la diminution des charges sociales et des charges fiscales. La réforme fiscale aura effectivement un rôle important durant l'exercice 2005. Prenons pour exemple l'indexation des barèmes fiscaux au 1^{er} janvier qui apportera une réduction de la charge de 566 millions d'euros. C'est évidemment là un ordre de grandeur qui n'a aucune commune mesure avec les éventuels reports de certaines mesures favorables décidées antérieurement. Je rappelle aussi que les nouvelles réductions de charges sociales s'élèvent à 500 millions d'euros pour l'exercice 2005. Ce montant vient s'ajouter aux 450 millions d'euros de réductions de charges sociales pour l'exercice 2004. Cela représente, pour ces deux exercices, environ 1 milliard de réductions de charges sociales pour favoriser l'emploi dans les entreprises.

Cinquième remarque: ce budget en équilibre permet le comblement du déficit de la sécurité sociale, même si nous ne nions pas l'existence d'un déficit de la gestion courante de celle-ci.

Mais grâce au financement alternatif - cela figure dans l'accord de gouvernement -, nous comblons ce déficit et nous présentons, à terme, une sécurité sociale en équilibre, dans le respect d'une norme de croissance de 4,5% dans les soins de santé, croissance réelle puisqu'elle vient en surplus de l'inflation.

Nous nous félicitons notamment du respect des engagements du gouvernement en ce qui concerne la revalorisation des actes intellectuels dans le domaine des soins de santé; c'est important pour le système et son fonctionnement. Nous nous félicitons aussi des mesures en termes d'accessibilité aux soins et nous nous réjouissons de constater que les rapports un peu conflictuels entre les médecins et les hôpitaux pourront être aplanis dans le cadre du moratoire décidé par le ministre des Affaires sociales.

Cela n'éluide évidemment pas la nécessité d'un débat en profondeur sur l'utilisation des moyens disponibles. On ne peut considérer que - indéfiniment et quel que soit le mode de gestion - le financement alternatif, c'est-à-dire les recettes fiscales, serve à éponger, année après année, des déficits croissants de la sécurité sociale. Le débat sur l'utilisation optimale des moyens dans la sécurité sociale est fondamental. Si nous apprécions le sens du dialogue du ministre des Affaires sociales, ce qui nous change du ministre précédent, M. Vandenbroucke, il est clair que la technique de l'acquiescement poli aux différentes demandes formulées par les parties en cause ne peut pas tenir lieu d'unique politique; il faudra, à un moment donné, prendre des décisions qui pourront être difficiles.

Le système belge de santé est efficace. Il repose sur le libre choix, sur la liberté. Il ne coûte pas plus cher qu'ailleurs mais sa pérennité repose sur la mise en œuvre du concept de responsabilité. Nous souscrivons à ce que les maladies et les pathologies soient

De daling van de sociale en de fiscale lasten wordt bestendigd. De belastinghervorming zal in de loop van 2005 dus haar volle uitwerking hebben.

Met deze begroting kan het tekort van de sociale zekerheid worden aangezuiverd. We zijn verheugd dat de groeinorm van 4,5 procent voor de uitgaven in de gezondheidszorg wordt nageleefd, dat de intellectuele handelingen van de artsen worden geherwaardeerd en dat de toegang tot de gezondheidszorg laagdrempeliger wordt. Dat alles maakt een debat over de aanwending van de beschikbare middelen echter niet overbodig. Er zullen soms weinig populaire beslissingen moeten worden genomen. De Belgische regeling is op zich niet duurder dan een andere, maar de uitvoering ervan berust op de verantwoordelijkheid van de diverse spelers. Ik wil daarom enkele maatregelen voorstellen. We moeten komaf maken met het debat dat nu over de ziekenhuisfinanciering wordt gevoerd. Zo moet een onderscheid worden gemaakt tussen de hotelfunctie en de medische functie van het ziekenhuis.

De betrekkingen tussen de geneesheren en de ziekenhuisbeheerders moeten worden herzien. We moeten ook het probleem van de schuldloze aansprakelijkheid aanpakken. We moeten de gezondheidscentra, waarvoor volgens een recent onderzoek de kosten hoger zijn dan voor de geneeskunde per prestatie, opnieuw beoordelen. En om het verantwoordelijkheidsgevoel aan te wakkeren, moeten we het gratisbeleid een halt toeroepen, ook al komt er slechts een symbolische financiële bijdrage voor in de plaats.

De gezondheidszorg kampt met tegenstrijdigheden: voor bepaalde ernstige ziekten wordt

envisagées en fonction de parcours adaptés et rationnels au niveau des soins.

J'ai personnellement une série de mesures à proposer qui devraient permettre d'approfondir le débat sur l'utilisation des moyens dans la sécurité sociale et, plus particulièrement, dans le secteur des soins de santé.

Je pense notamment que l'on doit sortir du débat actuel sur le financement des hôpitaux. La controverse sur le sous-financement hospitalier a suffisamment duré. Une fois pour toutes, il faut arrêter les comptes et prendre les mesures nécessaires. Le financement hospitalier doit être revu. A cette fin, il importe de s'orienter vers la scission de la fonction hôtelière et de la fonction médicale. Voilà une scission qui me paraît intéressante. De plus, le nombre de lits hospitaliers dans notre pays reste plus élevé que la moyenne européenne et le nombre de journées d'hospitalisation reste plus élevé que la moyenne européenne. Il y a sans doute là matière à débat. Les rapports entre les médecins hospitaliers et les gestionnaires d'hôpitaux doivent être revus, notamment l'article 140 de la loi sur les hôpitaux.

Nous sommes toujours nulle part, monsieur le premier ministre, je vous le rappelle, en matière de responsabilité sans faute, alors que vous nous aviez déjà promis, voilà deux ans, d'avancer dans ce dossier. Je me suis également adressé au ministre des Affaires sociales et je ne vois pas d'ouverture à l'heure actuelle. Je pense que cela génère des dépenses parce que la médecine défensive coûte cher.

Par ailleurs, je ne veux pas faire de dogmatisme idéologique, mais je tiens à dire par rapport à ceux qui défendent la médecine forfaitaire et les maisons médicales qu'une étude récente vient de sortir et montre très clairement que les maisons médicales coûtent beaucoup plus cher que la médecine à l'acte. Ce débat devrait franchement être mené.

Je voudrais également que l'on sorte du principe de la gratuité. Je suis un fervent défenseur de l'accessibilité. Si l'on veut lier celle-ci à la responsabilité, il faut réserver un sort définitif à la gratuité. Quand le gouvernement propose la gratuité pour une série de soins, je pense qu'il se trompe. Cette gratuité va à l'encontre de la responsabilité. Que la participation soit symbolique – c'est probablement une solution – mais participation, il doit y avoir. J'attire l'attention du ministre des Affaires sociales sur cette question et je le lui rappellerai.

Plus fondamentalement, nous devons répondre au "paradoxe" de la santé. En effet, dans notre pays, des personnes qui connaissent une situation dramatique éprouvent des difficultés à vivre cette situation sur un plan matériel, alors que des personnes qui n'ont pas de problèmes particuliers ou importants sur le plan de la santé se voient rembourser une série d'actes qui font partie de la vie quotidienne. Afin de résoudre cette situation paradoxale, il convient tout d'abord d'en accepter l'existence et, ensuite, de faire en sorte que ceux pour qui la situation est dramatique à vivre – je pense à des familles où les enfants sont atteints de cancer ou de maladies congénitales graves, je pense à la maladie d'Alzheimer ou à d'autres maladies importantes qui affectent tant le patient que son entourage – soient mieux

onvoldoende terugbetaald terwijl andere dagdagelijkse uitgaven beter worden vergoed.

Aan het begrip vergrijzing wordt al te vaak een negatieve betekenis gegeven. Nochtans is ze het resultaat van de sociale en medische vooruitgang. Op zich is ze dus een goede zaak maar we moeten ons beleid er ook op afstemmen. De verhouding tussen de actieve en inactieve bevolking moet opnieuw bekeken worden om de 55-plussers aan het werk te houden of terug aan het werk te zetten via een systeem van beloningen. We zullen het debat over de bruggepensioneerden niet uit de weg kunnen gaan. De regering en de sociale partners zijn het nauwst bij deze kwestie betrokken en er zal met die laatsten overleg moeten gepleegd worden.

Bovendien moet de activiteitsgraad de hoogte in willen we de financiering van de sociale zekerheid veilig stellen. Om die reden moeten we werken weer aantrekkelijker maken.

Alle vormen van fraude moeten bestreden worden, dus ook de sociale fraude.

Het begrotingsevenwicht en de nieuwe groei stemmen tot optimisme. Twee zwakke punten zorgen nog voor moeilijkheden: de overheidsschuld en de lage werkgelegenheidsgraad. Beide elementen zouden troeven kunnen worden: de schuldvermindering creëert bewegingsruimte en de verhoging van de werkgelegenheidsgraad genereert nieuwe fiscale inkomsten. Daarom moet men de groei ondersteunen, de ontwikkeling van de KMO's bevorderen, het statuut van de zelfstandigen aantrekkelijker maken, in onderzoek investeren, de sociale en fiscale lasten verder verlagen en de koopkracht verhogen. Dankzij de ondersteuning van de economie

soutenus financièrement. A cet égard, la couverture actuelle est très clairement insuffisante. Il y a peut-être un rééquilibrage interne à apporter au sein du secteur des soins de santé pour que les cas les plus graves soient effectivement les mieux couverts et qu'il n'y ait pas cette espèce de dilution des moyens là où ce n'est pas toujours nécessaire.

C'est vrai que le vieillissement de la population a un impact sur le secteur des soins de santé. Il a sans doute un impact aussi en matière de pensions. Il détermine sans doute aussi une nouvelle perception de la période d'activité de chacun.

Je voudrais faire remarquer à ce stade du débat qu'on parle beaucoup du vieillissement, souvent avec une connotation péjorative. Je pense que le vieillissement, c'est le résultat formidable d'avancées sanitaires et sociales qui ont permis à la population de vivre plus longtemps et de vivre mieux plus longtemps. C'est donc quelque chose d'extrêmement positif. D'ailleurs, quel est le meilleur indice du bien-être et de la qualité de vie dans un pays quel qu'il soit? C'est pour moi la longévité. La longévité est le meilleur indice quant à la performance d'un État, quelle que soit sa situation économique et sociale.

Il y a donc dans le vieillissement un élément tout à fait positif, pour autant que l'on prenne en compte la nécessité de s'adapter à cette modification de la pyramide des âges. C'est tout simplement un problème d'adaptation, de réformes nécessaires pour s'adapter à la pyramide des âges. Il m'apparaît que le secteur du travail et de l'emploi tient une place prédominante, importante, dans cette nouvelle répartition de l'activité.

Par rapport à 1960 - je ne donnerai que ce chiffre-là -, chacun vit, statistiquement, 7 années de plus en 2000. Il y a là un progrès substantiel. Je signale que les Coréens, eux, vivent 23 ans de plus par rapport à 1960, mais ils viennent évidemment d'une situation qui n'était pas la même que la nôtre en 1960. Je crois qu'il y a encore des progrès à faire en termes de morbidité et de mortalité dans notre pays. On ne va évidemment pas s'arrêter. Le problème ne peut que se prolonger.

Si l'on veut donner au vieillissement un caractère positif, il faut que l'on se préoccupe du rapport entre les actifs et les non-actifs et que l'on reconsidère les différentes étapes de la vie. Donc, monsieur le premier ministre, nous soutenons la mise en œuvre d'une politique incitative vis-à-vis du maintien et du retour dans l'emploi des personnes de plus de 55 ans.

Le gouvernement et les partenaires sociaux - je voulais m'adresser au cdH mais c'est difficile - sont concernés au premier titre. J'ai entendu de la part du cdH précisément, des critiques par rapport au report vers les partenaires sociaux de la définition et de la précision des mesures en la matière. Je rappellerai malgré tout qu'on est loin du temps où les premiers ministres prenaient leurs ordres à Poupehan chez M. Houthuys. C'est sans doute une période qu'ils ont oubliée. Il n'en est plus de même actuellement, mais la concertation avec les partenaires sociaux est fondamentale.

Parmi les mesures incitatives, le gouvernement a indiqué dans sa

en, in het bijzonder, van de ondernemerszin kunnen de begrotingen van Justitie of van Volksgezondheid stijgen.

Europa telt 20 miljoen werklozen, de werkkraft is dus voorhanden. Het kapitaal is eveneens beschikbaar op de financiële markten. Nu gaat het erom de ondernemingszin te stimuleren: bepalend hiervoor zijn de bestaanszekerheid, de verplichtingen die de economische activiteit bezwaren en de aan het werk verbonden winstverwachting.

In 1998 verklaarde toenmalig premier Dehaene dat het onmogelijk was tegelijkertijd de lasten te verlagen en het begrotingstekort te verminderen zonder aan de koopkracht te raken. Vandaag is de lastenverlaging een feit en wordt ze ook voortgezet. Er is geen begrotingstekort. De koopkracht is onaangetast. De MR-fractie geeft dus haar vertrouwen aan de regering, die zowel de economische groei moet aanzwengelen als onze sociale verzuchtingen verwezenlijken.

déclaration de politique générale, la nécessité de supprimer les plafonds en matière de travail autorisé après l'âge de 65 ans. C'est important, non seulement pour bénéficier de l'expérience des travailleurs âgés mais aussi pour leur permettre de continuer à être actifs, de payer des cotisations sociales et de payer des recettes fiscales.

Le débat sur les pré-pensions ne pourra pas être éludé indéfiniment. Il convient d'activer une batterie de mesures invitant le travailleur de plus de cinquante ans à poursuivre son activité. On parle de bonus pension, de diminution des charges sociales pour les travailleurs âgés. Je pense que nous pourrions utiliser la cotisation de solidarité parmi les incitants à travailler plus longtemps. Je pense que la cotisation de solidarité pourrait voir relever son plafond à partir duquel elle est prélevée, en fonction de la durée de l'activité. Cela permettrait de traduire un incitant supplémentaire qui favorise la durée de l'activité.

Le relèvement du taux d'activité est indispensable si nous voulons préserver le financement de la protection sociale et le développement de la solidarité. C'est dans cet esprit qu'il faut favoriser le caractère attractif du travail. Il faut rendre le travail attrayant. Je pense notamment aux travailleurs indépendants et à leur statut social. Nous nous réjouissons que les mesures décidées à Gembloux soient poursuivies. Cela concerne l'augmentation des pensions légales, l'organisation d'un système de pension complémentaire, l'incorporation des petits risques dans l'assurance soins de santé et l'amélioration des indemnités d'invalidité et d'incapacité pour les indépendants.

D'une manière générale, nous soutenons la majoration des allocations sociales, pour autant que celles-ci s'exercent dans un système de droits et de devoirs. Toutes les fraudes doivent être combattues, même si certains considèrent que la fraude sociale occupe une place privilégiée dans la hiérarchie des valeurs. Ce n'est pas notre conception. Pour notre part, nous considérons que la fraude sociale ne doit pas être comparée à d'autres comportements inciviques pour qu'il soit permis de s'en offusquer.

L'équilibre budgétaire et le retour de la croissance nous incitent à l'optimisme. Nous sommes conscients de deux faiblesses de notre pays. La première est la dette publique élevée, la deuxième est le faible taux d'emploi. Paradoxalement, ces deux faiblesses – taux d'emploi faible, dette publique élevée – peuvent devenir des atouts. La réduction de la dette dégage des marges de manœuvre en termes de moyens disponibles et le relèvement du taux d'emploi génère de nouvelles recettes fiscales et sociales. Voilà pourquoi nous devons accompagner et soutenir activement la croissance, défendre la compétitivité de nos entreprises, favoriser le développement des PME, rendre plus attractif et plus juste le statut des indépendants, investir dans la recherche, réduire encore les charges sociales et fiscales qui pèsent sur les citoyens et sur les entreprises, amplifier le pouvoir d'achat des ménages. Ce sont là les conditions de la création d'emplois et de la protection sociale, l'un n'allant pas sans l'autre.

Je rappelle que c'est grâce à l'équilibre budgétaire - et à la réduction de la dette qu'il permet -, grâce au soutien de l'économie - et à la croissance des recettes qu'il génère -, que nous pouvons garantir à la

Justice comme à la Santé des normes de croissance réelle supérieures à 4%. Ce sont les recettes générées par la consommation et le développement économique qui permettent de combler le déficit de la sécurité sociale. Nous avons donc le devoir de soutenir la croissance économique. Il y a actuellement en Europe 20 millions de chômeurs, donc une main d'œuvre disponible. Les capitaux sont eux aussi largement disponibles sur les marchés financiers.

Il reste sans doute un troisième facteur favorisant la croissance. Il s'agit du goût d'entreprendre, la motivation, l'évolution des mentalités. Ce goût d'entreprendre dépend de la sécurité d'existence que l'on peut obtenir pour les siens et pour soi-même. Il dépend aussi du taux de contraintes qui pèsent sur l'activité économique et également de l'espérance de gains que procure le travail. Votre gouvernement, monsieur le premier ministre, prend en compte l'importance de ce troisième facteur de croissance et nous nous en félicitons.

Je relisais l'une des dernières déclarations gouvernementales du siècle passé, datant de 1998 - la dernière déclaration du premier ministre Dehaene. Celui-ci disait ceci: "Le gouvernement ne peut se permettre de promettre simultanément un allègement des charges de plusieurs dizaines voire centaines de milliards de francs belges et de réduire le déficit budgétaire, tout en laissant croire qu'il ne touchera pas au pouvoir d'achat de la population." C'était la déclaration d'un premier ministre résigné. Aujourd'hui, et depuis cinq ans, le registre est bien différent. En effet, l'allègement des charges est une réalité et va se poursuivre. Il n'y a plus de déficit budgétaire et le pouvoir d'achat de la population est préservé.

Le groupe MR, monsieur le premier ministre, accordera sa confiance au gouvernement pour qu'il mène de front le développement économique et nos ambitions sociales.

01.04 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK) Icare, Icare, ubi es? Qua te regione requiram? Aan die woorden uit Ovidius - de woorden van Daedalus, de vader van Ikaros, die op zoek was naar zijn gevallen zoon - heb ik gisteren moeten denken toen ik hier Verhofstadt zag staan. Het was ook de eerste keer sinds hij als eerste minister is aangetreden dat ook een min of meer eensgezinde pers moest zien dat daar een geslagen man stond, een man die - eindelijk, wat mij betreft - minstens enkele verdiepingen naar beneden was gevallen. Waar is die Ikaros van destijds, die weliswaar te dicht tegen de zon was gevlogen, maar altijd toch met volle ambities heeft gevlogen? Waar is de man van de burgermanifesten? Waar is de man die eerste minister werd in 1999? Hij ligt gevallen, met gebroken vleugels, en de vader, dat zijn wij allemaal. Wij zijn allemaal op zoek naar die man waarvan niets meer overblijft, een man die niet meer zal vliegen, laat staan tot aan de zon.

De oorsprong van wat de jongste maanden is gebeurd, de oorsprong van die val van Ikaros ligt natuurlijk in datgene waarmee hij overigens zelf zijn betoog is begonnen, met name in de verkiezingen van 13 juni, maar ook in hetzelfde probleem dat Ikaros had, de zelfoverschatting. Door zelfoverschatting heeft hij de factoren onderschat die op 13 juni zijn losgebroken en losgewrikt door de kiezers in Vlaanderen en door Di Rupo. U weet, de kiezers in Wallonië of in Brussel doen er niet veel toe. Het is de PS die altijd regeert en de PS heeft daar besloten de

01.04 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): En voyant le premier ministre hier, je n'ai pu m'empêcher de penser au récit de la chute d'Icare, tel que nous l'a rapporté Ovide. C'est aussi la première fois que la presse s'accorde pour dire que Verhofstadt est un homme abattu. L'homme des 'manifestes citoyens', celui qui est devenu premier ministre en 1999, cet Icare qui voulait voler toujours plus haut - le voilà qui s'est écrasé, les ailes brisées.

Cette chute trouve son origine dans les élections du 13 juin et dans la surestimation de soi qui a poussé le premier ministre à sous-évaluer les éléments motivant les électeurs flamands et M. Di Rupo. Le soir-même des élections, lorsqu'on rappela à M. Verhofstadt

steven te wenden en zich met veel overtuiging te richten naar de cdH, zoals dat hier heet.

Verhofstadt had al een eerste verkeerd beeld toen hij de situatie probeerde te begrijpen. Ik weet niet of u zich de Verhofstadt van de verkiezingsavond nog herinnert, goede collega's? Herinnert u zich zijn volledig verkeerde inschatting van wat er was gebeurd met de verkiezingen, hoe hij omstuwd door camera's en microfoons aan de ingangspoort van de Melsenstraat stond en hoe hij daar een uitleg gaf die uiteindelijk - een eerste vleugel van Ikaros die afbrak - door de dienstdoende presentator van de VRT na een tiental minuten werd afgebroken omdat Verhofstadt zo kon blijven doorgaan? Herinnert u zich dat nog?

Die Verhofstadt was reeds tien minuten na de eerste uitslagen een man die niet meer wist hoe de realiteit in mekaar zat. Hij schatte de realiteit volledig verkeerd in. Een journalist vroeg op het laatste moment nog: "U mocht toch afgerekend worden op de nederlagen van het Vlaams Blok. Dat begint er nu toch somber uit te zien." Die journalist kreeg zelfs geen ontwijkend antwoord. Dehaene zou nog de reflex gehad hebben om ontwijkend te antwoorden of om weg te lopen. Verhofstadt bleef echter helder. Hij zei dat hij nog anderhalf jaar tijd had. Ik herinner mij nog zeer goed dat ik toen dacht: die man heeft nog steeds verkiezingskoorts. Bij mij is de verkiezingskoorts een uur nadat ik ben gaan stemmen, weg.

Verhofstadt is ons hier komen verwijten dat die verkiezingskoorts nog steeds is blijven doordenderen en dat heel zijn politieke warboel waarmee hij hier voor de Kamer is gekomen, veroorzaakt werd door de verkiezingskoorts van ik weet niet wie allemaal. De verkiezingskoorts zit echter vooral bij hem. Die verkiezingskoorts verhindert hem om op een heldere manier te zien wat er aan het gebeuren is, om op een heldere manier de politieke situatie in te schatten. Die verkiezingskoorts zit in zijn eigen hoofd.

Wanneer hij ons vraagt om die verkiezingen zo snel mogelijk te vergeten, dan heb ik daarvoor enig begrip. In zijn geval zou ik waarschijnlijk ook zo snel mogelijk die verkiezingen vergeten. Hij wil zo snel mogelijk naar de nieuwe situatie. Hij wil zo snel mogelijk naar een situatie waarin hij weer de man is die de situatie en de cijfers kan manipuleren. Verkiezingscijfers kan men niet manipuleren.

Na die eerste reactie op de verkiezingen is het er voor hem niet veel beter op geworden. Nadien kwam het voorzitterschap van de Europese Commissie. Neen, ik zal daar niet op ingaan. "Gij zult het geknakte riet niet breken". Het was alvast niet opbeurend en het was zeker niet inspirerend om de situatie helder te zien.

Overigens, in de coulissen van de Europese Unie hebben wij nadien vernomen dat het voornamelijk Verhofstadts fouten zijn geweest waardoor hij zijn kandidatuur in de prak heeft gereden. We vernamen dat het zijn vastberadenheid - zo noemt hij het zelf, voluntarisme noemt zijn intieme omgeving het -, zijn fanatisme, zijn verblindheid en zijn onkunde om de politieke situatie goed in te schatten, geweest zijn die hem het Europees voorzitterschap hebben gekost.

Collega's, als we onderzoeken op welke manier we die regeringsverklaring, die begrotingsverklaring, die regeerverklaring van

ses propres propos, selon lesquels sa politique pourrait être évaluée à l'aune du succès du Vlaams Blok, il ne chercha même pas à esquiver, au contraire. "Il me reste tout de même dix-huit mois", précisa-t-il avec lucidité. Sans doute souffrait-il encore d'une poussée de fièvre électorale.

La situation ne s'est guère améliorée pour le premier ministre après ce fameux soir. Je passerai sous silence l'épisode de la présidence européenne, qui lui a, paraît-il, échappé en raison d'erreurs qu'il ne peut se reprocher qu'à lui-même: "tu ne briseras point le roseau cassé".

Nous ne pouvons juger de la déclaration gouvernementale qu'en sachant qu'elle a été rédigée par un homme qui n'évalue pas correctement le contexte politique et qui se cramponne à tout prix au pouvoir.

On nous a heureusement épargné, hier, les termes un peu sots de "discours sur l'état de l'Union". On ne pourrait qualifier pour autant le document en question de déclaration de politique générale: il n'est pas assez puissant pour cela. Et on ne peut pas dire qu'il n'esquive pas les tabous et qu'il aborde les problèmes de face. Il s'agit au contraire d'une baudruche d'où ne s'échappent que quelques faibles sifflements.

Le budget est un numéro d'illusionnisme. Il suscite une impression trompeuse, par exemple en ce qui concerne les sept pistes pour l'emploi. Par ailleurs, la vente de la dette fiscale est une idée pour le moins originale et, surtout, une belle victoire pour les socialistes, qui s'inscrivent parfaitement dans leur idéologie. Le budget est chimérique aussi parce qu'il repose sur une prévision de croissance que "The Economist" notamment a revue à la baisse et

gisteren moeten beoordelen, dan moeten we ze beoordelen vanuit de situatie van een man die de politieke context niet meer helder inziet maar die toch moet proberen aan de macht te blijven. Heel theoretisch – ik zal daar straks op terugkomen wat de heer Letermé betreft – zou een minister-president of een premier de eer aan zichzelf kunnen houden. Hij zou de zaken kunnen beschouwen en als hij tot het besluit komt dat hij de zaken niet meer deftig kan regelen en geen echte begrotingsverklaring meer kan maken, de eer aan zichzelf houden. Dat is de theorie. Ik heb het nog nooit zien gebeuren. Zo'n man blijft zich vastklampen aan de macht, te allen prijze. Hij heeft er alles voor over. Dat is gisteren weer gebleken.

Gisteren was er een regeerverklaring, een beleidsverklaring zoals dat dan heet. Gelukkig – ik dank de premier daar alvast voor en het is de eerste keer dat ik hem vandaag bedank – heeft hij daar de naam federale beleidsverklaring op geplakt want l'état de l'union of the state of the union was het gisteren niet. Het was geen verklaring die aangaf hoe krachtig de unie wel was, zoals men dat ziet in het land waar die uitdrukking vandaan komt en waar alle verenigde kamers in het parlement bijeenkomen, waarna de president binnenstapt met hoempamuziek van een of andere fanfare terwijl iedereen rechtstaat, hem toewuift en probeert hem de hand te schudden. Die glorie was het niet. Ik ben blij dat Guy Verhofstadt althans met de naam die hij op zijn verklaring heeft geplakt de dwaasheid die destijds door Colla – als fractievoorzitter noemde hij het als eerste the state of the union – is uitgevonden niet heeft voortgezet. Ik heb er jarenlang mee gelachen maar toch blijft iedereen state of the union zeggen. Ik ben dus blij met de term federale beleidsverklaring.

Niettemin, wat betreft die naam, hoe mooi ook en hoezeer ik het daar ook mee eens ben en de premier dank voor de introductie ervan, dit was geen beleidsverklaring. Een beleidsverklaring veronderstelt iemand die krachtig regeert, iemand die geen taboes uit de weg gaat en die op de problemen afdrukt. Hij laat dus op gelijk welk moment en over gelijk welk onderwerp merken dat hij het is die regeert. Dat was niet de Verhofstadt die hier stond, we weten het allemaal. In een democratie kan men bovendien om zo'n beleidsverklaring te kunnen afleggen best maar één ding doen, datgene wat in een democratie de logica zelf is, namelijk ervoor zorgen dat men datgene zegt wat men voor de verkiezingen heeft beloofd. In dialoog met de kiezer presenteert men zich dan aan het Parlement. Daar komt dan alles samen, de vertegenwoordigers van het volk nemen kennis van de bewindvoerder die in zijn beleidsverklaring datgene onderstreept waarmee hij naar de kiezer is gegaan. De beloften aan de kiezer worden verwoord in een toespraak, een document, een krachtige verklaring die geen enkel taboe kent en die op de problemen afdrukt.

Afgemeten aan die beschrijving, aan die definitie van wat een beleidsverklaring zou kunnen zijn, was het gisteren een mager beestje. Het was een vat dat af is, heb ik gisteren onmiddellijk gezegd. Wij hebben wat gesputter gehoord, wat overblijfselen van wat ooit de met breed gespreide vleugels vliegende Ikaros was.

Om te beginnen, inzake het begrotingstechnisch aspect van de regeringsverklaring, hebben wij geen vertrouwen in de begroting zoals u die presenteert. Wij vinden die begroting illusionistisch. Daar staan zaken in die minstens een verkeerde indruk wekken. Uw zeven wegen naar tewerkstelling, bijvoorbeeld. Ik weet niet of Slangen nog

qui ne devrait plus se chiffrer qu'à 2,1.% Il l'est aussi parce qu'il s'agit d'un budget du PS: qu'est-il advenu des 17 millions d'euros produits par l'amnistie fiscale qui, en fait, aurait dû en rapporter 850 millions? Et des problèmes du PS concernant les chiffres?

L'accent est principalement mis sur l'équilibre du budget. Une croissance de 2,5% est toutefois irréaliste, le solde primaire est insuffisant et, de plus, les taux d'intérêt vont vraisemblablement amorcer une hausse dans la mesure où ils se situent depuis un certain temps déjà à un niveau historiquement bas et que les États-Unis ont déjà augmenté les leurs. L'augmentation des prix du pétrole remet tous les calculs en question, la croissance aux États-Unis est hypothéquée et notre économie est à présent menacée. La demande extérieure est en forte régression et la demande intérieure est soumise à rude épreuve. L'optimisme est fondé sur l'illusionnisme de Verhofstadt.

Si un "dialogue responsable" constitue un bon point de départ pour l'élaboration d'un budget correct, il ne l'est absolument pas pour la résolution de problèmes communautaires. Nous sommes voués aux gémonies lorsque nous relançons le débat à ce sujet. Nous nous fondons toutefois sur les déclarations faites par M. Verhofstadt avant 1999. Ce dernier précisait dans ses "Manifestes Citoyens" qu'une réforme fondamentale et une scission de la sécurité sociale étaient nécessaires et que les clés économiques devaient être confiées aux Flamands. Nous nous fondons également sur la déclaration faite par le président du parti M. De Gucht avant 2000 selon laquelle le budget fédéral est voué au dérapage avec le PS. Il est impossible de gouverner ce pays.

La déclaration de M. Verhofstadt

voor u werkt. Ik ben daarvan niet meer op de hoogte. Ik heb zijn parcours niet gevolgd. Zit hij nu in de Melsenstraat, in Wetstraat 16, of is hij helemaal verdwenen? Elk jaar is er zo'n bevalling: er komt een grote conferentie of iets wat in de media goed klinkt. Nu zijn het niet de zeven dwergen, maar de zeven wegen naar tewerkstelling. Het Sneeuwwitje van de tewerkstelling en haar zeven dwergen! Wij hebben daarin geen vertrouwen. Wij zijn niet onder de indruk. Ik heb het nog eens goed nagelezen. Collega's van mij zullen er nog in detail op terugkomen.

Het verkopen van de belastingsschuld is ook bijzonder origineel. De eerste keer dat ik Verhofstadt ontmoette in dit Parlement – hij was toen minister van begroting en helaas voor ons beider leeftijd is dat lang geleden – was tijdens een debat over privatisering. Hij was toen nog de baby-Thatcher van die tijd. Hij was de heraut – overigens toen in een regering met christen-democraten – van de privatiseringen. Hij was de baby-Thatcher en hij had het altijd maar over privatiseringen. Welnu, als afronding van onze ontmoetingen in dit Parlement, mijnheer de eerste minister, vind ik het niet slecht om de belastingsschuld te verkopen en te privatiseren. Ook voor de socialisten is dat een mooie overwinning en ideologisch helemaal in de lijn van wat u altijd hebt verdedigd. Ik moet u feliciteren. Ik ben zeer onder de indruk.

De begroting zelf is illusionistisch. Immers, in uw beleidsverklaring gaat u uit van een groeiverwachting die, bijvoorbeeld volgens The Economist, op basis van een ondervraging bij vijftien internationale banken, minstens moet worden teruggeschoefd tot 2,1%, wat een heel ander cijfer is dan wat u hanteert. Het is bovendien een Parti Socialiste-begroting. Heeft men het over illusionisme, dan heeft men het meteen ook over zaken die verdwijnen. Dat is net zoals bij het probleem van de fiscale amnestie: die 850 miljoen die er later 320 zouden worden, maar die er uiteindelijk maar 17 bleken te zijn na de zomer, waar zijn die naartoe? Waar is het probleem van de fiscale amnestie naartoe? Ik zou dat graag horen.

Nog zo'n verdwijntruc was het probleem dat de PS maakte over de cijfers. De cijfers zijn ernstig, de problemen zijn ernstig. Bij de start van uw begrotingsdiscussie zagen we nog Freya Van den Bossche die in het Lambermont-gebouw belandde terwijl Johan Van de Lanotte intussen voor de Wetstraat 16 stond, omwille van een verkeerde afspraak. Het was een verkeerde start van uw begrotingsbesprekingen, of waren het de DHL-besprekingen? Enfin, het was een verkeerde start. De PS, Elio Di Rupo, kwam al met de begrotingscijfers voor u ze had. U hebt zich toen kwaadgemaakt natuurlijk, en u had nog gelijk ook. Welnu, waar is dat probleem van de PS naartoe?

Is die cijferdans van de PS verdwenen onder de drievoudige PS-vleugel die zowel in het Planbureau, in het Instituut voor de Nationale Rekeningen als in de Nationale Bank, alle cijfermatige berekeningen van begrotingseffecten monopoliseren? Dat is mijn vraag.

Belangrijke problemen worden begrotingsmatig naar de toekomst verschoven, geminimaliseerd of ontkend. Het meest in het oogspringend is dat onze buurlanden toegeven dat er een tekort is. U die met een veel te hoge schuldratio zit, probeert alles te focussen op uw begroting in evenwicht en dus zonder tekort. U mag echter geen

n'était aucunement une déclaration de politique. Elle manquait de conviction et ne laissait transparaître que le souhait de M. Verhofstadt de continuer à gouverner au niveau fédéral. Il a lui-même reconnu que deux dossiers avaient donné lieu, ces dernières semaines, à un spectacle peu édifiant. Le problème de DHL est résolu dans la mesure où la direction a reporté la décision jusqu'au vote sur la déclaration de politique fédérale. En ce qui concerne la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, il est renvoyé au "dialogue responsable".

Le premier ministre fait le choix du "dialogue responsable". Il cède ainsi au chantage des francophones. La scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde dépend ainsi de l'accord des francophones, donc d'un accord communautaire. Les francophones n'actionneront pas la sonnette d'alarme si la scission fait partie d'un ensemble de décisions sur lesquelles ils pourraient marquer leur accord.

M. Di Rupo a tenu ces propos dès le début. Pour la Flandre, il s'agit d'une promesse électorale qui n'a pas été tenue. Le CD&V a dû se rendre à l'évidence: le VLD et le sp.a-spirit décrochent pour sauver le mariage de complaisance fédéral. Le CD&V se retrouve à présent dans une situation difficile parce que ce mariage de complaisance violet est au sein du gouvernement flamand une relation triangulaire. Nous déposerons en tout cas notre proposition de loi et nous demanderons l'urgence demain.

Le CD&V peut montrer deux visages: le CD&V qui a signé la déclaration gouvernementale flamande et qui veut faire adopter la scission sans plus attendre ou le CD&V tel qu'il se présente dans la presse francophone où il ne veut pas faire figure de grand

tekort hebben gelet op uw Europese situatie. Niet alleen gaat u er prat op geen tekort te hebben, maar bovendien baseert u uw begrotingscijfers op een groei van 2,5%, iets wat volgens het Vlaams Blok volkomen illusionistisch is. De financieel-economische toestand van België laat dat niet toe!

Indien de toestand effectief zo rooskleurig is, waarom maken Vande Lanotte en Vandenbroucke die weg is maar nog steeds met zijn collega kan samenzitten, geen werk van de grote reorganisatie en heroriëntatie van de sociale zekerheid? Indien de toestand zo rooskleurig is, begrijp ik niet waarom u niet doet zoals Dehaene deed met zijn 6% primair saldo tot de Maastricht-norm, de 60% van het bbp bereikt was? Vanaf 2003 hebt u dit pad verlaten. Het primair saldo is nog slechts 4,5%. Dat betekent dat de intrestlasten niet langer gedekt worden door het primair overschot. Uw primair overschot van 2005 met intrestlasten aan 4,7% zal ervoor zorgen dat uw begroting elders uitkomt dan u zelf beseft.

Bovendien zult u volgens het Vlaams Blok in de toekomst af te rekenen krijgen met stijgende intresten. Gelet op de historisch lage niveaus van de rentevoeten en de renteverhogingen in de VS – u zegt zelf dat de groei van de economie in de VS de groei van onze economie zal waarborgen – zullen de rentevoeten ook bij ons stijgen. Kortom, er dreigt een dubbel gevaar, namelijk een te laag primair saldo en stijgende intrestlasten!

De internationale risico's, waaronder de olieprijs, zullen uw berekeningen over hetgeen wij met onze economie volgend jaar kunnen doen volledig overklassen. De groei in de VS wordt gehypothekeerd door de zogenaamde fastfood-zeepbel en door het resultaat van de verkiezingen. De groei voor 2005 op onze interne markt en de consumptie op basis van de interne vraag die u ons voorhoudt, worden bedreigd door deze nieuwe elementen. De consumptie zal niet stijgen. De export zal niet toenemen vermits de buitenlandse vraag, vooral in onze buurlanden, afkalft. Al onze buurlanden, met uitzondering van Luxemburg, kampen met tekorten. Door de stijgende werkloosheid, het recordaantal faillissementen, de stijgende energiekosten, de hoge olieprijs en de groeiende spaarquota, moet u niet te veel rekenen op een groei van de binnenlandse vraag voor uw begroting van 2005.

Kortom, mijnheer de voorzitter, collega's, wij gaan ervan uit dat de groeicijfers en het optimisme volledig gebaseerd zijn op het Verhofstadt-illusionisme.

Samen met de zaken die verdwenen zijn, zoals de problemen van Onkelinx die de Gewesten zou laten besparen en de fiscale amnestie waarover wij niets meer horen, zijn wij van oordeel dat een verantwoorde dialoog ten minste een goed vertrek zou zijn voor een ordentelijke begroting en niet voor het oplossen van de communautaire problemen waarvoor dat begrip absoluut ondienstig is.

Wij stellen vast dat wij iedere keer als wij dat debat willen aangaan stuiten op het verwijt dat wij aan sociale afbraak doen, dat wij geen alternatief hebben, dat de begroting van het Vlaams Blok er nog veel erger zou uitzien. Ik baseer mij echter niet op wat ik zelf heb uitgevonden of wat het Vlaams Blok heeft uitgevonden. Ik baseer mij

méchant loup pour les francophones. Le VLD et le sp.a ont déjà fait leur choix, le CD&V est confronté à un choix moral, à savoir continuer à soutenir le gouvernement flamand dans les circonstances actuelles ou se mettre à la table des négociations. La responsabilité est dans le camp de M. Leterme et du CD&V. Je suis curieux de connaître le résultat.

En fait, c'en est fini du gouvernement Verhofstadt. Le VLD essaye à tout prix de se cramponner au pouvoir et en perd sa crédibilité. Gouverner pour le plaisir de gouverner, on n'en sort jamais indemne. Les gens se détournent massivement de la politique traditionnelle. Les partis traditionnels sont obsédés par les progrès de mon parti. Le ministre Dupont a même commandé une étude à propos du succès de l'extrême droite. Pourtant, c'est simple: on ne reprend des voix que par la reprise d'idées. Le ministre Dupont ne se rend pas compte qu'il nuit à la démocratie en remettant en question le résultat des élections. Les chiffres relatifs à notre victoire électorale sont les seuls que le gouvernement soit incapable de manipuler.

Au lieu de faire tout un foin au sujet de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de DHL et d'inventer un budget irréaliste, le gouvernement ferait mieux de s'intéresser davantage à ce que le peuple flamand exige et de s'y plier. Si le gouvernement ne le fait pas, il aura maintenant déjà posé les jalons de la prochaine victoire électorale du Vlaams Blok.

op de Verhofstadt, op de VLD, op de De Gucht van weleer. Ik baseer mij op de Ikaros die met zijn vleugels naar de zon aan het vliegen was. Ik baseer mij op de Verhofstadt van voor 1999 die zei dat de sociale zekerheid fundamenteel moet worden hervormd, dat de sociale zekerheid moet worden gesplitst, dat alle economische sleutels in dit land in Vlaamse handen moeten komen als wij de Vlaamse economie, die de motor is van onze welvaart, draaiende willen houden. Ik baseer mij op de Verhofstadt en op de De Gucht van 1999 en 2000. De Gucht is als partijvoorzitter van de VLD bij herhaling komen verklaren dat de federale begroting in België moest ontsporen en zal ontsporen en dat het onmogelijk is om met de Franstaligen een deftige federale begroting op te stellen. Dat zijn citaten van De Gucht, dat zijn geen citaten van het Vlaams Blok. België is niet te regeren. Dat had destijds onze Ikaros van de VLD, de Ikaros van de burgermanifesten zeer goed begrepen. Waar is hij nu? In welk stukje van het rotsland waarin hij is gevallen moet wij hem gaan zoeken? Dat is de vraag.

Collega's, voor wie wil luisteren, de verklaring van de heer Verhofstadt was geen beleidsverklaring in de brede definitie van het woord. Daar ging geen kracht van uit, daar ging geen overtuigingskracht van uit, daar ging eigenlijk niets van uit, behalve de wens om federaal te blijven voort regeren.

Er ging een korte siddering door de zaal toen Guy Verhofstadt zelf kwam erkennen dat ten minste twee thema's de afgelopen weken een weinig verheffend spektakel hadden verwekt. Dat was, ten eerste, DHL. Dat is nu opgelost. De heer Reynders heeft de directie van DHL opgeroepen om te wachten tot na de stemming over de beleidsverklaring vooraleer zij antwoord geeft op het verzoek van de regeringen om mee te delen volgens welke criteria DHL hier wil blijven. Dat is dus al opgelost.

Wij gaan hierover niet debatteren. De regeringsverklaring mag niet afgerekend worden, zoals Dewael zei, over Brussel-Halle-Vilvoorde, op het resultaat van de beleidsvoerders in dit land inzake DHL. In het dossier-DHL is er sprake van de grote verdwijntruc. Voorzitter, wij hebben in de vergadering in de Europazaal eens een paar uren moeten wachten op Verhofstadt. Vervolgens kwam hij om te zeggen dat hij niets had en dat hij ook niets zou hebben. Daarna heeft de illusionist Verhofstadt twee weken lang getoverd tot wij nu over de beleidsverklaring debatteren. Aan iemand die een paar weken met vakantie is geweest en die vraagt hoe het nu zit met DHL, moeten wij antwoorden dat DHL weg is, verdwenen. DHL vormt zelfs geen element meer in het debat.

Ten tweede, veel meer in het oog springend is de o zo symbolische - ik laat in het midden of ze belangrijk is - splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde. Ik hoor wel eens zeggen dat de mensen niet wakker liggen van de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde. Dat is de klassieke exortio, de klassieke uitweiding. De mensen zullen wel bepalen waarvan ze wakker liggen als ze opnieuw naar de kiesbus moeten. De splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde maakte in ieder geval volop deel uit van de punten van het debat, in alle Vlaamse huiskamers, toen wij naar de verkiezingen van 2004 gingen voor de herverkiezing van het Vlaams Parlement.

Verhofstadt kiest hier nu voor wat hij de verantwoorde of de

verantwoordelijke dialoog heeft genoemd. Ik zou eens moeten kijken naar de Franse vertaling en dan bepalen of het verantwoord of verantwoordelijk is. Dit is ongetwijfeld een term die langs Franstalige kant is uitgevonden, daaraan moet u niet twifelen. Zo'n opgeblazen, blufferige term komt van de overkant. Dat hebben wij hier niet uitgevonden. Verhofstadt vond dat een goede vondst waarmee hij naar de Kamer zou gaan. Die verantwoordelijke dialoog is het etiket dat wordt geplakt op wat in feite het toegeven is aan de Franstalige chantage. Ik weet niet precies waar de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde zal worden besproken. Ik heb zeer aandachtig geluisterd, zeer aandachtig gekeken in de teksten en ten slotte nog eens naar Vande Lanotte geluisterd in de uitzending TerZake van gisterenavond. Gewoonlijk praat Vande Lanotte veel helderder dan Verhofstadt. Zelfs Vande Lanotte stak het onder stoelen en banken. Bracke heeft nog eens geprobeerd, maar Vande Lanotte zei dat het van geen belang is waar dat onderwerp wordt behandeld. In het Forum of het Overlegcomité? Hij wist het niet meer. Niemand kan zeggen waar het dossier zal terechtkomen. Er is wel gezegd - en dat was een politiek feit - dat Brussel-Halle-Vilvoorde gebonden wordt - via het begrip verantwoordelijke dialoog - aan de toestemming, de instemming, het akkoord van de Franstaligen.

Is het niet waar? Geen akkoord van de Franstaligen? Het wordt toch ingewikkeld, mijnheer de eerste minister, geef toe! Het is het ene of het andere. Ofwel hebt u gisteren inderdaad gezegd dat de Franstaligen akkoord moeten gaan met een model, een pakket, een aantal evenwichtige maatregelen waardoor voor hen Brussel-Halle-Vilvoorde eigenlijk maar peanuts is, want ze hebben er grote vissen voor gekregen. Ofwel hebt u die idee gebetonneerd in een regeerverklaring die hier een meerderheid moet krijgen en hebt u dus gezegd - dat hebt u ook gedaan - dat er een Forum komt, een Overlegcomité, een onderhandeling, een Lambermont-onderhandeling, wat het ook weze. Daar heeft Vande Lanotte gelijk in: noem het zoals u wilt. Er komt een akkoord waarmee de Franstaligen kunnen instemmen, zelfs indien zij zich daarvoor tegenover een Vlaamse meerderheid in de minderheid zullen moeten stellen. Zij zullen die minderheid en de alarmbel niet gebruiken, indien zij in een pakket van maatregelen akkoord kunnen gaan met de splitsing van het kiesarrondissement.

Wat u eigenlijk hebt gezegd - dan kom ik tot mijn goede collega's van CD&V - is dat u aan de macht blijft, dat uw Vlaamse partijen in uw coalitie het daarmee eens zijn en in meerderheid achter die strategie gaan staan en dat u samen met uw Vlaamse partijen VLD en sp.a, uw paarse meerderheid, ervoor zult zorgen dat Brussel-Halle-Vilvoorde zal worden gekoppeld aan een communautair gesprek. U noemt dat de verantwoorde dialoog. Waar dat plaatsvindt is inderdaad niet van belang, maar wat van belang is, is dat de verantwoorde dialoog het etiket is dat u nu plakt op het feit dat er een globaal communautair akkoord moet komen en dat de kieskring daarvan een onderdeel is. Dat is dus niet meer of niet minder dan een volledige Franstalige overwinning, want het was Di Rupo die uw begrotingsbesprekingen is gestart met zijn vrijdaginterview. Nog voor iemand had gesproken, sprak hij al: "renvoyons au Forum de la splitsing van het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde". Dus het axioma van de verantwoordelijke dialoog is een gebroken kiesbelofte, want het axioma dat u daar naar voren brengt, is precies diametraal aan wat alle Vlaamse partijen voor de verkiezingen hebben beloofd. Als u het

hebt over vertrouwen, over verzuring, over extreem-rechts, over het terugdringen van het gevaar dat ons volk bedreigt omdat het Vlaams Blok altijd maar groter wordt, denk dan daaraan: u hebt de kiezer beloofd dat dit met vijf minuten politieke moed, naar het woord van Leterme, in deze Kamer zou goedgekeurd worden. Dat is dus wat u gisteren bent komen zeggen: de VLD en de sp.a vallen af.

Goede vriend en collega De Crem, u zit namens CD&V in de Kamer. Ik moet mij richten tot u, in de hoop dat u dit aan Yves Leterme zult meedelen. CD&V heeft hier moeten vernemen, vandaag en gisteren, dat de sp.a en de VLD afvallen in de strijd om het kiesarrondissement te splitsen, los van enige vorm van communautair akkoord of enige vorm van toegeving aan de Franstaligen. U hebt dat hier moeten vernemen. CD&V bevindt zich dus in een toch ietwat moeilijke situatie. U hebt het over het paarse schijnhuwelijk van rood en blauw. Ik ga er wel mee akkoord dat het een schijnhuwelijk is, maar het paarse schijnhuwelijk van De Crem is in Vlaanderen geen schijnhuwelijk. Het is een driehoeksverhouding.

Hier kunt u doen alsof het een schijnhuwelijk is. In Vlaanderen is het, onder de brede mantel van Yves Leterme, een driehoeksverhouding. Die driehoeksverhouding brengt u in een moeilijke situatie. Paars is een kleur die u krijgt als uw keel dichtgeknepen wordt. Dat is wat Verhofstadt hier is komen doen. Hij komt hier in de federale Kamer de keel van CD&V dichtknijpen.

Er zijn dus twee CD&V's mogelijk. Ten eerste, de CD&V van het regeerakkoord in Vlaanderen, ik citeer: "De regeringspartijen engageren zich daarenboven tot onmiddellijke splitsing van het kiesarrondissement en het gerechtelijk arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde door de goedkeuring van een gemeenschappelijk wetsvoorstel in het federale Parlement". Enkele bladzijden verder lees ik: "Hiertoe vragen zij aan de fracties in Kamer en Senaat om, los van het door de federale regering aangekondigde Forum, uiterlijk bij de start van het parlementair jaar, wetsvoorstellen tot splitsing... in te dienen" - dat is gebeurd - "en onverwijld goed te keuren". Voilà

Ik heb u al gezegd dat u niet zo stoer moet doen, mijnheer De Crem. Morgen donderdag zult u van mij uw voorstel krijgen en ik zal de spoedbehandeling ervan vragen. Met de van Dale erbij of niet zult u dan kunnen zeggen wat het verschil is tussen onverwijld en hoogdringend, en aantonen of er een verschil is. Misschien is er geen verschil. Dat zullen wij morgen zien. U moet zelfs niet reageren, de verrassing is voor morgen.

Ten tweede, een andere CD&V, ik verwijs naar Yves Leterme, die voor de verkiezingen in Le Soir interviews liet verschijnen: "Je ne suis pas le grand méchant loup" en "Francophones, n'ayez pas peur". Twee CD&V's: "n'ayez pas peur" of "onverwijld". Verhofstadt is hier gisteren aan CD&V komen zeggen dat u maar één morele keuze hebt.

De VLD en de sp.a hebben immers reeds besloten wat zij zullen doen. Zij gaan Verhofstadt het vertrouwen schenken. Het woord is dan aan Yves Leterme. Hij heeft slechts één morele keuze. Hij heeft niet de keuze om de federale regering van Verhofstadt te doen vallen. Hij heeft slechts één morele keuze, namelijk te beslissen of hij doorgaat met de Vlaamse regering onder de voorwaarden die

Verhofstadt hier creëert. Hij moet beslissen of hij naar het Forum gaat of naar het Overlegcomité of voor mijn part naar Canossa. Hij moet beslissen of hij naar al die onderhandelingen die Verhofstadt hier komt voorleggen, gaat of niet gaat en zijn Vlaamse regering voor bekeken houdt. Het is een morele beslissing. Het is zelfs geen politieke beslissing, want Verhofstadt laat hem geen keuze.

Voor die morele beslissing staat de VLD, ik bedoel CD&V de komende weken. Iedereen weet dat ik CD&V bedoel. In het vuur van mijn betoog legde ik toch nog de verantwoordelijkheid bij Verhofstadt, maar daar ligt geen verantwoordelijkheid meer. De verantwoordelijkheid ligt bij Leterne en bij CD&V. Ik ben zeer benieuwd, niet alleen naar de houding van CD&V hier in de Kamer. Ik heb in het verleden reeds zo vaak CD&V'ers zien dansen, op twee en op drie en soms op zes benen. Dat zal niet het probleem zijn. U zult kunnen onderhandelen en toch niet onderhandelen en doen alsof u wetsvoorstellen behandelt, maar ze toch niet behandelen en dan De Croo vragen om het naar de Raad van State te sturen en het nog eens naar de Raad van State sturen. Ik heb hier in het Parlement reeds alles gezien. Ik heb op dat vlak dus geen illusies en hoop.

Ik heb slechts één vraag. Het is de vraag die ik daarnet heb gesteld. Zal Leterne de morele keuze maken tussen het rechthouden van die Vlaamse regering en het werkelijk ter discussie stellen van het Belgisch systeem en dus de eer aan zichzelf houden in deze zaak?

Mijnheer de voorzitter, collega's, dit is toch wel mijn conclusie. Met de regering-Verhofstadt, die paars is, omdat ze CD&V op een gemene manier onder druk komt zetten, is het afgelopen. Iedereen weet en voelt dat de VLD op haar laatste benen loopt. Mijnheer Dewael, het is een beetje eigenaardig dat u nu net binnenkomt. Ik was net aan het zeggen dat iedereen voelt en weet dat de VLD op haar laatste benen loopt. Toch gefeliciteerd met uw herstel. Alle gekheid op een stokje, iedereen voelt dat de VLD op haar laatste benen loopt, maar dat zij probeert om alsnog aan de macht te blijven, tot iedere prijs. Die prijs - dat weet zij - zal ze ooit moeten betalen. Het is de prijs van de ongeloofwaardigheid. Ik heb hier Martens gezien. Ik heb hier Dehaene gezien. Ik heb gezien hoe ze zich vastklampten en bleven vastklampen. Guy Verhofstadt, Ikaros van de Belgische politiek, regeren in dergelijke omstandigheden heeft zijn prijs.

Ik weet niet of u, collega's, veel onder de mensen komt. Iedereen komt onder de mensen, want iedereen is door het volk verkozen. Ik weet niet of u dan wel eens 's avonds in de spiegel kijkt en ziet hoe mensen massaal aan het afhaken zijn van die traditionele politiek? U noemt dat dan extreem-rechts. Zelfs collega De Crem heeft er hier vandaag uitvoerig zijn inleiding aan gewijd. Ik hoor hem altijd maar over extreem-rechts spreken. Maak dat niet zo ingewikkeld! Ik zie jullie in de media allemaal beschouwingen geven hoe men het Vlaams Blok klein kan krijgen. Hoe moet men de Vlaams Blok-kiezer terugwinnen? Hoe moet men het vertrouwen in de politiek terugwinnen? Dat is vrij simpel. In een democratie is dat niet erg ingewikkeld. U neemt de stemmen van iemand weg door ervoor te zorgen dat u zijn programma overneemt. Dat is ook het functioneren van democratie. Wij hebben allemaal een mandaat om onze ideeën naar voren te brengen. Wij hebben allemaal een mandaat om met die ideeën hier in het Parlement aan het werk te gaan. Als iemand dus in mijn plaats in dit Parlement wil zitten, dan moet hij mijn ideeën

overnemen. Zo werkt democratie. U moet dus niet doen alsof u die stemmen gaat terugwinnen door ons te bestrijden als fenomeen, zoals die PS'er Dupont die een studie bestelt over extreem-rechts en niet eens beseft wat hij doet. Hij beseft niet dat hij de democratie zelf ondergraaft door de uitslag van verkiezingen in vraag te stellen en daarover een onderzoek te gaan houden.

De cijfers van de verkiezingsoverwinning zijn onmiskenbaar. Het zijn de enige cijfers die u niet kunt manipuleren, dames en heren van deze regering. Het zijn de cijfers waaraan u moet zien dat die ontevredenheid en het vertrouwen in de klassieke politiek in een ijtempo aan het wegvloeien zijn, maar u bent zelf de schuldige. In plaats van te doen alsof u dat vertrouwen kunt terugwinnen door dat gedans over Brussel-Halle-Vilvoorde, over DHL of over een illusionistische begroting zou u beter zeer aandachtig luisteren en uitvoeren wat het volk van Vlaanderen u vraagt. In het andere geval moet ik u bedanken voor deze beleidsverklaring, want dan legt zij de basis voor de volgende overwinning van het Vlaams Blok.

01.05 Thierry Giet (PS): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, messieurs les ministres, chers collègues, la déclaration de politique fédérale qui nous a été remise hier, la communication du premier ministre sur l'accord et le programme qui en sont l'objet et le débat d'aujourd'hui constituent sans aucun doute un moment politique très important. Ils interviennent, en effet, après une longue période d'agitation et de surenchère. L'histoire s'avance toujours masquée et on ne sait pas exactement de quoi demain sera fait.

Mais en préambule à mon intervention, je formule l'espoir que les mois prochains confirmeront le sens que mon groupe veut donner à cette véritable rentrée politique et la manière dont il reçoit la déclaration du gouvernement. Qu'elle soit, d'abord, la démarche d'une équipe et l'affirmation d'une dynamique politique, d'un véritable projet, d'une capacité à gérer mais aussi à innover, même dans les moments difficiles. Qu'elle constitue, ensuite, le signe et le moteur d'un apaisement. Je pense d'ailleurs, monsieur le premier ministre, que la poursuite de ces deux objectifs forment l'essentiel du mandat que la Chambre pourra vous confier et de la confiance – je le dis sans aucune réserve – que mon groupe vous accordera.

Je voudrais dire pour commencer cette appréciation générale, parce que je voudrais qu'elle guide ou qu'elle éclaire la suite de mon propos qui est aussi la position de mon groupe, que notre solidarité avec votre démarche et votre projet est sans faille, mais elle n'est pas aveugle. Je voudrais donc que vous accordiez autant d'attention et de considération politique aux quelques commentaires que je vais faire, que nous en avons accordé à votre communication.

Je commencerai par exprimer un regret auquel il ne faut pas accorder une importance excessive. Mais il me permet de rappeler qu'un accord politique est toujours le résultat d'un équilibre et qu'il ne peut prendre un sens que si tous ses termes en sont exposés. La démarche du gouvernement, son projet sembleront d'ailleurs moins solides, moins crédibles et moins convaincants s'ils n'apparaissent pas dans toute leur cohérence. Mon regret est suscité, non par la déclaration du gouvernement, mais par la communication que vous en avez faite à la Chambre.

01.05 Thierry Giet (PS): De PS-fractie wil dat de federale beleidsverklaring vooral getuigt van teamgeest en de weerspiegeling is van een politieke dynamiek, een project en een permanent streven naar goed bestuur en vernieuwing. Zij moet tevens dienst doen als katalysator om de bevolking gerust te stellen.

Wij mogen dan al achter uw project en uw aanpak staan, mijnheer de eerste minister, toch is het aangewezen om alle elementen ervan toe te lichten zodat iedereen de echte betekenis en de samenhang ervan kan begrijpen.

Wij zullen het dan ook vooral hebben over de verworvenheden die de regering heeft gevrijwaard en de stappen voorwaarts die zij heeft gezet in een moeilijke budgettaire context.

De sociale maatregelen waartoe op het conclaaf in Oostende werd beslist, zullen alle binnen de vooropgestelde termijn kunnen worden gefinancierd. Het financieel evenwicht van de sociale zekerheid en de toename van de begrotingskredieten voor de gezondheidszorg zijn gewaarborgd. De alternatieve financiering van het socialezekerheidsstelsel wordt

Au-delà des perspectives importantes, qui ont été tracées, et des chantiers qui seront ouverts et sur lesquels je reviendrai, peut-être eût-il fallu mieux insister sur tout ce qui a pu être acquis et concrétisé dans ce contexte budgétaire difficile.

Certains, en effet, dénoncent trop facilement de vaines promesses. Il faut rappeler, et sans doute devez-vous le faire avant les autres, les avancées d'un gouvernement qui travaille. Ainsi, les mesures sociales décidées au conclave d'Ostende pourront toutes être financées et sans report dans le temps malgré l'étroitesse des marges. L'équilibre financier de la sécurité sociale, un système qui est au cœur de nos politiques de solidarité et de redistribution des richesses, est garanti. Le financement alternatif du système est élargi de manière conséquente. La croissance du budget des soins de santé est également garantie. Si de nouvelles recettes générales sont envisagées, elles toucheront le capital et les mouvements financiers, et non plus les personnes, le travail ou les échanges commerciaux; c'est une direction importante qu'il faut souligner. Des engagements concrets et précis de lutte contre la fraude fiscale sont présentés. Un système d'aide important, le fonds mazout, est installé de manière structurelle et sera opérationnel dès cette fin d'année.

Rappeler tout ceci n'est pas une chose vaine. Cela va d'abord réduire la portée de bien des critiques. Cela va aussi renvoyer une image positive de votre action, celle dont vous avez besoin. Vous connaissez le nouveau succès d'Arno, notre chanteur transcommunautaire. Il chante, avec une amère ironie, "la vie, c'est chic et pas cher", une manière de dire que, pour beaucoup, "la vie, c'est pas trop chic et c'est très cher". A tous ceux-là aujourd'hui, il faut dire et montrer que le gouvernement se préoccupe de leur situation, avance des solutions, imparfaites sans doute, progressives peut-être mais en tout cas bien réelles.

J'en viens maintenant aux questions sensibles que vous avez abordées. Mon propos n'est évidemment pas de les commenter ou de les creuser dans le détail. Votre gouvernement doit bien sûr garder une latitude, une marge de manœuvre pour travailler et nous apprécierons chaque projet dans le cadre de l'examen des notes de politique générale ou lorsque ces projets seront déposés.

Je voudrais simplement ici poser quelques balises et attirer l'attention sur quelques problèmes que nous pensons importants.

La direction générale que vous donnez à l'action de votre gouvernement est bonne, assurément. Elle est sérieuse et responsable et fait aussi le pari d'ouvrir des chantiers importants. Mais certaines démarches nécessiteront une grande fermeté; il faudra alors tenir la barre fermement et garder le cap. D'autres démarches appelleront une grande prudence.

La question institutionnelle d'abord. Nous sommes particulièrement satisfaits, sur ce problème très sensible, que l'on remette les choses dans l'ordre.

Nous apprécions le fait qu'on s'accorde sur une méthode avant de crier des solutions, le fait que le gouvernement tout entier et solidaire rompe avec la stratégie du coup de force et ne tombe pas dans les pièges tendus par certains. Dans cette logique-là, même si elles ne

tevens fors uitgebreid.

Voorts worden nieuwe algemene ontvangsten in het vooruitzicht gesteld die vooral het kapitaal en de geldstromen zullen treffen, en niet meer de personen, de arbeid en het handelsverkeer. Het akkoord houdt tevens concrete en precieze verbintenissen in op het stuk van de strijd tegen de fiscale fraude. Het voorziet bovendien in de structurele oprichting van een "stookoliefonds".

De regering moet een signaal geven aan de meest behoeftigen dat zij zich concreet om hun lot bekommert.

De PS-fractie wenst tevens dat de regering het over een methode eens wordt en institutionele vraagstukken niet langer tracht op te lossen door op het laatste ogenblik een doorbraak te forceren. In een logica van verantwoordelijk overleg kunnen wij begrijpen dat de Vlaamse meerderheidspartijen voorstellen indienen die zij voor hun Gemeenschap belangrijk achten. Net als u willen wij tot gemeenschappelijke oplossingen komen die eenieders standpunt eerbiedigen en eenieders belangen dienen. Wij nemen trouwens nota van uw verbintenis, in het debat over de splitsing van het gerechtelijk arrondissement Brussel, om niet te raken aan de huidige rechten van de rechtsonderhorigen inzake de taal waarin een procedure wordt gevoerd.

Wat de tewerkstelling betreft, mag de regering bovendien niet de indruk geven dat zij bij de interprofessionele onderhandelingen in de plaats van de sociale partners treedt en de dossiers zelf regelt.

Ook de overige dossiers binnen het driepartijenoverleg vergen een weldoordachte voorbereiding. Anders komt ons sociaal overlegmodel onder vuur te liggen.

sont pas pour nous recevables comme telles, nous pouvons comprendre que les partis flamands de la majorité déposent les propositions qu'ils estiment importantes pour leur Communauté. Mais nous ne le comprenons que dans cette logique-là, celle que vous avez clairement affirmée en commençant votre communication, c'est-à-dire un dialogue responsable.

Je reconnais le courage de votre propos d'hier, dans votre engagement personnel à renoncer à l'escalade et à la campagne électorale permanente dont certains en ce jour ont donné un bien mauvais exemple. Votre volonté de dégager des solutions partagées est aussi la nôtre. Je pourrai alors dire avec vous que dialoguer, c'est respecter son interlocuteur et se responsabiliser, c'est prendre en compte et tenter de rencontrer les intérêts de tous. Je prends d'ailleurs acte, que si vous souhaitez poser la question de la scission de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde, vous vous engagez aussi à ne pas porter atteinte au droit actuel des justiciables de pouvoir bénéficier de procédures en français ou en néerlandais. Le chemin sera sans aucun doute difficile mais vu la méthode que vous proposez, je vous dis très franchement que nous pourrions le parcourir ensemble.

Je dirai maintenant un mot sur la question de l'emploi. D'autres membres de mon groupe interviendront plus particulièrement sur les propositions que vous avancez. Pour ma part, je voudrais vous inviter à une très grande prudence dans la mise en œuvre de la méthode que vous proposez. Cela n'est pas un simple conseil mais aussi une manière d'affirmer notre vigilance à cet égard et notre volonté d'éviter tout dérapage. Indépendamment des négociations interprofessionnelles, vous annoncez une concertation tripartite entre le gouvernement et les partenaires sociaux autour de 30 propositions concrètes. Soit. Nous vous engageons toutefois à rester très attentif à deux problèmes.

Premièrement, si on veut garantir la réussite des négociations interprofessionnelles, on ne peut donner le signe que les dossiers déposés sur la table des partenaires sociaux seraient déjà réglés par le gouvernement. Il faut être très clair à cet égard. L'inquiétude manifestée hier par les organisations syndicales doit recevoir une réponse. Deuxièmement, pour les autres dossiers qui feraient l'objet de cette négociation tripartite, je vous engage à les préparer et à les mûrir subtilement avant d'ouvrir formellement la concertation. À ne pas agir avec prudence, vous prendriez le risque de faire exploser notre modèle de concertation sociale. Si les partenaires sociaux ont l'impression qu'ils peuvent traiter le gouvernement en arbitre qui prendra les décisions et les assumera, ils ne seront plus tenus par l'obligation d'un résultat, ils se radicaliseront et ne dialogueront plus.

Le gouvernement sera alors au milieu d'un gué et critiqué de partout. Les compromis même les plus intelligents paraîtront toujours médiocres aux yeux des commentateurs qui ne doivent pas les assumer.

Je ferai maintenant un commentaire sur la question budgétaire, celle qui suscite le plus de remarques: la contribution des Régions et Communautés, souhaitée et nécessaire pour respecter les obligations du pacte de stabilité. Il n'est pas critiquable que le gouvernement l'envisage, on a mis d'autres espoirs dans d'autres recettes qui ne se

De bijdrage van de Gewesten en Gemeenschappen is wenselijk en noodzakelijk om de verplichtingen van het stabiliteitspact te kunnen naleven. Dialoog en verantwoordelijkheid moeten hierbij sleutelbegrippen zijn. We kunnen die maatregel niet zomaar opleggen aan de deelstaten. Er moet met hen worden onderhandeld. De enige mogelijkheid is dan ook dat tevens wordt onderhandeld over de verdeling van de inspanning over de jaren 2006-2011. Tegelijkertijd moeten we de deelstaten die in 2005 een inspanning zouden kunnen doen, de kans geven die te recupereren in de loop van de volgende jaren.

De regering belooft af te zien van haar strategie die erin bestaat een doorbraak te forceren. We wensen dat de premier nauwlettender zou toezien op het aankondigingseffect van bepaalde maatregelen. Onze fractie heeft het moeilijk met onvoorzichtige uitspraken over buitenlandse bevolkingsgroepen of over de toegang tot het grondgebied. In dat verband is het nog steeds wachten op een evenwichtig ontwerp. Met voorbarige verklaringen moet men altijd voorzichtig zijn. Als eerste minister moet u er enerzijds voor zorgen dat verklaringen met de nodige omzichtigheid worden afgelegd en anderzijds dat de gemaakte beloften worden gehouden. Ik herinner u dus aan uw belofte aan de brandweerlui een echt statuut te geven. Ten slotte bent u een duidelijk antwoord verschuldigd op de kritiek die ten aanzien van uw ploeg werd geuit.

Ik hoop dat we met de werkmethode die u voorstelt samen op een serene manier onze gemeenschappelijke doelstellingen zullen kunnen nastreven. Het is in die zin dat we u ons vertrouwen schenken.

sont pas toujours réalisées. Mais ici aussi, dialogue et responsabilité devront guider la démarche. Il n'est pas possible d'imposer cette mesure aux entités fédérées, il faudra négocier avec elles. A mon sens, la seule piste praticable sera d'ouvrir dans le même temps la négociation sur le partage de l'effort pour les années 2006-2011 et, dans ce cadre, permettre à ceux qui pourraient faire un effort en 2005 de le récupérer les années suivantes.

Je dirai enfin un mot sur la dynamique du gouvernement et sur le rôle essentiel que nous demandons au premier ministre d'assurer. Le gouvernement, je l'ai dit, s'engage à rompre avec la stratégie des coups de force. Nous voudrions aussi que le premier ministre puisse mieux réguler la logique des effets d'annonce. Je ne dirai ici que brièvement le malaise de mon groupe, confronté à des déclarations imprudentes sur la question des populations d'origine étrangère ou sur la question de l'accès au territoire ou de l'asile. Nous attendons toujours sur ce sujet un projet équilibré qui pourra allier la fermeté nécessaire pour réguler les flux migratoires à un traitement juste et respectueux des droits des personnes. Nous préférierions attendre patiemment le projet d'un gouvernement qui travaille que de devoir recadrer en permanence l'un ou l'autre propos de ceux qui se mettent à réfléchir à haute voix.

L'annonce imprudente est toujours dangereuse. Vous êtes, monsieur le premier ministre, le garant de la prudence. D'autres annonces créent de l'espoir, vous êtes aussi le garant de ces engagements.

A cet égard, je me permets incidemment de vous rappeler l'engagement de donner aux pompiers un véritable statut. La valeur symbolique de cette promesse est énorme, même si elle a l'air secondaire par rapport à d'autres questions difficiles. L'accomplissement d'une démarche de cette nature donnera aussi un crédit immense à votre action.

Enfin, je crois que vous devez être clair sur certaines critiques renvoyées à votre équipe. Le ministre Demotte répondra certainement aux accusations de dérapage du budget des soins de santé; il rappellera les mesures pour maîtriser les dépenses. Mais sur un sujet aussi important et sur d'autres sans doute, il serait bon que vous mettiez aussi les choses au point.

D'autres membres du groupe PS, je l'ai dit, commenteront plus avant certaines questions sensibles. De manière générale, je forme l'espoir que la méthode de travail que vous voulez promouvoir et que je viens de vous renvoyer commentée nous permettra d'avancer ensemble et sereinement pour poursuivre des objectifs communs. Ce sera en tout cas le sens de la confiance que nous vous accordons. Je vous remercie.

01.06 Hendrik Daems (VLD): Mijnheer de voorzitter, misschien een kleine voorafgaande opmerking. Ik weet niet of het zo'n goed idee is geweest om deze voormiddag te beginnen want, laten we eerlijk zijn, ik ben er niet van overtuigd dat we wat spankracht krijgen in het debat als we het in twee stukken snijden. Veel collega's verdelen dan de inspanningen en ik had graag wel even de degen gekruist met de oppositie. Ik ben zeker dat dit met u wel zal lukken, mijnheer Van den Eynde. Met de rest zullen we het wel zien.

01.06 Hendrik Daems (VLD): Il semble que, depuis les dernières élections, nous récoltions ce que nous avons semé il y a seize ans. La réforme de l'Etat de 1988 n'a en effet pas fixé de hiérarchie des normes. Comme les coalitions majoritaires ont été longtemps quasiment les mêmes aux

Premier, een gemeenschappelijke vriend van ons vergeleek onlangs de politiek met kaartspelen. Ik denk dat hij voor een stuk gelijk had. Hij zei dat de Belgische politiek een beetje is als kleurenwiezen. Bij kleurenwiezen moet men vragen, meegaan, men kan al eens abundance gaan, soms is er een miserie of een miserie op tafel die veel opbrengt, men moet al eens passen of het spel moet herverdeeld worden. Eigenlijk is het een kaartspel dat ingewikkeld is en waar men verstandig mee bezig moet zijn als men wil winnen. Het is een kaartspel voor grote mensen. Wat hebben we gezien? Sinds de vorige verkiezingen zijn we een tijdje niet meer aan het kleurenwiezen geweest, collega's, maar waren we meer zwartepiet aan het spelen. Zwartepieten is een spel voor kinderen, dat weten we.

Ik heb mij afgevraagd hoe dat nu komt. Het komt volgens mij omdat, collega's, we voor een stuk oogsten wat vijftien of zestien jaar geleden is gezaaid. Ik bedoel meer bepaald op het feit dat reeds in de staatshervorming van 1989 – ik kan het weten want ik heb de debatten toen al meegemaakt – geen hiërarchie der normen werd ingevoerd. Met andere woorden, daar waar de Belgische politiek gedurende lange tijd heeft gefunctioneerd zonder die hiërarchie der normen omdat ongeveer dezelfde meerderheden overal bestonden en met andere woorden de politieke hiërarchie speelde, is dat nu gedaan. En maar goed ook, want uiteindelijk is het de asymmetrie die ingebakken is in het stelsel zelf die nu moet bewijzen werkbaar te zijn.

Een eerste aanzet, weg van het kinderspel zwartepieten en terug naar fatsoenlijk aan politiek doen, is toch wel voor een deel gegeven. Ik denk dat wat dat betreft de CD&V-fractie dit al deels heeft begrepen. Het is ook in die context, premier, dat ik uw uitnodiging begrijp om een aantal heel belangrijke dossiers, onder meer ook het dossier van Brussel-Halle-Vilvoorde, tussen de Gemeenschappen – want u nodigt ook de Gemeenschappen en de Gewesten uit – te gaan bespreken en te kijken of men tot een oplossing kan komen. De splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde is voor mij als Vlaams-Brabander - zoals ik reeds heb gezegd - slechts een middel om het uiteindelijke doel te bereiken, te weten het samenvoegen van Leuven en Halle-Vilvoorde tot de provincie Vlaams-Brabant die dan een stuk eigen politiek kan gaan voeren. Daar moeten we uiteindelijk toch naartoe gaan.

01.07 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): U bent niet helemaal duidelijk. Wij vragen ons af in welk Forum dat nu uiteindelijk gaat gebeuren.

Zult u de Gemeenschappen in het fameuze Forum uitnodigen of zal het extern worden opgelost door een groot overleg speciaal over Brussel-Halle-Vilvoorde met de Gewesten en Gemeenschappen? Hoe ziet u dat concreet? Daarover wordt immers heel veel mist gespuid. Waar zal het hele debat plaatsvinden in plaats van in de Kamer?

01.08 Hendrik Daems (VLD): Ik heb uit de verklaring van de eerste minister begrepen dat hij onder meer de Gemeenschappen en de Gewesten zal uitnodigen, die zich dan kunnen laten afvaardigen. Daar zal dat gesprek plaatsvinden. U mag dat kind een naam geven. Ik weet niet of het een naam zal krijgen. Het enige wat belangrijk is, is dat tussen de Gemeenschappen en de Gewesten en de federale regering een gesprek tot stand komt om een probleem, dat – laten we eerlijk wezen – toch al enkele decennia bestaat, trachten op te lossen op een fatsoenlijke manier.

différents niveaux de pouvoir, la hiérarchie politique suffisait. Cette époque est aujourd'hui révolue. Il va falloir démontrer que l'asymétrie peut fonctionner.

Le groupe CD&V a entre-temps déjà en partie compris la nécessité de respecter les règles du jeu politique. C'est dans ce contexte également que je situe l'invitation du premier ministre à débattre avec les Communautés de dossiers importants tels que Bruxelles-Hal-Vilvorde. La scission de cet arrondissement constitue l'objectif final.

01.07 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Où aura lieu le débat avec les Communautés? Dans le cadre d'une concertation spéciale? Lors du Forum? La confusion règne à cet égard.

01.08 Hendrik Daems (VLD): Le premier ministre invitera les Communautés et les Régions à envoyer une délégation. La possibilité d'organiser un dialogue me semble plus importante que le nom donné à la concertation. Le fait qu'au sein de cet hémicycle existe au moins la volonté de

Dit is een primeur voor de Belgische politiek, Collega, vandaag bestaat namelijk in het hele halfrond op zijn minst de wil om het probleem aan te pakken. Na de vorige verkiezingen met asymmetrie als resultaat waren we eerlijk gezegd niet echt fatsoenlijke politiek aan het voeren en waren we aan het zwartepieten. Welnu, wij zijn vrij snel gaan beseffen dat we een soort cohabitatie moeten hebben met slechts één doel: het algemeen belang. Met andere woorden, we mogen andere beleidsdomeinen niet ge- of misbruiken om oppositie te voeren in een ander domein. Dat is de boodschap die we aan elkaar hebben gegeven en die ook goed is aangekomen. Daarom heeft de uitnodiging die de eerste minister hier heeft aangekondigd, wel degelijk een fatsoenlijke, goede kans op slagen om dat soort problemen aan te pakken.

Dat brengt mij tot de volgende bijkomende bedenking. Misschien kunnen we ook een gesprek voeren over de afwezigheid van hiërarchie van normen, waarvoor ik in 1989 samen met anderen al had gewaarschuwd. Mijnheer Annemans, ook u was aanwezig bij die gesprekken. Misschien kunnen we komen tot een gesprek over de noodzaak van een hiërarchie van de normen in bepaalde omstandigheden. Dat betekent niet noodzakelijk dat de federale overheid altijd de baas moet zijn over de regio's, wel integendeel. Het lijkt mij in een fatsoenlijk, federaal gegeven een verhaal te zijn van symmetrische hiërarchie, waarbij soms de regio en soms de federale overheid de bovenhand heeft, gelet op de respectieve homogene bevoegdheidspakketten op bepaalde domeinen. De stappen die nu met dit voorbeeld worden gedaan om tot een cohabitatie te komen in een asymmetrisch, federaal gegeven, waarbij het algemeen belang en niet het particulier partijbelang de bovenhand moet halen, zijn veel belangrijker en veel ingrijpender en veel essentiëler dan men vermoedt.

01.09 Pieter De Crem (CD&V): Mijnheer de voorzitter, wij gaan helemaal niet akkoord met de invulling van de verhouding tussen de regeringen die de heer Daems heeft gegeven. Er is absoluut geen sprake van cohabitation. Dat kan misschien wel in zijn hoofd zo zijn. Dat is echter niet het geval.

Als de asymmetrie niet werkt, dan heeft dat niets met ons te maken. De asymmetrie kan werken. Het heeft te maken met het feit dat de eerste minister ze niet doet werken. De verantwoordelijkheid om asymmetrische regeringen te doen werken, ligt in ons land enkel en alleen bij de eerste minister.

Ten tweede, maandagnamiddag hebt u het voorstel inzake het arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde samen met ons ondertekend, mijnheer Daems. Ik herinner u eraan dat uw voorzitter, de heer Bart Somers, samen met de voorzitter van de sp.a, de heer Stevaert, en onze partijvoorzitter overeengekomen zijn het voorstel te ondertekenen en in te dienen, wat gebeurd is. Morgen zal de inoverwegingneming plaatsvinden om daarna onmiddellijk naar de commissie verzonden te worden. Daarover heeft uw voorzitter, de heer Bart Somers, afspraken gemaakt met de heer Frédéric, PS-voorzitter van de commissie voor de Binnenlandse Zaken. U weet dat blijkbaar niet. Vermits u zondag in het programma "De zevende dag" blijkbaar ook niet van alles op de hoogte was en u hiervan misschien ook niet op de hoogte bent, zeg ik het u klaar en duidelijk. Uw verhaal,

résoudre ce problème constitue une première.

Après les élections, on s'est très vite rendu compte que la cohabitation est nécessaire à l'intérêt général. On ne peut pas utiliser à mauvais escient un domaine politique pour faire de l'opposition dans un autre domaine. Ce message ayant été bien perçu, l'initiative du premier ministre a de grandes chances de réussir.

Peut-être pouvons-nous également organiser une concertation sur la nécessité d'instaurer une hiérarchie des normes. Je suis favorable à une hiérarchie symétrique dans le cadre de laquelle soit les autorités fédérales, soit les gouvernements régionaux, en fonction des compétences, pourraient donner le ton.

01.09 Pieter De Crem (CD&V): Je ne partage pas votre avis. Il n'est nullement question d'une cohabitation. Si l'asymétrie ne fonctionne pas, c'est parce que le premier ministre ne le souhaite pas. Il en porte la responsabilité.

Lundi, le président du VLD, M. Somers, a cosigné la proposition de loi relative à Bruxelles-Hal-Vilvoorde qui fera l'objet, demain, d'une prise en considération et qui sera ensuite immédiatement transmise à la commission de l'Intérieur. Un accord a été conclu à ce sujet avec le président PS de cette commission, M. Frédéric. La proposition de loi ne sera examinée qu'en commission. M. Daems semble l'ignorer.

het spuien van mist gaat niet door. Het voorstel inzake de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde wordt in samenspraak met uw voorzitter, de voorzitter van sp.a en onze voorzitter vanaf volgende week behandeld in de commissie en alleen daar!

01.10 Hendrik Daems (VLD): Mijnheer De Crem, ik zie niet in waar de tegenspraak ligt. Het Vlaams regeerakkoord bepaalt dat de Vlaamse regering alle middelen zal aanwenden om op coöperatieve wijze mee naar een oplossing te zoeken. Dat lijkt me duidelijk. Ik kan me moeilijk inbeelden dat de Vlaamse regering negatief zou antwoorden op een initiatief van de eerste minister om de Gemeenschappen en de Gewesten terzake uit te nodigen. Dat is geen tegenspraak.

Ik betreur uw betoog. Wat willen wij doen? Wij willen samen een oplossing zoeken. We hebben terzake afspraken gemaakt die ingebed zijn in een regeerakkoord. U hebt terecht gezegd dat de heer Van der Maelen en ikzelf die afspraak zijn nagekomen. We verwachten dat iedereen de afspraak terzake nakomt.

Belangrijk in deze problematiek is tot een werking van de federale staat te komen op basis van het nieuwe gegeven van de asymmetrie en het vooropstellen van het algemeen belang. Ik noem dit cohabitatie. U mag het kind gerust een andere naam geven. Een samenwerking waar het algemeen belang vooropstaat is het belangrijkste en niet het misbruiken van asymmetrische regeringen om mekaar te bekampen. Dat is verkeerd. Dat is de boodschap die duidelijk is aangekomen, ook bij u en uw partij zo hoopte ik. Indien dit het geval is, dank ik u daarvoor.

Collega's, vandaag is er een speciale gebeurtenis. We maken iemand in het halfrond verlegen. Dat is altijd plezant. De heer Dewael is jarig vandaag! *(Applaus)*

Ik kon het niet weten maar Patrick De Groote van N-VA verjaart ook vandaag. Zij zijn met twee. Maar er is nog iets wat verjaart. Jullie mogen zingen, ik denk dat het past. Waarom zeg ik dat?

(...): (...)

01.11 Hendrik Daems (VLD): Is er nog iemand jarig?

De **voorzitter**: Wij kunnen de lijst met verjaardagen misschien uithangen aan de ingang van de zaal.

01.12 Hendrik Daems (VLD): Ik heb begrepen dat Patrick er straks eentje betaalt voor iedereen. Dat is dus in orde. De rest moet maar volgen.

Het is toch eigenaardig dat wanneer men zoiets heel gewoon naar voren brengt in het halfrond, er onmiddellijk zoveel respons is. CD&V was onmiddellijk jaloers want er is niemand van hen jarig vandaag. Grapje, collega's.

Even ernstig. Waarom zeg ik dat? Omdat er nog iets jarig is. Verjaren is misschien een groot woord, maar toch. Al zes jaar na elkaar is de begroting in evenwicht. Dat is het punt.

(...): Champagne!

01.10 Hendrik Daems (VLD): Je ne vois pas là de contradiction. L'accord de gouvernement flamand précise que le gouvernement flamand mettra tout en œuvre pour contribuer à une solution. Je présume donc qu'il répond à une invitation du premier ministre. Dans une situation d'asymétrie, il importe de défendre ensemble l'intérêt général. En ce qui me concerne, il n'est pas nécessaire que M. De Crem parle de 'cohabitation' dans ce contexte.

Par ailleurs, le ministre Dewael fête son anniversaire aujourd'hui. Nous pouvons également souhaiter un bon anniversaire à M. De Groote et à Mme Belhouari. *(Applaudissements sur tous les bancs)*

01.12 Hendrik Daems (VLD): Mon propos n'est pas fortuit: aujourd'hui, nous célébrons également l'équilibre budgétaire pour la sixième fois consécutive.

De **voorzitter**: Mijnheer Daems, ik weet niet of het in verband met die verjaardagen is of met wat u zopas gezegd hebt, maar de heer Bogaert wil u onderbreken.

01.13 Hendrik Bogaert (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik heb de indruk dat de champagne voor die verjaardagen al opgedronken is en dat het de geesten enigszins beneveld heeft. Anders zou de heer Daems, die voor de rest een zeer intelligent persoon is, nooit iets zeggen wat in tegenspraak is met de nota die minister Vande Lanotte zelf heeft uitgedeeld gisteren. Waarover gaat het? Hij zegt dat het de zesde keer is dat wij een begroting in evenwicht hebben. Wat lees ik op pagina 13 van wat minister Van de Lanotte zelf heeft uitgedeeld? Ik lees dat inzake het vorderingensaldo van de federale overheid er een tekort is van 0,4% van het bruto binnenlands product. U weet zelf wat dat cijfer afgerond betekent. Het betekent dat de federale overheid, inclusief de sociale zekerheid, bijna 1 miljard euro tekort heeft. U komt hier vandaag spreken over de federale begroting en u komt met veel smaak zeggen dat het de zesde keer op rij is dat er een begroting in evenwicht is. Dat klopt helemaal niet, mijnheer Daems. Dat klopt helemaal niet. Er is een miljard tekort op de federale begroting, inclusief de sociale zekerheid. Wat u wellicht bedoelde – ik zal u een klein beetje helpen – is dat u het overschot van de Vlaamse regering, van de heer Leterme, mee optelt.

(Protest op de banken van de VLD)

De VLD zou toch niet willen dat ik de verdiensten van Fientje Moerman van de jongste maanden ook optel?

Verdienste wie verdienste toekomt. Ik heb er geen probleem mee dat er al een aantal jaren een overschot is op Vlaams niveau. Daarover gaat het niet. Waar het over gaat, is dat er de laatste zes jaar een new speak bezig is die wellicht wordt georkestreerd door de heer Slangen of iemand anders die op dat vlak zeer intelligent is. Men probeert daardoor de publieke opinie op het verkeerde been te zetten en te doen geloven dat de begroting van de federale overheid, inclusief de sociale zekerheid, in evenwicht was. Dit is niet het geval. Er is altijd een tekort geweest, met uitzondering van het jaar 2002. Voor het overige was er de voorbije zes jaar steeds een tekort op de federale begroting, inclusief de sociale zekerheid. Dit tekort zal in 2005 de som van 1 miljard euro bedragen.

Mijnheer Daems, ik zou graag hebben dat u en de VLD dit in het vervolg via een persmededeling corrigeren. Het gaat niet over wat we aan Europa moeten rapporteren. Vandaag wordt niet de begroting van Jabbeke besproken noch deze van Vlaanderen, Brussel of Wallonië, maar hier wordt thans de federale begroting besproken, inclusief de sociale zekerheid. Met cijfers van de heer Vande Lanotte in de hand zeg ik u dat de federale begroting een tekort vertoont van 1 miljard euro, inclusief sociale zekerheid.

01.14 Eerste minister Guy Verhofstadt: Mijnheer de voorzitter, sinds enkele jaren worden, op vraag van de Europese Commissie, de cijfers van de globale overheid in rekening gebracht. Dat gebeurt altijd. Het is zeer interessant om vast te stellen dat ook voor de federale begroting het tekort sterk daalt. Het tekort bedroeg 1,6% in 1998 en het is nu gedaald tot 0,4%. Dat is vier keer minder.

01.13 Hendrik Bogaert (CD&V): Je soupçonne M. Daems d'être déjà grisé par le champagne. En effet, il contredit carrément M. Vande Lanotte, qui admet dans sa note que le déficit budgétaire fédéral, à l'inclusion de la sécurité sociale, s'élève à 0,4 % du PIB, ce qui représente un montant d'un milliard!

M. Daems tient évidemment compte du surplus budgétaire enregistré par le gouvernement flamand emmené par le ministre-président, M. Leterme.

Cela fait six ans déjà que le gouvernement fédéral excelle dans le newspeak et induit l'opinion publique en erreur en prétendant que son budget est en équilibre. Je demande une correction officielle de cette désinformation.

01.14 Guy Verhofstadt, premier ministre: Les chiffres présentés sont toujours les chiffres publics considérés dans leur globalité. Il en est ainsi depuis des années, à la demande de l'UE. Le déficit public à l'échelle fédérale s'élève

aujourd'hui à 0,4%, alors qu'il atteignait 1,68% en 1998.

01.15 Hendrik Bogaert (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik moet de premier eigenlijk danken voor zijn interventie want eigenlijk heeft zij een historische waarde.

Het is de eerste keer, mijnheer de premier, dat iemand van uw regering in de loop van de voorbije zes jaar toegeeft dat er inderdaad een tekort is op de federale begroting, inclusief de sociale zekerheid. Dat apprecieer ik enorm. Het verheugt mij dat dit in de notulen van de vergadering zal staan. Het is de eerste keer in zes jaar dat dit gebeurt in dit halfroond.

01.16 Hendrik Daems (VLD): Ik zal op kosten van onze fractie de heer Bogaert op cursus sturen bij de Hoge Raad voor Financiën. Hij zal daar zien hoe het begrotingsevenwicht wordt gedefinieerd uit entiteit 1 en entiteit 2. De som van beide entiteiten is het begrotingsresultaat en dat is hetgeen hier naar voren wordt gebracht. Het gaat om de som van de cijfers van de regio's, van de gemeenten en van de federale overheid. Zes jaar op rij werd een begrotingsevenwicht bereikt. Het resultaat is zelfs beter dan een begrotingsevenwicht want het varieert tussen 0,6 en 0,2.

Ik had niet de bedoeling om te citeren uit wat u in het verleden heeft gezegd omdat ik de heer De Crem dat verhaal niet meer had horen brengen. U blijft volharden en u weigert effectief de normale gang van zaken te willen aanvaarden. U doet maar verder. Ga uw verhaal maar bij alle instanties vertellen. De realiteit is evenwel dat de begroting, de som van entiteit 1 en entiteit 2, nu al zes jaar op rij in evenwicht is.

Het is trouwens de vijftig jaar daarvoor niet gebeurd dat er nog een begrotingsevenwicht was - vijftig jaar! - en dat tegelijkertijd de schuld ook nog eens onder de 100% zakt. Dat zijn cijfers en resultaten die wij kunnen voorleggen als resultaat van een paars begrotingsbeleid, wat andere kleuren in combinatie daarvoor nooit hebben gekund. Dat is een realiteit die de mensen moeten kennen.

Nu wil ik daar voor u nog iets aan toevoegen. Ik vind het boeiend dat er iemand wil debatteren, want dat is niet altijd het geval in dit halfroond. U kan zich de vraag stellen: is dit wel verstandig, een begroting in evenwicht? Heeft dat wel zin? In landen rondom ons zeggen ministers van Financiën aan hun Parlement dat het geen kwaad kan. Er zijn trouwens ooit nog ministers van Begroting van andere pluimage geweest die ons hier ook kwamen vertellen, een jaar of tien geleden: het tekort kan geen kwaad, want onze spaarquote is groter. Dat waren christen-democraten, overigens.

Mijn punt is het volgende en ik word daarin toevallig gesteund door de heren Kydland en Prescott. Wie zijn dat? U weet dat, want u bent ook een verstandig mens, zult u waarschijnlijk wel zeggen. Dat zijn degenen die de Nobelprijs voor Economie gisteren of eergisteren hebben gewonnen. Waar gaat het over? Dat gaat over de theorie van de tijdsconsistentie. Ik vind dat we ook eens iets mogen aanhalen dat verder gaat dan de kleine, mooie beelden en het sympathiek doen onder elkaar. Tijdsconsistentie is de theorie die zij hebben ontwikkeld en waarin zij stellen dat als een regering consistent hetzelfde beleid blijft voeren op een bepaald domein, dit een meerwaarde zal geven

01.15 Hendrik Bogaert (CD&V): Nous vivons un moment historique: pour la première fois en six ans, un membre du gouvernement admet que le budget fédéral présente un déficit.

01.16 Hendrik Daems (VLD): Je propose d'envoyer M. Bogaert en formation au Conseil supérieur des Finances. Il y apprendra que les chiffres du budget représentent toujours la somme de deux entités. Ceux qui admettent ce mode de calcul constateront qu'on est même allé au-delà de l'équilibre. La coalition violette montre ainsi que sa politique budgétaire porte ses fruits puisqu'elle génère des budgets en équilibre et une dette publique inférieure à 100%, une situation qui n'avait plus été observée depuis des décennies. Cette politique cohérente, par ailleurs combinée à une réduction des charges, se traduit par une croissance économique plus élevée que dans les pays voisins.

Les pouvoirs publics créent en effet des recettes supplémentaires, sans remettre en question la réduction des charges. Une marge a même été ménagée pour la reprise de la dette de la SNCB et pour une série de mesures sociales qui concernent entre autres les indépendants, dont les cotisations sont même stabilisées. Qui ne signerait pas à deux mains pour obtenir un tel résultat?

voor de economische groei. Zij hadden het vooral over het monetaire beleid en de inflatie. Dat was eigenlijk hetgeen waar zij het in principe over hadden, maar per definitie is het van toepassing op deze regering en de vorige. De consistentie van het begrotingsevenwicht, mijnheer Annemans - ik weet dat u misschien niet mee kunt of mee wilt, maar luister even - waarbij deze regering haar begroting in evenwicht heeft gehouden met een continue lastendaling, zorgt ervoor dat onze economie structureel beter en sneller groeit dan de economieën in de ons omringende landen. Dat betekent dus dat het gevoerde begrotingsbeleid structureel een goed begrotingsbeleid is, in schril contrast, zoals aangehaald door de heer Bacquellaine, tot het verleden, toen men hier op deze tribune kwam beweren dat de begroting in evenwicht brengen of houden met tegelijk een lastendaling, niet kon. Wij bewijzen hier dat de begroting in evenwicht houden en de lasten doen dalen, wel kan en dat dit bovendien tot bijkomende economische groei leidt.

Trouwens, men kan de vraag stellen welk soort begrotingsevenwicht dit nu is. Het is een begrotingsevenwicht waarbij er inderdaad een aantal meerinkomsten zijn. Ik denk niet dat we daaromheen moeten gaan, dat klopt. Er zijn geen nieuwe beslissingen genomen aangaande bijkomende heffingen. Er zijn wel meerinkomsten, dat is juist. Anderzijds is het een begroting waarbij de belastinghervorming - dat is voor mijn fractie, maar niet alleen voor de mijne, maar voor alle fracties belangrijk, neem ik aan -, dus de belastingverlaging voor de personen 100% intact is gebleven. Dat is belangrijk.

Dat is wat de mensen rechtstreeks voelen in hun portemonnee. Dat is een begroting in evenwicht. We duiken nu structureel onder de 100%-schuldgraad. Dat is nog veel te hoog, maar structureel duiken we onder de 100% en zelfs in die mate dat we het nu mogelijk hebben gemaakt de schulden van de NMBS te kunnen overnemen, wat belangrijk is voor de toekomst van deze maatschappij.

Dit is ook een begroting waarbij we toch nog heel wat sociale noden hebben kunnen lenigen. Daar staat iedereen achter. Ik heb het specifiek over het feit dat een deel van de bijkomende stijging van de sociale bescherming voor de zelfstandigen, en meer in het bijzonder voor de meewerkende echtgenotes, wordt doorgevoerd zonder dat er ook maar één euro bijkomende bijdrage van de zelfstandigen wordt gevraagd.

Als wij op voorhand aan iemand in dit halfroond zouden zeggen - ook aan CD&V die daarover niet zo onnozel moet doen - dat we de begroting in evenwicht zouden brengen, de schuld onder de 100% zouden brengen, de daling van de personenbelasting onverkort zouden uitvoeren en de sociale bescherming van de zelfstandigen zouden verbeteren zonder de bijdragen met maar één euro te doen stijgen, ze zouden er verdorie voor tekenen. Dat is de realiteit. Alleen laat domme oppositie dat niet toe.

01.17 Hendrik Bogaert (CD&V): Mijnheer de voorzitter, de heer Daems spreekt de woorden "toekomst" en "het voorbereiden van de toekomst" uit.

(...): (...)

01.18 Hendrik Bogaert (CD&V): De heer Daems spreekt het woord

01.18 Hendrik Bogaert (CD&V):

"toekomst" uit en zegt dat zij goed bezig zijn met de voorbereiding van de toekomst. Een van de zaken die we daarnet al hebben gehoord, is het feit dat het voorliggende saldo voor de federale overheid negatief is, met name -0,4%, wat hetzelfde cijfer is als in 2000. Op dat vlak denk ik niet dat er veel vooruitgang is geboekt.

Waarın echter wel een groot verschil zit, is in het primair saldo. Het primair saldo is het verschil tussen de ontvangsten en de uitgaven buiten de rentelasten. Toen u aantrad, bedroeg dat saldo 6,6%, intussen is het gezakt tot 4,5%. Dat is hetzelfde resultaat als in het economische rampjaar 1993. Wat bent u als regering eigenlijk aan het doen? U geeft het rentevoordeel dat binnenkomt over al die jaren systematisch uit in plaats van het rentevoordeel te investeren in een lagere staatsschuld. Wat doet u? Al wat extra binnenkomt aan dat voordeel geeft u onmiddellijk uit. Ik kan mij moeilijk van de indruk ontdoen dat dit niet onder de noemer van "de toekomst voorbereiden" valt.

Ten tweede, u somt een aantal doelgroepen op. Mijnheer Daems, u bent er echter eentje vergeten, namelijk die van de horeca. Herinnert u zich het horecaplan, de Staten-Generaal van de horeca? Wat doet u nu in uw begroting? U schroeft een kleine tegemoetkoming aan de horeca, met name de aftrekbaarheid van de restaurantkosten, drastisch terug. Mijnheer Daems, ik stel voor dat u, de volgende keer dat u de intentie hebt om op restaurant te gaan...

01.19 Bart Tommelein (VLD): (...)

De **voorzitter**: Mijnheer Tommelein, ik ken de relatie tussen uzelf en de heer Bogaert, maar laat hem nu even voortspreken.

01.20 Hendrik Bogaert (CD&V): Mijnheer Daems, als u de intentie hebt op restaurant te gaan, stel ik voor dat u naar de meeneem-Chinees gaat en iemand anders stuurt om het af te halen. Ik denk immers dat u uw gezicht niet meer moet laten zien bij de horeca. Na al wat u hebt beloofd, na uw horecaplan, na de Staten-Generaal van de horeca denk ik niet dat u nog in een restaurant zult kunnen binnengaan.

01.21 Hendrik Daems (VLD): Zeer geëerde en geachte collega, het zal u verbazen, maar ik ben daar zeer welkom en weet u waarom? Omdat wij de horeca, als sector, sinds een paar jaar op de politieke agenda hebben geplaatst, iets wat u gedurende decennia niet hebt willen doen. Dat is de realiteit. U hebt het over de pretentie om erover te praten. Het is wel een regering onder leiding van christendemocraten die de pretentie had om de aftrekbaarheid van 100% naar 50% te brengen. Dat is de realiteit.

Het zijn de vorige en deze regering die de aftrekbaarheid naar 62,5% hebben gebracht. Hoe rekent CD&V? Van 62,5% naar 69%, dat is een terugschroefing. Dat is CD&V. Hoe durft u zoiets vertellen? Collega's, ik wilde dit niet doen, maar de heer Bogaert verplicht mij ertoe. Ik moet hem nog iets vertellen, en ik wilde dit ook niet doen.

01.22 Hendrik Bogaert (CD&V): Wij hebben nu de retoriek gehoord. U bent daarin bijzonder goed. U hebt daarvoor consultants. Zeg nu eens serieus, mijnheer Daems, de 75% die u beloofd hebt aan de horeca, zult u die nu uitvoeren of zal het minder zijn?

Selon M. Daems, le gouvernement prépare l'avenir. Le solde primaire s'élève aujourd'hui à 4,5%, un chiffre identique à celui de 1993, qui fut une année catastrophique sur le plan économique. On va dépenser immédiatement le gain en intérêts plutôt que de l'utiliser pour réduire la dette publique. Est-ce là ce qu'on entend par construire l'avenir?

Par ailleurs, la déductibilité des frais de restaurant est une fois de plus rabotée. (*Protestations sur les bancs du VLD*) Le gouvernement a fait maintes promesses au secteur horeca, mais il n'en réalise aucune.

01.21 Hendrik Daems (VLD): Faux: contrairement aux gouvernements d'avant 1999, la coalition violette a positionné l'horeca sur l'échiquier politique, justement. Ce sont les gouvernements auxquels étaient associés les démocrates chrétiens qui ont ramené la déductibilité fiscale des frais de restaurant de 100 à 50%. Et c'est ce gouvernement qui relève aujourd'hui la déductibilité, de 62,5 à 69%.

01.22 Hendrik Bogaert (CD&V): Et qu'en est-il des 75% de déductibilité promis ?

01.23 Hendrik Daems (VLD): Lees het regeerakkoord, mijnheer Bogaert. Er staat in dat wij de aftrekbaarheid naar 75% brengen in 2006 en dat wij daarvoor bovendien een plan moeten maken, samen met de horeca. Dat is inderdaad nog niet klaar, maar het staat in de prioriteiten. Wij gaan nu van 62,5% naar 69%, en dan naar 75%. Het wordt uitgevoerd, en daarnaast hebben deze en de vorige regering ook de versoepeling van de arbeid in de horeca goedgekeurd. Daarnaast is men in deze regering overeengekomen de BTW te laten dalen, als wij dat mogen van Europa. Dat staat erin.

01.23 Hendrik Daems (VLD): L'accord de gouvernement est clair: cette mesure deviendra réalité avant 2006. L'assouplissement de la réglementation du travail dans l'horeca est déjà réalisé et nous nous employons à réduire le taux de TVA à l'échelon européen.

01.24 Hendrik Bogaert (CD&V): Wat u concreet doet, is wat u beloofd hebt aan de horeca, met name spreiden over drie jaar in plaats van over twee jaar. Wat u doet voor de zelfstandigen, mijnheer Daems, is de kleinste toegeving die u hebt gedaan op de superministerraad gewoon van tafel vegen. U gaat gewoon verder. U houdt wel een traditie in stand. U breekt keer op keer de beloftes aan die doelgroep. Dat doet u, mijnheer Daems. Dat is de realiteit.

01.25 Hendrik Daems (VLD): Met alle respect, maar het is een niet uitgevoerde belofte dat wij de arbeidsongeschiktheid voor de zelfstandigen hebben doen stijgen. Het is een niet uitgevoerde belofte dat wij de minimumpensioenen voor de zelfstandigen, ook in deze begroting, doen stijgen. Het is een niet uitgevoerde belofte dat wij het debat zijn aangegaan om de kleine risico's te incorporeren, zonder bijdrageverhoging. Het is een niet ingeloste belofte voor de horeca dat wij de versoepeling voor arbeid zouden doorvoeren, en wij hebben dat gedaan. Het is een niet ingeloste belofte dat wij de aftrekbaarheid zouden verhogen die u hebt gehalveerd. Wij hebben dat gedaan en wij doen nog meer. Hoeveel voorbeelden hebt u nog nodig om te weten dat wij onze beloftes aan de zelfstandigen wel houden, zonder bijdrageverhoging? U en uw partij hebben hier herhaaldelijk gezegd – dat is dan de zogenaamde eerlijkheid – dat het niet zal gaan zonder bijdrageverhoging. Dat heb ik CD&V dikwijls horen zeggen. Het gaat wél zonder bijdrageverhoging. De regering doet dat in de praktijk.

Dat zijn feiten en dat is geen praat voor de vuist. Zoals ik daarnet zei, ik wilde u met rust laten, maar u laat mij niet met rust. Dat is de essentie van het debat.

De **voorzitter**: Mijnheer Bogaert, u gaat uw speech al gedaan hebben voordat u hem hebt uitgesproken. U mag nog één vraag stellen.

01.26 Hendrik Bogaert (CD&V): U belooft al een tijdje dat u de belastingdruk op een aanvaardbaar niveau zult brengen. U weet, net zoals ik, dat wij de derde hoogste belastingdruk hebben van de hele OESO. Er is de jongste jaren nog wat druk bijgekomen. Ik lees nu in het nieuw akkoord dat er een daling van 0,1 procent zou zijn. Hoe zeker bent u eigenlijk dat die belastingdruk effectief daalt? Hoe zeker bent u eigenlijk dat we van die bronzen medaille voor de belastingdruk binnen één jaar vanaf zullen zijn? Is dat niet de prijs die u betaalt om Verhofstadt in het zadel te houden, met name dat de belastingdruk al vijf jaar op hetzelfde hoge niveau blijft? Is dat niet de prijs die u betaalt om Verhofstadt in het zadel te houden?

01.26 Hendrik Bogaert (CD&V): Le VLD ne cesse de promettre qu'il ramènera la pression fiscale à un niveau acceptable. Mais en attendant, la Belgique est le troisième pays de l'OCDE où la pression fiscale est la plus forte. Etes-vous si certain de ce que vous avancez? Cette pression fiscale constante est-elle le prix que le VLD doit payer pour que Verhofstadt reste au 16 rue de la Loi?

De **voorzitter**: Nu gaat u niet meer onderbreken en kan de heer Daems zijn betoog afronden.

01.27 Hendrik Daems (VLD): Mijnheer de voorzitter, ik vraag dat hij mij onderbreekt. Ik zou bijna gewild hebben dat mijn eigen fractie mij zo'n voorzet zou hebben gegeven. Ik moet er nog niet tegen koppen, want hij gaat er vanzelf in. Stel u voor. Ik denk dat het is afgesproken.

Stel u voor dat ik uitgerekend nu de belastingaangifte van de heer Bogaert wilde bovenhalen.

01.28 Hendrik Bogaert (CD&V): Dat mag u doen, maar u weet dat de belastingen niet alleen bestaan uit... Ik ken dat argument. U hebt het al vijftien keer gebruikt in de commissie. Dat liedje begint een beetje afgedraaid te worden.

De **voorzitter**: Laat de heer Daems verder spreken.

01.29 Hendrik Bogaert (CD&V): (...) en andere fiscale inkomsten. Het verhaaltje waarin u alleen die aangifte bovenhaalt (...)

De **voorzitter**: Mijnheer Bogaert, u komt straks aan de beurt. Laat de heer Daems spreken. U hebt hem nu goed onderbroken, op vraag van de heer Tommelein, naar het schijnt. Mijnheer Daems, doet u verder.

01.30 Hendrik Daems (VLD): Ik mag uw belastingaangifte publiek maken? Het gaat om een hypothetische belastingaangifte.

Om eens heel feitelijk, met de twee voeten op de grond, aan te geven dat alle fracties in de regering akkoord zijn gegaan om niet te raken aan de daling van de personenbelasting, heb ik dat tabelletje nog eens bovengehaald en heb ik eens gekeken wat er nu wordt uitgevoerd omdat we de belastingverlaging volledig uitvoeren. Ik heb de Fiscoloog genomen, dat leest u toch ook.

Wat nu in het aanslagjaar 2005 aan bod zal komen – wat dus nog niet in uitvoering was – gaat uitgerekend over iets wat u zeer dierbaar is als CD&V-fractie, met name de gelijkschakeling van wettelijke samenwonenden met gehuwden, de toekenning van dezelfde belastingvrije som aan gehuwden, ongehuwd samenwonenden en alleenstaanden en de volledige decumulatie van de belastbare inkomsten van gehuwden. Het gaat hier om het deel waarover CD&V voor de verkiezingen in dit Parlement heeft zitten roepen dat de opheffing van de discriminatie van gehuwden tegenover niet-gehuwden niet zou worden uitgevoerd. Wel, CD&V-fractie, de volledige uitvoering van de daling van de personenbelasting betekent dat de discriminatie tussen gehuwden en niet-gehuwden vanaf het volgend aanslagjaar – dus op de inkomsten van dit jaar – volledig zal worden weggewerkt, een discriminatie die uw partij weer eens heeft ingevoerd, nietwaar?

Wat betekent dat nu? Collega Bogaert is gehuwd, net als ik. Is dat iets consistent? Ik neem mijn tabel met uw hypothetische belastingaangifte. Ik zal u die tabel geven, dan kan u het narekenen. Collega's die gehuwd zijn, luister goed. Dit wordt gepubliceerd, dus u zal het thuis moeten uitleggen. Ik neem als voorbeeld een parlamentslid. We moeten ook eens in eigen boezem kijken. In 2004, het aanslagjaar van dit jaar, was het voordeel dat de daling van de personenbelasting concreet 1.200 euro betekende. Dat is toch geen kleingeld. Met de maatregelen die er nu bijkomen zal dat voordeel voor de gehuwden volgend jaar stijgen van 1.200 euro naar 3.000

01.30 Hendrik Daems (VLD): Merci Monsieur Bogaert pour la perche que vous me tendez. La baisse de l'impôt des personnes physiques a été très profitable aux contribuables. Avec le décumul du revenu imposable des personnes mariées, le gouvernement a supprimé totalement la discrimination des couples mariés que les démocrates-chrétiens avaient instaurée. Pourtant, le CD&V nous avait prédit que nous n'y parviendrions jamais. La réduction de l'impôt des personnes physiques rapportera à un parlementaire marié comme M. Bogaert et moi-même un avantage de 1.200 euros en 2004 et de pas moins de 3.000 euros en 2005. Ce n'est pas rien!

Les budgets fédéraux doivent tenir compte de deux tendances, à savoir le vieillissement de la population et son impact sur le financement de la sécurité sociale.

euro. Mijnheer Bogaert, paars geeft u, als gehuwd persoon, een lastendaling van 1.800 euro netto. Zou u niet, net zoals de heer Dewael, een pint betalen aan deze assemblee, voor de belastingdaling die u krijgt?

Dit was een boutade, maar de waarheid is dat de personenbelasting ingrijpend daalt, van honderden tot – in sommige gevallen – duizenden euro's. Dat zijn de feiten, want dat is wat de mensen effectief in hun geldbeugel voelen.

Mijnheer de eerste minister, dit leidt mij tot een ander aspect waaraan in de komende dagen en weken ook aandacht moet worden besteed en dat reeds werd aangehaald door een aantal collega's, namelijk de trends en tendensen die de federale begroting kunnen bedreigen. We moeten dit onder ogen durven zien. In het budget 2005 werd een en ander opgevangen, maar niettemin moeten wij ons nog over een aantal trends buigen.

Er zijn twee tendensen die onderkend worden en waarop geanticipeerd wordt door deze regering, namelijk de vergrijzing en de financiering van de sociale zekerheid, waarbij in dit halfroond terecht vraagtekens worden geplaatst door de oppositie en door de meerderheid. Vergrijzing leidt ertoe dat het veld van personen die door het systeem moeten worden gedragen, groter wordt, terwijl we merken dat het veld van personen die de centen opbrengen om het systeem betaalbaar te houden, verschaald als we niet oppassen. Dit debat werd hier twee weken geleden gevoerd en is ook gedeeltelijk terug te vinden in de verklaring van de eerste minister, waar hij terecht in een tripartite de einde-loopbaanproblematiek wil aankaarten. In de loop van de komende weken en maanden moeten er effectief maatregelen op middellange en lange termijn worden vooropgesteld

Er is echter een tweede bedreiging.

01.31 Koen Bultinck (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, collega Daems, wat de vergrijzing betreft herinner ik u aan een interview van ministers Vandenbroucke en Vande Lanotte in De Standaard. Zij noemden 2004 een scharnierjaar inzake vergrijzingsproblematiek.

U zou dat met de regering aanpakken.

Maar, mijnheer Daems, wat staat er uiteindelijk zeer concreet in de beleidsverklaring? Het hele zaakje wordt doorgeschoven tot in het voorjaar van 2005. Dan zal er informeel overleg plaatsvinden met alle betrokken partijen over de vraag welke wegen men eventueel zal inslaan. Dat is wat in de beleidsverklaring staat. Kom ons dus niet zeggen dat de zeven fameuze wegen die in die zogenaamde beleidsverklaring staan, concrete voorstellen zijn. In het beste geval gaat het om het zeer voorzichtig aftoetsen van een aantal zaken waarover zelfs over alle partijgrenzen heen consensus bestaat. Kom ons nu vooral niet zeggen dat de regering het vergrijzingsprobleem fundamenteel zal aanpakken.

De **voorzitter**: Mijnheer Daems, u zult stilaan moeten besluiten. Ik weet wel dat u vaak onderbroken werd, maar enkele andere leden van uw fractie wensen ook nog het woord te voeren.

01.31 Koen Bultinck (VLAAMS BLOK): Je tiens à rappeler que, dans une interview parue dans "De Standaard" en début d'année, les ministres Vande Lanotte et Vandenbroucke ont qualifié 2004 d'année-charnière pour la problématique du vieillissement et pour son financement. Ce dossier a toutefois déjà été reporté au printemps 2005. Les sept "voies" énumérées dans la déclaration de politique générale ne constituent pas des propositions concrètes, mais représentent seulement des ballons d'essai sans ambition. En effet, elles n'offrent pas de solutions fondamentales.

01.32 Hendrik Daems (VLD): Mijnheer de voorzitter, de heer Bultinck zal het mij niet kwalijk nemen dat ik het met hem oneens ben. De aanzet die uitgerekend in de verklaring van de eerste minister wordt gegeven naar het tripartiete overleg, waar dat soort van aangelegenheden wel degelijk besproken en bepaald moet worden, voor zover wij de sociale partners in dat debat betrekken – waarvan ik voorstander ben – omdat zij het uiteindelijk moeten uitvoeren, is de juiste. De lijnen die aangegeven zijn door de regering in het algemeen en door de eerste minister in het bijzonder, zijn juist de lijnen die dat debat kunnen sturen, zodat er op middellange en lange termijn effectief een duurzame oplossing komt voor de problematiek van de vergrijzing. Het juiste debat is dus op gang getrokken, ook op de plaats waar dat moet gebeuren, in het tripartiete overleg.

Collega's, er is ook een ander element, dat de eerste minister al heeft aangehaald in een antwoord. Volgend jaar heeft de federale begroting 2,1 miljard meer middelen en moet zij slechts 1,7 miljard doorgeven aan de regio's. Ik geef dat maar even mee. Er blijft dus 0,4 miljard over op het federale vlak. Dat is weer een van de elementen die wij oogsten uit wat we zaaiden in 1988.

Niet ikzelf, maar anderen hebben er in de commissie voor de Financiën toen voor gewaarschuwd dat we op een bepaald ogenblik – dat wij nu nog niet hebben bereikt – tot een verschraving van het inkomstenplatform voor de federale begroting komen. Dat debat mogen wij, denk ik, in de komende jaren ook niet uit de weg gaan. Ik heb daarvoor op dit ogenblik geen kant en klare oplossing, maar één ding weet ik wel: de schaarbeweging van de vergrijzing en de gezondheidszorg en de bijkomende schaarbeweging van de financieringswet zullen ervoor zorgen dat wij op termijn op federaal niveau budgettair gezien hoe dan ook echt in de problemen zullen komen, als we geen maatregelen nemen. Ik denk dat het nuttig is dat wij in de commissie voor de Financiën – dat hoeft niet morgen te zijn – een aantal mijlpalen plaatsen om te vermijden dat wij, niet vooruitziend zijnde vandaag, morgen echt in de problemen komen die wij niet meer opgelost krijgen. Dat element wilde ik, naast de dagelijkse politiek, toch ook even poneren.

Mijnheer de voorzitter, ik rond mijn betoog af.

Op lange termijn heb ik u aangegeven waarom ik denk dat wij verder moeten denken. Degenen die beweren dat de beleidsverklaring een mager beestje is en er niets in die begroting zit, los van het evenwicht en de manier waarop het bereikt is - de collega's Van Biesen, Lahaye en Marinower zullen op enkele aspecten daarvan nog ingaan - wijs ik op de volgende voorbeelden.

Voor het eerst is de civiele veiligheid een belangrijk thema. Voor het eerst is toch wel een aanzet gegeven om reële maatschappelijke problemen die scherp worden aan gevoeld, zoals schijnhuwelijken, strafbaar te maken en dus ook reëel aan te pakken. We denken ook aan de jonge mensen, want de hypotheaire leningen zullen meer kunnen spelen, wat een gunstig effect heeft op de bouw. Het is waar dat er slechts een zinnetje over de schuldcompensatie in de beleidsverklaring is ingeschreven. Maar bedrijven die nog geld van de overheid moeten ontvangen, kunnen dat compenseren met bijvoorbeeld aan de Staat verschuldigde BTW. Op die manier vermijden we gekke faillissementen. Dat zijn misschien kleine

01.32 Hendrik Daems (VLD): Les lignes esquissées par le gouvernement vont clairement dans le sens d'une solution durable. Le débat est lancé.

La réduction des recettes de l'Etat fédéral à la suite de la loi de financement constitue la deuxième tendance à surveiller. L'année prochaine, l'Etat fédéral disposera de 2,1 milliards d'euros supplémentaires mais une somme de 1,7 milliard ira automatiquement aux Régions. Le solde ne sera dès lors que de 0,4 milliard. A terme, la loi de financement pourrait donc constituer un problème pour le budget fédéral. Il nous faut faire preuve de prévoyance et évoquer dès à présent les problèmes au sein de la commission des Finances.

L'opposition qualifie ce budget de coquille vide. Les mesures relatives, entre autres, à la sécurité civile, à la limitation de la dette et à la compensation des prix élevés du pétrole sont-elles donc insignifiantes? Le gouvernement a atteint l'équilibre budgétaire sans toucher à la réduction des charges. Dans le même temps, la dette est passée sous la barre des 100% du PNB. Je ne dirais pas qu'il s'agit d'une coquille vide. Nous estimons qu'un tel budget mérite une grande distinction. Le groupe VLD accordera dès lors sa confiance au gouvernement.

maatregelen. Bovendien zullen de hoge petroleumprijzen, net zoals voor de transportsector, voor particulieren met lage inkomens worden gecompenseerd, opdat ze in de winter niet letterlijk in de kou zouden komen te zitten. We zullen onrecht en misbruik actief bestrijden, zowel op fiscaal als op sociaal vlak. Dat is het evenwicht in de begroting.

Als u het mij vraagt, is een begroting in evenwicht met een reële lastendaling – u kunt het straks thuis gaan vertellen –, met een dalende schuld onder de 100%, met een betere sociale dekking, met een ruimere bescherming van de zelfstandigen zonder bijdrageverhoging, met aandacht voor de aspecten die ik heb aangehaald, geen mager beestje. Dat is gewoon een goede begroting. Dat is de realiteit.

Wat was het beeld? Uiteindelijk heeft een aantal andere dossiers verwachtingen geschapen, waardoor men de begroting niet heeft beoordeeld, zoals dat moet, op haar waarde. Mijn fractie geeft de regering met de eerste minister op kop met de begroting en het beleid dat erachter schuilgaat, geen voldoende, geen onderscheiding, maar grote onderscheiding. Mijnheer de eerste minister, ons vertrouwen hebt u in ieder geval.

01.33 Marie Nagy (ECOLO): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, je commencerai par souhaiter un très heureux anniversaire à M. Dewael!

Truffée de reports, de silences et de dangers, la déclaration de politique fédérale prononcée, hier, par le premier ministre avec 22 jours de retard sur son propre calendrier sonne la fin des dernières espérances. En un an, le gouvernement socialiste-libéral est parvenu à transformer son projet d'une Belgique "créative et solidaire", titre de l'accord de gouvernement, en une Belgique impuissante et divisée. En cause, outre la désastreuse méthode du premier ministre, l'impossible alchimie violette, doublée d'un jeu de coulisses orchestré par certains partenaires de la majorité, lesquels font subir une véritable torture chinoise au premier ministre.

En juin 2003, vous nous annonciez, monsieur Verhofstadt, la création de 200.000 emplois. C'était l'objectif numéro un du gouvernement. Dans le texte que vous avez déposé, il n'en est plus question. Mais c'est vrai que vous l'avez glissé dans votre discours, presque à voix basse! Il faut cependant constater que, depuis le moment de votre déclaration de 2003 et aujourd'hui, le taux de chômage a grimpé de plus de 5%. En un an, la Belgique a connu la création effective de 2.300 emplois selon le Bureau du Plan. A ce rythme-là, il vous faudra un siècle pour atteindre vos objectifs. Où sont donc les mesures permettant d'inverser cette spirale? Chacun sait que sans prise en compte des conséquences financières de l'allongement prévisible de la durée de vie sur le coût des pensions ou des soins de santé, le pays va droit dans le mur.

Le gouvernement nous avait promis un plan pluriannuel 2005-2007 sur la question "essentielle", disait-il, du vieillissement et des fins de carrière. Stupéfiant, le gouvernement passe complètement à côté de cet enjeu. Pire, aucun montant n'est prévu pour alimenter en 2005 le Fonds de vieillissement. Reste à espérer que la vente de BIAC, madame Van den Bossche, fera des miracles!

01.33 Marie Nagy (ECOLO): In één jaar tijd is de paarse regering erin geslaagd haar project van een "creatief en solidair België" om te vormen tot dat van een "onmachtig en verdeeld België". In juni 2003 kondigde u aan dat er 200.000 nieuwe banen zouden worden geschapen; vandaag is het werkloosheidscijfer met 5,2% gestegen. U beloofde een meerjarenplan 2005-2007 over de kwestie van de vergrijzing en de eindeloopbaanproblematiek; in 2005 worden echter helemaal geen kredieten voor het zilverfonds uitgetrokken.

Het gaat niet alleen over het feit dat de solidariteitsbijdragen die de verschillende soorten inkomens moeten leveren, sterk uiteenlopend zijn. Ook de nood aan een bredere basis voor de financiering van de sociale zekerheid is hier aan de orde. Het feit dat de regering er niet in slaagt dit dossier aan de orde te stellen, speelt diegenen die de sociale zekerheid willen privatiseren in de kaart.

Met een aantal groene dossiers werd niets aangevangen. Ik denk aan de beperking van de

Socialistes et libéraux n'osent pas aborder la question pourtant criante du déséquilibre des contributions à la solidarité entre les différentes formes de revenus. La taxation du travail est de 43,5%, la taxation du capital de 30,1%, la taxation de la consommation de 21,9%.

Derrière ces déséquilibres, c'est bien la question de l'élargissement de la base de financement de la sécurité sociale qui est posée, tant d'un point de vue intergénérationnel qu'entre les différentes formes de revenus. Le choix est clair, mais la violette ne peut se résoudre à trancher. Soit, on augmente les solidarités; soit, on privatise davantage, et on exclut peu à peu les personnes qui ont le plus besoin de la sécurité sociale et autres aides.

L'impuissance de ce gouvernement à ouvrir le dossier du Fonds de financement alternatif sert les intérêts de ceux qui veulent privatiser des pans entiers de la sécurité sociale. Pendant que l'on perd les années Verhofstadt, monsieur Giet, les second et troisième piliers se développent.

Le ministre Demotte l'avait pourtant lucidement expliqué dans une interview au "Morgen", le 9 septembre dernier. Il disait que tant qu'une loi n'instaurerait pas une CSG, le financement de la Sécu resterait l'objet de discussions politiques annuelles - ce qui implique, par définition, des risques énormes pour la sécurité sociale. La veille même, dans "Le Soir", il avait également évoqué la nécessité de ce financement alternatif et les pièges des réductions de charges non encadrées. Aujourd'hui, le gouvernement décide de doubler l'enveloppe consacrée aux réductions des charges pour l'amener au milliard d'euros, sans pour autant baliser ce qui en sera fait pour que cette manne produise un réel impact sur l'emploi. Or, des études récentes ont clairement démontré que seul un ciblage de la réduction du coût sur les très bas salaires produit une augmentation du nombre d'emplois réellement offerts.

La déclaration de politique gouvernementale est la preuve irréfutable que l'on ne fait pas d'écologie sans les écologistes. L'année écoulée avait déjà été caractérisée par le néant. Malgré les engagements à poursuivre les politiques menées entre 1999 et 2003, la déclaration relative aux politiques qui devront être menées en 2005 ne prend même plus la peine de citer les chantiers laissés en friche: limitation des pesticides, normes de produits, encouragement à l'utilisation de produits écologiques pour les travaux d'intérieur. Les mesures destinées à réduire la consommation d'énergie et la production de CO₂ sont reportées ou dénaturées. Les obligations de l'Etat fédéral concernant le plan national "climat" risquent de ne pas être respectées, au détriment des entreprises belges.

Je vais citer des exemples flagrants des dossiers "verts" abandonnés. Kyoto est jeté aux orties au moment où la Russie de Vladimir Poutine est sur le point d'adopter le protocole. Et a fortiori, rien sur l'après-Kyoto ne figure dans la déclaration qui nous est proposée. Le réchauffement climatique va continuer à augmenter. La production de CO₂, au lieu de se réduire, est en train d'augmenter à nouveau.

Nous savons que Kyoto ne constitue qu'un premier pas. En effet, il est relativement limité par rapport à l'enjeu que vous connaissez, je l'espère, à savoir que d'ici 50 ans, il faudra réduire de 80% les

bestrijdingsmiddelen, de vermindering van het energiegebruik en van de CO₂-uitstoot, het nationale klimaatplan, het Kyoto-protocol en het Kyotofonds, waarvan op dit ogenblik te weinig gebruik wordt gemaakt. Er wordt met geen woord gerept over de keuzes die op het vlak van energie moeten worden gemaakt. Dan is er nog de onduidelijkheid die minister Verwilt met zijn verklaringen over een terugkeer naar de kernenergie zaait.

Op de vraag van de ministers Vandenbroucke en Vande Lanotte moet ik dus antwoorden: ja, 2004 wordt een verloren jaar.

We wijzen met een beschuldigende vinger naar de MR en de PS, die instemden met de defianciering van de Gewesten en de Gemeenschappen. Op die manier wordt ze 200 miljoen afhandig gemaakt. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat een zware crisis doormaakt, zou 40 miljoen euro verliezen!

Het primair saldo is stevig ontspoord. Kunnen we over een begroting in evenwicht spreken, wanneer dat saldo zo'n 40% lager ligt dan zes jaar geleden?

Dank zij een samenhangend beleid op het stuk van de behandeling van de regularisatie-aanvragen en de oprichting van een administratief rechtscollege van beroep met betrekking tot de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering, zou men de werklust bij de Raad van State kunnen verlichten.

Ik maak mij ook zorgen over de verklaringen die werden afgelegd met betrekking tot de misbruiken in het kader van het verkrijgen van visa en de gezinshereniging en over het aangekondigde voor-nemen om de Belgische wetgeving in overeenstemming te brengen met de Europese richtlijn

émissions de CO₂. Il s'agit donc d'un enjeu considérable. Tony Blair propose d'en faire un élément prioritaire de la présidence de l'Union européenne en septembre 2005. Pourtant, le gouvernement violet abandonne ces chantiers. A l'heure actuelle, le fonds Kyoto est totalement sous-utilisé. Seuls 2,3 millions sur les 25 millions disponibles sont utilisés. Pourquoi? Simplement parce que le réchauffement climatique n'est pas une préoccupation du gouvernement violet.

Silence absolu aussi sur l'enjeu des choix énergétiques et les investissements nécessaires en termes de soutien aux énergies renouvelables et à la lutte contre la surconsommation énergétique. Or, de l'épuisement des ressources à la croissance rapide de la Chine, les indicateurs d'une crise latente ne manquent pas. La myopie du gouvernement fera de nombreux dégâts dans les décennies à venir, au moment même où le gouvernement allemand, par exemple, conclut un véritable pacte en matière d'économie d'énergie et de logement avec les syndicats, le patronat et les ONG. Ce pacte produira les triples dividendes du triangle vertueux: création de richesses, création d'emplois et réduction des émissions de CO₂.

Et, en contradiction avec ces principes, le déjà célèbre ministre Verwilghen sème la confusion en déclarant la nécessité d'un retour en arrière en revenant au nucléaire, ce qui a pour risque principal d'anéantir les efforts en matière d'économie d'énergie et de recours aux énergies alternatives qui commencent à se développer en Belgique. Le ministre Verwilghen est célèbre pour l'état dans lequel il a laissé le département de la Justice. J'espère que le secteur de l'énergie et de l'électricité en Belgique ne sera pas dans la même situation lors de son départ.

Gouverner, c'est prévoir. Reporter, c'est décevoir et prendre le risque de renforcer encore le fossé avec le citoyen.

Le 2 janvier 2004, les ministres Vandenbroucke et Vande Lanotte posaient une excellente question en intitulé de leur carte blanche publiée dans "Le Soir": "2004 sera-t-elle une année perdue?" Aujourd'hui, nous avons la réponse: non seulement 2004 a été une année perdue, mais 2005 le sera tout autant!

Cette déclaration de politique générale présente aussi des aspects dangereux dont le premier n'est pas le moins important: le "hold-up" de 200 millions sur les Communautés et Régions. Le président du PS se voulait pourtant très ferme, pas plus tard que vendredi dernier, refusant dans les colonnes du journal "Le Soir" que l'on précarise les moyens des Régions et Communautés. Je le cite: "Les assainissements que l'on réclame de leur part compromettraient l'avenir de l'enseignement, de la formation, de la créativité dans les activités, bref, des domaines essentiels de la vie des francophones".

Les conclusions du conclave budgétaire sont à mille lieues de ces propos forts. Aujourd'hui, nous pointons du doigt le MR et le PS qui ont accepté le principe d'un "définancement" des Régions et des Communautés, au moment où les enseignants, les étudiants des hautes écoles, les parents qui attendent une crèche pour les écoles, les travailleurs du monde de la culture espèrent enfin pouvoir recevoir un ballon d'oxygène, notamment au sein de la Communauté française. Mon collègue Jean-Marc Nollet reviendra en profondeur sur

2003/86, die evenwel de lidstaten niet de verplichting oplegt hun regelgeving op de minimumregels waarin zij voorziet af te stemmen. Die richtlijn wordt trouwens betwist en door het Europees Parlement aangevochten voor het Hof van Justitie.

Men moet zich dus bezinnen over de uitwerking van een immigratie-beleid dat oplossingen biedt voor de situaties op administratief, familiaal en menselijk gebied die zich voordoen en die onaanvaardbaar zijn voor een rechtsstaat als België.

Ik vind het jammer dat vreemdelingen steeds op een negatieve manier ter sprake komen. De verklaringen van de heer Dewael over de superioriteit van de Europese cultuur ten aanzien van de cultuur rond de islam zullen de toestand er niet op verbeteren.

Ten slotte stelt de eerste minister voor de regeringen van de Gewesten en de Gemeenschappen samen te brengen, teneinde een akkoord over de splitsing van het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde te bereiken. Het echte probleem is evenwel dat geen enkele politicus verantwoordelijk is en dat zowel ten aanzien van de Franstalige als van de Nederlandstalige kiezers. Dat maakt het mogelijk verklaringen af te leggen waarin de geschiedenis en de perceptie van de andere partij worden ontkend.

In die omstandigheden lijkt het ons dan ook bijzonder moeilijk om tot een compromis te komen.

Uit de verklaringen van de heer Giet kunnen we echter afleiden dat men bereid is het gerechtelijk arrondissement te splitsen. Er was echter de rondzendbrief-Peeters en er werd op gewezen dat de faciliteiten niet in de Grondwet verankerd zijn. Wie kan dan nog

cette question. Comment des anciens ministres de la Communauté, M. Demotte, M. Dupont, Mme Onkelinx, comment MM. Hasquin et Michel peuvent-ils souscrire à ce choix?

En ce qui concerne les effets de cette réduction sur le financement de la Région de Bruxelles-Capitale dont on a tant parlé, j'ai bien dû constater que, dans la nouvelle déclaration de majorité, il n'est plus question de l'augmentation de l'accord de coopération comme cela se retrouvait dans l'accord de 2003. On disait alors que l'accord de coopération allait passer de 100 à 125 millions d'euros en 2007. Si je fais un rapide calcul sur ce que pourraient représenter les intentions du gouvernement de se refinancer via les Régions et Communautés et que j'estime que ça coûterait 15 millions d'euros à la Région bruxelloise, on peut dire qu'il y aura 40 millions de manque à gagner pour la Région de Bruxelles-Capitale, qui affronte pourtant une crise grave en matière de logement, en matière de sécurité, etc.

On a déjà eu l'occasion d'en parler, et c'est peut-être l'élément budgétaire le plus important: on a donné ici de grandes explications et on a même assisté à un grand show de M. Daems concernant le fait qu'il s'agit d'un budget en équilibre.

On nous a bien expliqué comment on arrivait à l'équilibre, c'est-à-dire en ne tenant pas compte d'une série d'enjeux importants pour l'avenir et en demandant de l'argent aux Communautés et aux Régions. Mais on ne peut ignorer - comme le Conseil supérieur des Finances vous l'a déjà dit monsieur le premier ministre - que vous rencontrez une difficulté majeure dans l'évolution du solde primaire de l'Etat. Comme d'autres collègues l'ont déjà signalé, nous avons là une évolution plus qu'inquiétante car ce solde primaire est inférieur d'environ quarante pour cent à ce qu'il était il y a six ans. Mon collègue Jean-Marc Nollet reviendra sur cette question qui pose évidemment le problème de la durée du financement et de la prise en compte de la solidarité entre générations.

M. Dewael n'est plus là mais j'aurais voulu revenir sur la question de la réforme du Conseil d'Etat et les modifications en matière de politique d'asile et d'immigration. Le gouvernement a déclaré vouloir créer une section spécifique au Conseil d'Etat pour le contentieux des étrangers et veiller à la simplification des procédures sans remettre en cause les droits de la défense. Faut-il comprendre de ces deux propositions que le ministre Dewael a abandonné l'idée qu'il avait émise de supprimer la procédure de suspension pure et simple en extrême urgence et de supprimer l'exigence qu'il avait avancée d'imposer des avocats avec une expérience de dix ans d'inscription au barreau pour pouvoir traiter les dossiers du contentieux des étrangers? Ces deux propositions du ministre de l'Intérieur étaient catastrophiques pour les droits de la défense puisqu'elles supprimaient purement et simplement tout droit à un recours effectif.

Or, la Belgique avait déjà été condamnée à ce sujet par la Cour de Strasbourg dans l'arrêt Conka. Par ailleurs, ces propositions rendaient difficile, voire impossible, l'accès à un avocat pro deo pour les étrangers en situation d'indigence.

Je suis évidemment consciente du problème de l'arriéré du Conseil d'Etat mais il me faut souligner qu'une des causes de cet arriéré est l'absence de politique, notamment dans le cadre des régularisations,

geloven dat alle inwoners van het huidige arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde blijvend recht zullen hebben op een Franstalige rechtspleging?

Tot slot betreuren we dat de regering niet kiest voor een volksraadpleging over de Europese Grondwet. Beschikt de premier al dan niet over het akkoord van alle geledingen van deze meerderheid om het grondwettelijk verdrag te ratificeren?

Kortom, de eerste minister heeft het opnieuw gehaald, maar voor hoe lang nog? Ons land is blijkbaar tot een status-quo gedwongen. De eerste minister en zijn ministers knutselen, lappen op en – in de meeste gevallen – stellen uit. De regering functioneert zoals in een periode van lopende zaken, terwijl zij van de hernieuwde groei en van het feit dat 2005 een jaar zonder verkiezingen is gebruik zou moeten maken om belangrijke structurele hervormingen door te voeren.

We zullen de regering het vertrouwen dus niet schenken.

et le recours unique pour toute forme de régularisation de séjour à l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Une politique cohérente en matière de traitement des demandes de régularisation, ainsi que la création d'une juridiction administrative de recours en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement permettraient de désengorger le Conseil d'Etat. Une jurisprudence en la matière pourrait ainsi se dégager et permettrait, en amont, un traitement plus rapide des dossiers par l'Office des étrangers et, en aval, un désengorgement du Conseil d'Etat.

Je suis également préoccupée par toutes ces déclarations concernant les abus sur l'obtention de visas, le regroupement familial et par la volonté annoncée d'aligner la législation belge sur la directive européenne 2003/86, qui n'impose pourtant pas de s'aligner sur le minimum qu'elle propose. Par ailleurs, cette directive est contestée et fait l'objet d'un recours de la part du Parlement européen devant la Cour de Justice. Je suis très inquiète du climat se développant autour de ces questions.

S'il y a des abus en matière de visas, qu'on les dénonce, qu'on les explicite. J'entends souvent – la commission du Sénat avait enquêté sur la question – que l'on constatait plutôt une énorme difficulté pour les personnes ayant de la famille en Belgique d'obtenir les visas dans les consulats étrangers. Par ailleurs, je constate également que le mariage reste l'une des seules manières d'accéder au territoire. Par conséquent, il faudrait peut-être réfléchir à une politique de l'immigration qui serait différente de la fausse politique actuelle où l'on ferme les yeux sur le nombre d'illégaux habitant dans le pays, où l'on éprouve des difficultés dans la gestion des dossiers et où l'on constate du retard dans leur traitement. Nous nous retrouvons face à des situations administratives, familiales et humaines inacceptables pour un Etat de droit comme le nôtre! Il serait plus correct de réfléchir en profondeur à ces questions, en gardant en tête les droits auxquels la Belgique souscrit: la Convention de Genève, la Convention européenne des droits de l'homme et la Convention de New-York pour les droits des enfants.

Je regrette que M. Dewael soit parti – il boit sans doute avec son ami Daems.

Je regrette de manière générale que les étrangers soient pointés exclusivement de manière négative. Les déclarations qui m'ont surprise dans le chef de M. Dewael concernant la supériorité de la culture européenne sur la culture liée à l'Islam ne vont pas améliorer les choses. Je ne pense pas qu'on puisse aujourd'hui être naïf à propos de ce qui se passe ou qu'on puisse imaginer qu'une culture se définisse comme étant supérieure à une autre. Le principe d'égalité de l'homme et de la femme est inscrit dans notre Constitution et dans nos lois et il doit être respecté, mais il ne constitue pas une raison d'entrer tout à coup dans un monde "à la Bush" où se déroule une guerre des civilisations.

Je vais terminer en parlant de l'arrondissement électoral et de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles-Hal-Vilvorde qui ne sont pas traités de la même manière dans la déclaration du gouvernement. Pour la scission de l'arrondissement électoral, le premier ministre propose de réunir les gouvernements des Régions et Communautés pour essayer de trouver un accord. En entendant les débats qui ont

lieu ici, je ne peux m'empêcher de me dire que ce n'est pas tant l'asymétrie des majorités qui pose problème dans le fonctionnement de l'État. Ce qui pose vraiment problème, c'est qu'il n'y a aucun homme politique qui soit responsable aussi bien devant les électeurs francophones que devant les électeurs néerlandophones, et qu'on peut donc tenir des propos qui ne tiennent pas compte de l'autre, de l'histoire, des demandes et de la perception de l'autre.

Dans ce cas, arriver à un compromis me semble une chose extrêmement difficile, monsieur le premier ministre. Comme le disait le Pr Beaufays dans une carte blanche de "La Libre Belgique", on est vraiment arrivé au bout de quelque chose qui oppose une conception qui construit une nation et qui a besoin d'un territoire homogène et une conception peut-être pas acceptable, peut-être ancienne, qui est celle des gens qui se disent que le droit d'exister dans sa culture ne peut être refusé, même quand on habite en périphérie de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par contre, en ce qui concerne la scission de l'arrondissement judiciaire, si j'ose dire, les choses semblent faites. Les déclarations de M. Giet vont dans ce sens. Nous allons, à court terme, soit vers une scission, soit vers les premiers pas pour y arriver. Y a-t-il un francophone ici qui peut encore croire, après la circulaire Peeters, après les déclarations sur le fait que les facilités ne soient pas inscrites de manière durable dans la Constitution, que le droit à une justice en français sera garanti de manière durable et indéterminée à tous les habitants de l'actuel arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde? Je pense que dans le climat actuel, c'est extrêmement difficile à croire.

Enfin, en ce qui concerne la ratification de la Constitution européenne, je regrette que le gouvernement ne prenne pas position en faveur de l'organisation d'une consultation populaire portant sur cette question. Dans votre déclaration, il est indiqué qu'une ou des propositions sont discutées au parlement et il n'y a aucune indication permettant de savoir si les parlementaires de la majorité violette vont soutenir ces propositions.

De plus, le gouvernement fait semblant d'ignorer l'importante prise de position de M. Di Rupo, président du parti socialiste, qui déclarait, il y a une dizaine de jours, qu'il n'était pas certain que les socialistes ratifieraient le Traité. Cela n'a pas manqué de nous étonner puisque M. Di Rupo a approuvé le texte de la Constitution issu de la Convention pour l'avenir de l'Europe, dont il était membre. Vous semblez dire dans votre déclaration de majorité que vous avez l'accord de l'ensemble des composantes de cette majorité pour ratifier le Traité constitutionnel. Je voudrais, monsieur le premier ministre, avoir une confirmation sur ce point.

En conclusion, cela fait maintenant presque un mois que la "Verhofstadt Academy" occupe les écrans, enfermée tantôt au Lambermont, tantôt au 16, rue de la Loi pour tenter de coucher sur papier le prétendu ambitieux programme qu'elle réservait à la Belgique pour 2005.

Certes, le premier ministre sauve sa tête. Pour combien de temps? Mais le pays est condamné à faire du "sur place". Or, vous l'avez dit: "qui n'avance pas recule".

Cette petite maxime, prononcée de façon quasi anecdotique hier, s'applique comme un boomerang au contenu global de votre déclaration. Le premier ministre et son gouvernement bricolent, colmatent, et - pour l'essentiel - reportent. Le gouvernement se comporte comme un gouvernement d'affaires courantes, alors qu'il devrait profiter du retour à la croissance et du fait que 2005 est l'une des rares années sans élections pour décider des réformes structurelles importantes que les citoyens sont en droit d'attendre d'un gouvernement digne de ce nom.

Verhofstadt II a peut-être provisoirement sauvé la face. Reste qu'il ne dirige plus qu'un gouvernement impuissant face aux défis urgents qui se présentent à nous. Il est donc bien clair que nous ne voterons pas la confiance à ce gouvernement.

De **voorzitter**: Er zijn nog twee sprekers om de eerste ronde te beëindigen, met name de heren De Groote en Cocriamont.

Puis nous aurons une réplique avec éventuellement des répliques sur la réplique. On verra bien.

Mijnheer De Groote, u hebt het woord.

01.34 Patrick De Groote (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, dames en heren ministers, collega's, 21 september was de datum waarop u ons beloofde uw state of the union af te leggen. Gisteren, bij uw beleidsverklaring, dacht ik nog even: "Komt hij of komt hij niet?" Met het DHL-verhaal in gedachten weten we immers maar nooit of er nog een of ander pakje komt overgevlogen. Een tweede vraag die rees was: "Als hij komt, heeft hij dan de beleidsverklaring bij en is men het daar wel roerend mee eens?"

Welnu, drie weken na de vooropgestelde datum is de beleidsverklaring er. Geef toe, mijnheer de eerste minister, dat die datum een kleine misrekening was. De beleidsverklaring werd wat uitgesteld, maar in ruil mochten we ons verwachten aan een regeerverklaring die vernieuwend zou zijn en concreet zou ingaan op de problemen waarmee we vandaag worden geconfronteerd. Wie daarin geloofde, kwam echter bedrogen uit.

Geachte collega's, de beleidsverklaring bevat nauwelijks een echte aanzet om jobs te creëren, om de tekorten in de ziekteverzekering aan te pakken, laat staan om de communautaire problemen op te lossen. De enige zekerheden die we hebben, zijn belastingen. Of ze al of niet nieuw zijn, laat ik nog achterwege. Het zijn echter belastingen, waarvan we zeker weten dat ze er komen.

Op Brussel-Halle-Vilvoorde, DHL en de jobs wachten we nog. We zijn trouwens in blijde verwachting. Vergeet immers niet dat we nog altijd zwanger zijn van de beloofde 200.000 jobs, waarvan de bevalling er maar niet aankomt.

Net zoals u een plan had om DHL op te lossen en een plan om Brussel-Halle-Vilvoorde op te lossen, volgt er nu een plan voor een evenwichtige begroting, een plan voor de aanpak van de vergrijzing, een plan voor de aanpak van de werkloosheid, een plan dat werkgelegenheid zou moeten creëren, enzovoort.

01.34 Patrick De Groote (N-VA): Trois semaines après la date prévue, nous avons donc pu entendre la déclaration de politique générale du premier ministre. Mais cette déclaration n'est absolument pas novatrice et n'aborde pas les problèmes concrets auxquels notre pays est confronté. Elle n'est en rien un encouragement à la création d'emplois nouveaux, à la résorption des déficits de l'assurance maladie ou à l'aplanissement des différends communautaires. Les problèmes DHL et BHV restent sans solution. Et quant à la promesse de créer 200.000 emplois nouveaux, elle n'a pas été tenue à ce jour. La seule chose dont on soit certain avec ce gouvernement, c'est qu'il va instaurer de nouvelles taxes.

Mais il n'a pas pris de mesures structurelles pour assainir les finances de l'Etat. Et malgré plusieurs taxes et économies, le solde primaire est descendu à 4,5%. Il se targue d'avoir fait sortir du rouge les finances publiques depuis cinq ans mais il n'a pu y parvenir qu'en prenant des mesures ponctuelles telles que la reprise du fonds de pensions de

Na het aanhoren van uw beleidsverklaring gisteren stel ik vast dat u geen regering bent van planmakers. Ik ben geneigd te zeggen dat u veeleer laat uitschijnen een regering te zijn van plantrekkers. Dat is toch wel een merkwaardig verschil.

Ik zie geen structurele maatregelen voor de gezondmaking van de overheidsfinanciën. Er komen enkele besparingen en enkele belastingen of taksen bij. Intussen daalt vanaf 2002 echter jaar na jaar het primair saldo, dat nu uitkomt op 4,5%.

Mijnheer de eerste minister, u stelde er fier op te zijn dat uw regering reeds vijf jaar de overheidsfinanciën uit de rode cijfers hield. Ik herinner u eraan dat u daar telkens in gelukt bent met eenmalige maatregelen zoals vorig jaar met het Belgacom-pensioenspaarfonds.

Dit jaar had u bijna opnieuw een wit konijn uit de hoed getoverd met de fiscale amnestie. Het werd echter een grandioze flop. Minister Vande Lanotte heeft een nieuwe truc waarbij de belastingzondaars van kwijtschelding van boetes of intresten kunnen genieten indien ze hun achterstallen geheel of gedeeltelijk betalen. Hij hanteert het streefdoel van 345 miljoen euro. Met de vorige resultaten in het achterhoofd vraag ik me echter af wat daar binnenkort nog van zal overblijven!

N-VA vraagt structurele maatregelen en een toekomstvisie en dan vooral in de werkgelegenheid als inkomstenbron en in de sociale zekerheid als een rem op de groeiende uitgaven.

Voorts wordt de begroting voor een groot deel opgelost door het uitstellen van maatregelen. Deze regering voert een beleid door geen beleid te voeren of het non-beleid van Verhofstadt: eerst iets aankondigen om het vervolgens uit te stellen! Ik herinner u eraan dat in ons land in september 840 bedrijven over kop gingen, over heel het jaar gerekend hebben reeds 5.900 bedrijven hun deuren moeten sluiten. Dit is 5% faillissementen meer dan vorig jaar. Vorig jaar klonk hier nog "Werk, werk, werk". Ik zal niet herhalen wat de heer De Crem terzake reeds gezegd heeft. Hij kan dat beter dan ik en was er vorig jaar ook reeds bij.

Sinds 1995 is de werkloosheid nog nooit zo hoog geweest. 812.613 mensen zijn werkloos. 13,2% van de arbeidsbevolking heeft geen job. In Vlaanderen is 8,8% werkloos, in Wallonië 18,9% en in Brussel 21,9%. Ik wens een pleidooi te houden voor het scheppen van een mogelijkheid tot het afsluiten van Vlaamse en Waalse CAO's. Dit lijkt me de enige manier om het structureel verschil tussen arbeid in Vlaanderen en in Wallonië aan te pakken. De werkloosheidscijfers in Wallonië hebben ook te maken met het hoog percentage ongekwalificeerde schoolverlaters. Een kwart van de Waalse werklozen heeft nog nooit een baan gehad. In Vlaanderen is dit slechts 6%. Men kan niet naast de grote verschillen kijken. Grote verschillen vergen ook een specifieke aanpak. Men geeft een dove geen bril. Ik bedoel hiermee, het juiste medicijn voor een welbepaalde ziekte.

Wij hebben vandaag allemaal gehoord dat de uitgaven in de sociale zekerheid op alle vlakken stijgen: op het vlak van de geneesmiddelenconsumptie, op het vlak van de ziekenhuizen, op het vlak van de artsenhonoraria. De afgelopen dagen hoorden wij

Belgacom l'an dernier. Le ministre Vande Lanotte annonce aujourd'hui la perception d'arriérés d'amendes et d'impôts pour un montant de 345 millions d'euros.

Nous demandons des mesures structurelles afin de faire de l'emploi la première source de recettes. Nous demandons une vision d'avenir et une réduction des dépenses croissantes dans le domaine de la sécurité sociale.

La politique du gouvernement consiste à ne mener aucune politique. Les mesures annoncées ne sont jamais mises en oeuvre ou sont toujours reportées.

Il y a 5% de faillites de plus que l'année dernière. Plus de 13% de la population active belge est sans emploi: 8,8% en Flandre, 18,9% en Wallonie et 21,9% à Bruxelles. C'est pourquoi je souhaite que la Flandre et la Wallonie puissent conclure leurs propres CCT. C'est la seule manière de remédier de façon différenciée aux différences structurelles du marché de l'emploi.

Les dépenses de sécurité sociale augmentent à tous les niveaux: la consommation de médicaments, le financement des hôpitaux et les honoraires des médecins sont de plus en plus élevés. Le déficit des soins de santé s'élève à 600 millions d'euros. Comment va-t-on maîtriser de telles dépenses sur le plan structurel avec une population vieillissante?

Nous nous attendions à ce que le ministre cherche activement à identifier les causes de ces différences inexplicables en matière de sécurité sociale. Le ministre Vandebroucke n'a pas pu le faire car le PS s'y opposait. M. Demotte veut à nouveau intervenir dans le domaine de la prévention, une compétence que les Communautés exercent avec succès. Le niveau fédéral n'est pas en mesure de maîtriser les

waarschuwingen over een tekort van 600 tot 650 miljoen euro, dus meer dan een verdubbeling van het tekort. Dat zou nochtans onder controle worden gehouden. Ik vraag mij af hoe men dat zal doen. Hoe zal men die tendens structureel ombuigen met een verouderende bevolking wanneer de artsen nu reeds klagen dat ze te weinig worden betaald? De ziekenhuizen klagen dat ze ondergefinancierd zijn. Het merendeel van de ziekenhuizen zat vorig jaar in de rode cijfers. Bovendien is er de stijgende consumptie. Wat stelt de regering bijvoorbeeld voor om de overconsumptie van geneesmiddelen weg te werken? Ik vind daarover niets terug.

Ik geef een klein voorbeeld. Het onverantwoord gebruik van antibiotica in Wallonië is een dubbele hypotheek voor de toekomst. België heeft ondertussen de grootste antibioticaconsumptie in Europa. Daartegenover staan dan de stunts, gratis tandartsbezoeken en de terugbetaling van anticonceptiva zonder dat er enige wetenschappelijke aanwijzing is dat die tienerzwangerschappen doet verminderen.

Wat wij van de minister hadden verwacht, is dat hij actief op zoek ging naar de niet-verklaarbare verschillen in de meeruitgaven van de sociale zekerheid, wat de heer Vandenbroucke niet kon, omdat de PS dwars lag. In de aanloop van de federale verkiezingen dreigde de heer Vandenbroucke zelfs nog om de sociale zekerheid te splitsen. Wat de heer Vandenbroucke niet kon, zou de heer Demotte komen doen. Wij vinden echter niets terug van de maatregelen die de niet-verklaarbare meeruitgaven terugschroeven. In de plaats daarvan lezen wij in de regeringsverklaring dat de minister de maatregelen alleen nog wil uitbreiden door een preventiestrategie op te bouwen. De Gemeenschappen verzorgen sinds jaar en dag de preventieve geneeskunde en Vlaanderen slaagt daar wonderwel in. De federale regering zorgt voor de curatieve geneeskunde. Zij slaagt er niet in om daarin evenwicht te krijgen. Nu wil ze opnieuw de rol van de Gemeenschappen overnemen. Eigenlijk is het probleem snel opgelost wanneer de hele gezondheidszorg wordt overgedragen aan de deelstaten. Die zijn daarvoor trouwens grondwettelijk bevoegd.

Een ander heikel punt dat is uitgesteld, is de vergrijzingsproblematiek. Ten eerste, het Zilverfonds wordt nog steeds gestijfd door eenmalige kapitaalinjecties en niet door een vaste financiering. Ten tweede, in de beleidsverklaring vinden wij zeer weinig maatregelen die daadwerkelijk de vervroegde uittreding tegengaan. Ik moet de heer Dewael feliciteren. De eerste commissievergadering die ik hier bijwoonde, was die over de ramp in Gellingen. Ik stel vast dat de heer Dewael 15% meer van zijn budget aan de brandweer zal besteden. Wij pleiten zeker voor de herwaardering van de vrijwillige brandweer. Spijtig genoeg gebeurt een en ander pas na een ramp.

In het regeerakkoord 2003 was nog bepaald dat men zou streven naar een maximale integratie van de veiligheidszorg en de hulpverleningsdiensten, zonder bijkomende kosten. Wij vragen ons af, collega's, of op langere termijn, naar analogie van de politiehervorming, de factuur van de statutenwijziging niet zal worden doorgeschoven naar de gemeenten. Wij hopen van niet.

Wat de beleidsverklaring betreft, kan ik niet anders dan vaststellen dat onze eerste minister af en toe in een andere wereld leeft, een virtuele wereld die niet de onze is. Hij blijkt namelijk geen kennis te

dépenses afférentes à la médecine curative. C'est pourquoi nous proposons de confier l'ensemble des soins de santé aux Communautés auxquelles la Constitution attribue cette compétence.

En ce qui concerne le problème du vieillissement, il s'avère que le Fonds de vieillissement n'est toujours pas financé par des contributions stables. Une injection de capital unique est insuffisante. En outre, il existe peu de mesures efficaces pour combattre les départs anticipés.

Le budget pour les services d'incendie sera augmenté de 15%. Nous préconisons une revalorisation des corps de pompiers volontaires. Nous espérons que la facture du changement des statuts du personnel pour la gestion de la sécurité et les services de secours ne devra pas être supportée à terme par les communes, comme cela a été le cas pour la réforme des polices.

Le premier ministre vit dans un monde virtuel car il ne connaît apparemment pas les engagements de son parti en ce qui concerne la scission de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde. L'accord de gouvernement flamand ne prête pas à confusion à ce sujet. Les propositions de loi ont été déposées et suivront la procédure parlementaire habituelle. Pourquoi le premier ministre parle-t-il encore alors d'un forum?

hebben van dat waartoe zijn partij zich geëngageerd heeft door het indienen van het gemeenschappelijk wetsvoorstel voor de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde. Nochtans is het Vlaamse regeerakkoord zonneklaar. De wetsvoorstellen tot splitsing zijn ingediend en krijgen vervolgens hun beslag via de normale parlementaire behandeling. Dat werd eergisteren nog ondertekend. Wat baalt u dan over een forum en wat baalt u dan over een commissie?

01.35 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Er werden inderdaad wetsvoorstellen ingediend, maar wat u zegt is niet helemaal juist. Er is één wetsvoorstel, of een cluster van wetsvoorstellen, ingediend in verband met de splitsing van het kiesarrondissement. Oorspronkelijk was er echter het zeer uitdrukkelijk engagement, zowel van de partijvoorzitters als van de Vlaamse regering, dat er ook een voorstel in verband met het gerechtelijke arrondissement ingediend zou worden. Waar is dat? Kunt u daar uitleg bij geven?

01.36 Patrick De Groote (N-VA): Daar zal ik het straks over hebben.

01.37 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Ik hoop het.

01.38 Patrick De Groote (N-VA): Helemaal hallucinant is de suggestie van de eerste minister om de behandeling van de voorstellen voor de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde te koppelen aan een ruime bespreking van – ik citeer: “andere voetangels die nu al decennia lang de communautaire pacificatie in de weg staan”. Uw partij heeft het wetsvoorstel mee ondertekend. Ik hoop niet dat u nu plots partijloos wordt. Wat in uw beleidsverklaring staat, is onverenigbaar met wat de VLD mee heeft vastgelegd in het Vlaamse regeerakkoord. Wij houden ons alvast aan onze afspraken.

Ook wat de splitsing van het gerechtelijke arrondissement betreft, doet de eerste minister net alsof er geen consensus is tussen de Vlaamse partijen. Die is er dus wel. Hij moet eens dringend het Vlaamse regeerakkoord erop nalezen. Het voorstel wordt binnenkort ingediend.

Uw politieke partij, mijnheer de eerste minister, staat voor belastingverlaging, maar zij slaagt er alweer in om de concurrentiepositie van de bedrijven te verminderen door bijkomende belastingen op bedrijfswagens. De bedrijfswagen is meestal een vorm van loon. Het gaat dus andermaal om een belasting op arbeid. Het is het omgekeerde van wat deze regering beoogt, te weten: het verlagen van de lasten op arbeid. Nu al heeft België met een verhouding van 263% tussen bruto- en nettolonen de hoogste last op arbeid, de hoogste van de hele Europese Unie.

De feitelijke verhoging van de loonkosten zal het creëren van jobs door ondernemingen nog moeilijker maken. Bovendien zullen de kosten van die maatregel door het bedrijfsleven ongetwijfeld worden doorgerekend aan wie vandaag nog het geluk heeft te mogen werken. Ik denk dat de actieve welvaartstaat hiermee verder weg lijkt dan ooit. Snoeien in uitgaven is federaal blijkbaar heel moeilijk en ondenkbaar. Ik denk dat u heel braaf aan het handje van de PS meeloopt en eens te meer de Vlaamse middenklasse laat betalen.

De vorige regering zei dat er geen communautaire tegenstellingen

01.35 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Plusieurs propositions ont été déposées pour l'arrondissement électoral, mais non pour l'arrondissement judiciaire.

01.38 Patrick De Groote (N-VA): L'arrondissement judiciaire sera également scindé selon l'accord de gouvernement flamand, qui a par ailleurs également été signé par le VLD. Le premier ministre associe la scission à la discussion de certains points critiques qui entravent depuis des décennies déjà la pacification communautaire. Le contenu de la déclaration de politique fédérale est incompatible avec l'accord de gouvernement flamand. Nous restons fidèles à nos engagements.

Le parti du premier ministre préconise une réduction de la pression fiscale mais voilà qu'il parvient à affaiblir encore la compétitivité des entreprises en imposant une cotisation supplémentaire sur les voitures de société. Les charges sur le travail sont de nouveau alourdies. Est-ce ainsi que l'on crée un Etat social actif? Les entreprises vont reporter sur leurs collaborateurs les coûts de cette mesure. Le gouvernement ne parvient pas à rogner sérieusement sur les dépenses. De toute évidence, il est plus facile de lever des impôts.

Le précédent gouvernement

meer waren. De sfeer was nog nooit zo goed. Mijnheer de eerste minister, u hebt gelijk. Buiten de tegenstellingen op het vlak van justitie, financiën, werkgelegenheid, fiscaliteit, sociale zaken, volksgezondheid, ecologie, DHL, mobiliteit, NMBS, Copernicus, defensie, veiligheid en migratie ken ik geen andere tegenstellingen. Is er nog iets dat we niet in het Forum kunnen brengen, met uitzondering natuurlijk van Brussel-Halle-Vilvoorde?

Collega's, Wallonië en Vlaanderen hebben andere behoeftes, andere mogelijkheden, andere interesses alsook andere problemen. Elke gemeenschap, zowel de Vlaamse als de Waalse, heeft haar eigenheid en verdient respect. De aanpak van onze problemen inzake werkgelegenheid, gezondheidszorg enzovoort is niet dezelfde voor de twee gemeenschappen. Het wordt hoog tijd dat elke gemeenschap haar eigen beleid kan bepalen en daarvoor de eigen financiële verantwoordelijkheid draagt.

De **voorzitter**: Mijnheer De Groote, het is vandaag niet alleen uw verjaardag, u hebt vandaag ook uw maidenspeech gehouden. *(Applaus)*

01.39 Patrick Cocriamont (FN): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs les ministres et députés, si la direction que suit notre pays n'était pas aussi catastrophique, les membres du Front national s'esclafferaient du pétrin dans lequel M. Verhofstadt ainsi que les ministres et les responsables des partis traditionnels pataugent. Malheureusement, c'est notre peuple tout entier qui pâtit de l'incurie du gouvernement.

Les dossiers actuels, DHL et scission de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde, illustrent bien l'incapacité des leaders politiques à diriger la nation. Face à tant de problèmes irrésolus, le premier ministre nous présente un programme gouvernemental dont les buts oscillent entre tentative de survie du gouvernement et fin de règne. Ce programme ne satisfait pas le Front national. L'autosatisfaction du gouvernement esquive de nombreux problèmes importants et, par ses envolées et promesses lyriques, ressemble plus à un programme électoral des partis traditionnels qu'à un document de travail. Il brille par des vœux pieux et est basé sur des statistiques souvent très éloignées des réalités quotidiennes de la ménagère.

Il est certes important de savoir s'il y a ou non croissance du PIB ou du PNB mais il est mille fois plus important, du moins si l'on se proclame démocrate, de savoir si le pouvoir d'achat de notre peuple est en hausse ou en baisse. Or, il est en baisse. L'augmentation des salaires ne suivant pas l'augmentation des prix, le peuple travailleur est donc plus pauvre de mois en mois.

Oui, monsieur le ministre, la Belgique est en voie de paupérisation. Vous nous parlez de 39.000 emplois supplémentaires, du moins

déclarait qu'il n'y avait plus de différends communautaires. La réalité est plutôt qu'il existe des différends communautaires en matière de mobilité et de sécurité routière, de justice et de défense, concernant DHL et l'environnement, l'emploi et les soins de santé, le plan Copernic et l'immigration. En réalité, on pourrait discuter de tout dans le cadre du Forum. Sauf de la scission, bien sûr, car il y a un accord là-dessus.

Les besoins, les intérêts et le potentiel ne sont pas les mêmes en Flandre et en Wallonie. Le temps est venu de laisser chaque communauté déterminer sa propre politique et assumer sa responsabilité financière.

Le **président**: Je félicite M. De Groote, non seulement à l'occasion de son anniversaire, mais aussi de son maiden speech. *(Applaudissements)*

01.39 Patrick Cocriamont (FN): De ministers en de verantwoordelijken van de traditionele politieke partijen zitten in de knoei en de hele bevolking is het slachtoffer van het wanbeleid van de regering. Het DHL-dossier en het dossier betreffende de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde tonen aan dat de politieke leiders niet bij machte zijn de natie te leiden. Tegenover al die onopgeloste problemen stelt de premier een minimum-programma.

Het hangt aaneen van vrome wensen en gaat uit van statistieken die vaak mijlenweg van de dagdagelijkse realiteit verwijderd zijn. Het is ongetwijfeld belangrijk te weten of het BBP en het BNP stijgen, nog duizendmaal belangrijker echter is of de koopkracht van de bevolking toeneemt. Die gaat er echter op achteruit en ons land zinkt weg in de armoede. U hoopt voor 39.000 extra jobs te zorgen. Kan u ons

avouez-vous qu'il s'agit d'un espoir. Je ne doute pas que vous soyez capable de faire baisser le chômage, du moins dans les statistiques. Mais pouvez-vous nous promettre que ces emplois nouveaux seront synonymes, pour les personnes engagées par les entreprises, d'une amélioration notable du niveau de vie ou s'agira-t-il d'emplois précaires sous-payés? Au fait, ne nous parliez-vous pas, voici deux ans, de 200.000 emplois nouveaux que vous alliez créer grâce à votre programme ultra-libéral? Afin de régler les conflits communautaires, vous prévoyez la création d'un forum. Il s'agit évidemment ici, dans un pays qui a déjà un trop grand nombre d'institutions, d'instaurer un "fromage" de plus. Savoir à quel niveau chaque tâche incombe doit dépendre des lois et non d'un forum de beaux parleurs. Le grand défi de votre agenda socio-économique est de mobiliser les travailleurs âgés le plus longtemps possible.

Ils méritent pourtant, au terme d'une existence bien remplie, le repos, pension ou prépension. Hélas, les jeunes issus de l'immigration censés les remplacer - la comptine officielle - ne feraient-ils pas défaut? Peut-on en conclure que l'intégration que prônent les laquais du mondialisme est un échec? On nous prétendait pourtant jadis que l'immigration extra-européenne était la solution au règlement des pensions. D'aucuns pourraient prétendre aujourd'hui qu'il n'en est rien et assureraient même - qui sait? - que l'immigration extra-européenne coûte cher au pays mais ne lui rapporte rien.

Toutes les mesures, tous les plans, toutes les réformes concernant l'élaboration du fonctionnement du marché du travail sont voués à l'échec si l'on ne protège pas d'abord l'emploi, l'emploi des Européens. Pour ce faire, il est indispensable de voter des lois sanctionnant les délocalisations, sources de chômage et de misère pour les gens de chez nous. Je vous demande d'en prendre l'initiative puisque vous en avez le pouvoir.

Votre déclaration concernant les nouveaux besoins sociaux et déficits de société brille par son cynisme et son manque d'audace. Majorer de 1% l'allocation des personnes handicapées ou en situation précaire relève de la fumisterie ou de l'humour noir. Qu'est-ce que ce 1% par rapport aux bénéfices annuels des banques ou aux salaires cumulés de certains politiciens du système? Puisque aujourd'hui aucun député socialiste n'ose dénoncer l'injustice, c'est au représentant du Front national qu'incombe cette tâche.

Rapidement dépassées par l'augmentation des prix, les pseudo-améliorations de la coalition socialo-libérale n'apparaîtront bien vite aux yeux de nos compatriotes que comme des mesures camouflées de régression sociale. Pas de politique sérieuse pour le gouvernement violet! On ne parle que d'objectifs réalistes, de concertation avec le secteur pétrolier et de solutions en deçà de celles envisagées dans les pays voisins. Ah oui, diminuer les accises sur les limonades! Ne me dites pas que vous touchez aussi chez Coca-Cola!

De tous les satisfecit que vous vous accordez, celui sur la sécurité est le plus choquant. Lorsque, dans la plupart des commissariats, on explique que, pour une question de statistiques relatives à l'insécurité, il y a peu de chance qu'une plainte aboutisse, il ne faut pas s'étonner que lesdites statistiques ne représentent rien. Il est vrai que dans les villes les plus touchées par le banditisme, le nombre d'agressions a

echter ook verzekeren dat de mensen die in bedrijven worden aangeworven, daar beter van zullen worden? Kondigde u, twee jaar geleden, niet 200.000 extra jobs aan dankzij uw ultraliberaal programma?

U wil de communautaire geschillen door een forum laten behandelen. Het is dus de bedoeling nog een bijkomend orgaan op te richten in een land waar er al te veel instellingen zijn. Uw grote uitdaging bestaat erin een beroep te doen op de oudere werknemers, terwijl die na een drukke loopbaan aan een welverdiende rust toe zijn. Is het niet zo dat de migrantenjongeren het op dat gebied laten afweten? Mag men daaruit besluiten dat de integratie die door de lakeien van het mondialisme wordt bepleit, op een mislukking is uitgedraaid? Men moet in de eerste plaats de werkgelegenheid van de Europeanen beschermen, en daartoe moeten de delocalisaties worden veroordeeld.

Uw verklaring met betrekking tot de nieuwe maatschappelijke behoeften en uitdagingen is bijzonder cynisch en wordt gekenmerkt door een gebrek aan durf. Het is ronduit belachelijk de uitkeringen voor gehandicapten of kansarmen met 1% op te trekken. Onze medeburgers zullen al snel inzien dat die pseudo-maatregelen van de paarse coalitie, die al snel zullen worden tenietgedaan door de verhogingen van de prijzen, niet meer inhouden dan een verkapte sociale achteruitgang.

Van alle lof die u zichzelf toezwaait stinkt die over het veiligheidsbeleid wel het hardst. In de steden die het meest geteisterd worden door banditisme is het aantal gevallen van agressie weliswaar gedaald maar in de omliggende steden nam de agressie dan weer toe. We moeten het kwaad bij de wortel vatten: de permissieve en decadente samenleving. Op het

diminué. Oui, mais pour augmenter dans les cités périphériques!

Affirmer les dispositions de remaniement des polices, c'est bien. Développer les effectifs et le matériel de la police, c'est mieux encore. Mais tout cela ne sert à rien si on ne s'attaque pas à la racine du mal: la société permissive et décadente.

Dans le même ordre d'idées, les mesures prises à l'encontre du terrorisme potentiel nous paraissent raisonnables, encore ne faut-il pas susciter ce terrorisme en s'engageant dans des guerres sans issue telle cette mission de maintien de l'ordre en Afghanistan. Il est hypocrite de prétendre ne pas vouloir faire la guerre en Irak tout en remplaçant, à Kaboul, des troupes américaines en partance pour Bagdad.

Avouez, monsieur le premier ministre, que la partie justice de la déclaration de politique générale est un simple "copier-coller" de la déclaration précédente. Certes, les problèmes spécifiques à l'année en cours y ont été ajoutés, mais les problèmes récurrents semblent insolubles pour votre gouvernement.

L'Europe: un rêve se concrétise. Oui, effectivement, mais vous voulez en faire un cauchemar. En plaçant pour que les négociations pour l'adhésion de la Turquie soient lancées dès l'an prochain, vous dénaturez l'Europe, vous manifestez votre méconnaissance profonde de notre histoire, de notre culture et de nos traditions. La Turquie, monsieur le premier ministre, ce n'est pas l'Europe. De l'empire ottoman, bourreau des peuples slaves, à la république laïque mais aussi islamique d'aujourd'hui, ce pays fut toujours l'ennemi de nos patries européennes. Il est certes un pion majeur sur l'échiquier yankee, mais il n'a rien d'européen.

Monsieur le premier ministre, en 1999, vous aviez déclaré: "Avec moi le pays va rentrer dans le XXI^{ème} siècle". Ce qui pouvait passer pour une douce lapalissade se transforme, cinq ans plus tard, en tragédie. Avec vos projets de gouvernement, nous retournons au XIX^{ème} siècle et à l'époque la plus noire du libéralisme.

Le président: Nous venons d'entendre le "maidenspeech" de M. Cocriamont.

J'ai fini un premier tour. Ik geef het woord aan de eerste minister.

01.40 Eerste minister **Guy Verhofstadt:** Mijnheer de voorzitter, eerst en vooral wil ik de collega's die tot hertoe in het debat zijn geïntervenieerd, bedanken. Ik zal niet herhalen wat ik deze voormiddag aan de heer De Crem antwoordde, met name dat ik zijn betoog een nogal persoonlijk gekleurd en verzuurd jaaroverzicht vond dat voornamelijk over het verleden ging en weinig over de toekomst. Ik wil evenwel kwijt dat ik het betreurt dat de aangereikte hand van de regering en van de meerderheid, gisteren, om samen met de Gewesten en de Gemeenschappen te zoeken naar een oplossing voor het dossier Brussel-Halle-Vilvoorde en voor de problemen die daar uiteraard voor een stuk mee te maken hebben, niet werd aangenomen.

De heer Annemans gaf daarnet een fantastische definitie van democratie. Ik weet niet of u dat is opgevallen. Volgens hem bestond democratie er heel eenvoudig in om er in het Parlement voor te

vlak van de terrorismebestrijding werden volgens ons de geschikte maatregelen getroffen. Maar we mogen het terrorisme niet uitlokken door troepen te sturen naar Afghanistan om er de Amerikaanse soldaten af te lossen die naar Irak worden verplaatst.

Het hoofdstuk "Justitie" verschilt in niets van wat er in de vorige verklaring stond.

Door te pleiten voor het aanknopen van onderhandelingen met Turkije in de loop van volgend jaar wil u van de Europese droom een nachtmerrie maken. U heeft duidelijk niets geleerd uit onze geschiedenis, beschaving en gebruiken. Turkije mag dan wel een belangrijk schaakstuk zijn voor de yankees, maar het heeft niets gemeen met Europa.

Uw regeringsprojecten betekenen een terugkeer naar de 19^e eeuw en naar de zwartste bladzijden van het liberalisme.

01.40 **Guy Verhofstadt,** premier ministre: Je trouve qu'en intervenant comme il l'a fait, M. De Crem s'est surtout attaché à régler des comptes personnels, animé d'un sentiment d'aigreur et ressassant le passé. Je déplore qu'il refuse la main tendue du gouvernement dans le dossier de Bruxelles-Hal-Vilvoorde. Un dialogue communautaire ouvert est pourtant la seule solution.

M. Annemans a une curieuse conception de la démocratie, puisqu'il estime qu'un groupe

zorgen dat anderen uw ideeën overnemen. Voor mij komt deze definitie eerder neer op een eenpartijstaat, een dictatuur. Ik heb een andere mening over democratie dan het vestigen van een dictatuur waarbij iedereen in dit halfrond dezelfde mening erop nahoudt. Mijn idee over democratie is een Parlement met een schakering van ideeën, waar debatten en discussies worden gevoerd en met een meerderheid tegenover een minderheid. Mijnheer Annemans, tot nader order behoort u nog altijd tot de minderheid. Ik hoop dat het zo blijft en daar zal ik alles voor doen. Een minderheid dus, die inderdaad probeert op het ongenoegen te kapitaliseren en voornamelijk wil inspelen op iets wat bij vele mensen leeft, met name de angst voor het vreemde, voor iets wat buiten henzelf ligt. Dat is wat u probeert te doen. Ik hoop in elk geval dat dit niet de definitie is van democratie, mijnheer De Crem, die wij in elk geval wat dat betreft toch nog altijd – hoop ik – delen.

Ik herhaal dat ik het betreurt dat de aangereikte hand niet werd aangenomen om, op basis van verantwoordelijkheid en dialoog, de problemen in ons land trachten op te lossen, onder meer het probleem van Brussel-Halle-Vilvoorde waarvoor ik Gewesten en Gemeenschappen rond de tafel uitnodig. Jammer genoeg hebt u deze morgen opnieuw gedurende bijna een uur nogal verzuurd over het verleden gepraat, in plaats van samen naar de toekomst te kijken.

Wees gerust, collega's: ik zal niet ingaan op wat de heer Annemans in zijn jaarlijkse show heeft opgevoerd, niet gespeend van enig talent overigens. Elk jaar haalt hij een nieuwe mythische figuur naar boven. Eerlijk gezegd, eerder dan Ikaros heb ik mij de voorbije weken, met mijn gekwetste ribben, als Sisufus gevoeld.

Mijnheer Annemans, misschien heb ik het resultaat van de regionale verkiezingen inderdaad onderschat, maar u heeft zichzelf overschat, de ganse oppositie heeft zich overschat. Zij dachten dat, omwille van het resultaat van de regionale verkiezingen, er hier vandaag geen meerderheid en geen regering meer zouden zijn die een begroting in evenwicht konden voorstellen. Dat is uw overschatting!

Mijnheer de voorzitter, de oppositie heeft gedacht dat die regering, die meerderheid als een pudding in elkaar zou zakken, dat zij niet meer in staat zou zijn een begroting naar voren te brengen, dat zij niet meer in staat zou zijn een kader aan te reiken om het eindeloopbaandebat te voeren en dat zij niet meer in staat zou zijn hier een federale beleidsverklaring af te leggen.

Mijnheer De Crem, met betrekking tot DHL neem ik de handschoen op. Als er voldoende medewerking kan zijn van de regionale entiteiten en als DHL zelf ook meewil, wat ook nodig is, dan ben ik ervan overtuigd dat het moet lukken met de voorstellen die de federale regering heeft gedaan. Ik wil toch zeggen dat de federale regering in dit Parlement telkens aan de beide regionale regeringen en aan DHL volledig uitgewerkte voorstellen heeft gedaan. Ik kan niet meer doen dan dat, ik kan alleen maar met mijn meerderheid en met de partijen rond de tafel gaan zitten en met deze regering dit dossier op een positieve wijze proberen op te lossen. Als we daaraan samen werken, over de grenzen van meerderheid en oppositie heen, over de grenzen van de verschillende federale entiteiten en deelregeringen van ons land heen, moet dat volgens mij de komende weken en maanden kunnen lukken.

parlementaire doit veiller à ce que les autres partis se rallient à ses prises de position. Moi, j'ai l'impression que c'est plutôt la caractéristique d'un Etat connaissant le régime du parti unique. Je pense personnellement que dans une démocratie, le Parlement est le reflet d'une mosaïque d'idées, avec une majorité et une minorité. M. Annemans fait toujours partie de ce genre de minorité qui exploite le mécontentement et la peur de l'étranger.

Il a fait son petit show comme chaque année, non sans un certain talent, je le reconnais. Tous les ans, il convoque un personnage de la mythologie. Mais quant à moi, avec mes côtes fêlées, je me suis senti, au cours de ces dernières semaines, bien davantage dans la peau de Sisyphe que d'Icare !

En effet, j'ai peut-être sous-estimé l'incidence des élections régionales. Mais M. Annemans, ainsi que l'ensemble de l'opposition, s'est quant à lui surestimé. Il pensait assurément qu'il n'y aurait plus de gouvernement aujourd'hui, et a fortiori un gouvernement pouvant présenter un budget en équilibre.

Si les gouvernements régionaux et l'entreprise DHL elle-même se montrent de bonne volonté, une solution doit pouvoir être apportée à ce dossier, au-delà des divergences entre la majorité et l'opposition. Rappelons que le gouvernement fédéral a formulé plusieurs propositions concrètes dans ce dossier. Nous ne pouvons faire davantage.

La présentation de la déclaration de gouvernement ici même hier ne s'est pas limitée à la lecture d'un texte de quinze pages tout au plus. Outre le budget, nous avons fourni au Parlement une déclaration de politique complète et détaillée de plus de quarante pages.

Mijnheer Annemans, het is misschien juist dat ik de zaken wat onderschat heb. U moet echter toegeven, wat trouwens ook bleek uit uw toespraak, dat u zichzelf de voorbije weken toch wel wat hebt overschat. Deze regering staat hier en heeft hier gisteren een regeringsverklaring afgelegd. In tegenstelling tot het verleden hebben wij ons daarbij niet beperkt tot een gewone toespraak van de eerste minister die hier een tekst komt voorlezen van 12 tot 15 bladzijden naar gelang de onderwerpen die dat jaar aan de orde staan. We hebben hier in tegendeel naast het begrotingsdocument ook een volledige beleidsverklaring, hoofdstuk per hoofdstuk, uitgedeeld van meer dan 40 pagina's, daarbij telkens aangevend wat wij op elk terrein van de Belgische politiek willen doen.

Et c'est la première fois, monsieur Giet, que cela se passe de la sorte. Normalement, il s'agit d'un discours de dix, douze ou vingt pages au maximum. Cette année-ci, nous avons distribué un document dans lequel, chapitre par chapitre, domaine par domaine, nous avons explicité quelles seraient les politiques menées, les réformes, les propositions qui seront introduites par notre majorité et le gouvernement au sein du parlement.

01.41 Jean-Jacques Viseur (cdH): Monsieur le premier ministre, je voudrais vous dire que c'est la première fois que le document budgétaire annexé à la déclaration gouvernementale ne comporte pas les chiffres des recettes et des dépenses, ni aucune précision à cet égard.

Alors, oui! C'est évidemment la première fois que l'on présente des textes absolument dénués de toute relation avec les chiffres. C'était d'ailleurs votre intention: en septembre, vous vouliez venir sans budget.

01.42 Pieter De Crem (CD&V): Mijnheer de voorzitter, voor ons staat de eerste minister die zegt dat het dossier van DHL niet opgelost raakt door de houding van andere regeringen. Met andere woorden, het is het oude spel. Hij is de goede en al de anderen zijn de slechten. Mijnheer de eerste minister, ik luister naar u wanneer u een antwoord zult geven op de volgende vraag. Ik veronderstel dat u het antwoord van DHL aan de Belgische regering hebt gelezen. Mijn vraag aan u is of u kennis hebt van dat antwoord. Ik kan antwoorden in uw plaats. Ja, u bent daarvan in kennis gesteld. Mijn vraag is wat u zult doen met dat antwoord. Met andere woorden, zult u effectief instemmen met het voorstel van DHL? Het bedrijf beweert niet anders te kunnen dan de zware, lawaaiige toestellen met minstens acht eenheden boven Brussel gedurende lange tijd te laten vliegen. (*Protest van de eerste minister*)

Ook de fracties van de meerderheid, die u steunen, moeten weten wat u zult doen. Zult u opnieuw onderhandelen met DHL? Als u dat niet doet, hoe zult u het dossier dan oplossen? U vertelt een mooi verhaal en zegt dat we de hand zullen uitsteken. Ik verwacht van u een antwoord.

01.43 Eerste minister Guy Verhofstadt: De woordvoerder van het bedrijf heeft zopas een communiqué verspreid dat er absoluut geen

Het is de eerste keer dat wij op die manier te werk zijn gegaan. Wij hebben de geplande hervormingen en beleidslijnen in een document toegelicht.

01.41 Jean-Jacques Viseur (cdH): Het is ook de eerste keer dat het begrotingsdocument dat bij de regeringsverklaring is gevoegd, geen cijfers over de inkomsten en de uitgaven bevat. U stelt teksten voor zonder enig verband met de cijfers te leggen! Dat was trouwens uw bedoeling, want in september wou u ook al naar de Kamer komen zonder het over de begroting te hebben.

01.42 Pieter De Crem (CD&V): Le premier ministre estime que l'attitude des autres gouvernements bloque le dossier DHL. Il connaît très certainement la réponse de DHL. Va-t-il céder et permettre aux huit avions les plus bruyants de survoler Bruxelles? Comment pourrait-il autrement régler ce dossier?

01.43 Guy Verhofstadt, premier ministre: Le porte-parole de DHL a

antwoord is en dat DHL de Belgische regering volgende week een antwoord zal geven. Dat is namelijk net binnengevallen. Mijnheer De Crem, u schudt hier dingen uit uw mouw! Wij zullen, eens wij het officiële antwoord van DHL hebben ontvangen, opnieuw overleggen met beide regeringen, waaronder de Vlaamse regering. Kom hier geen zaken zeggen die helemaal niet met de waarheid overeenkomen. Zopas is er een Belga-bericht binnengevallen waarin de woordvoerder van DHL zegt dat er volgende week een antwoord komt van DHL op de vragen van de regering. Begin hier dus niet te improviseren, zeker niet op de rug van duizenden medewerkers van DHL. Dat moet u niet doen.

01.44 Pieter De Crem (CD&V): Dat is een plat en demagogisch antwoord, om de heel eenvoudige reden dat u kennis hebt van het antwoord van DHL. DHL zegt u dat ze nieuwe en lawaaiërige toestellen nodig heeft waarmee ze minstens zestien nachtvluchten per etmaal zal doen. U bent het die aan improvisatie doet op de rug van vele werknemers, niet alleen op de rug van die werknemers, maar ook op de rug van de tienduizenden die wakker zullen liggen in de Oostrand. Dat is de waarheid en die verzwijgt u in het Parlement.

01.45 Eerste minister Guy Verhofstadt: Mijnheer de voorzitter, ik vind het alleen erg dat de heer De Crem, die hier toch de fractieleider is van de grootste oppositiepartij, in plaats van het dossier DHL ernstig te benaderen, gewoon uit zijn nek zit te kletsen en beweert dat wij een antwoord hebben gekregen waar wij geen enkele weet of kennis van hebben.

Mijnheer de voorzitter, over de regeringsverklaring zelf, ik denk dat het logisch is dat ik hier vandaag antwoord op de verschillende vragen en de kritiek die naar voren werden gebracht. Collega's, ik zal ze samen met u één voor één overlopen.

Het eerste dat men hier heeft gezegd, is dat we slecht scoren op het vlak van de werkgelegenheid. U gaat mij natuurlijk niet horen ontkennen dat een werkloosheidsgraad van 8,6% - dan neem ik de definitie van de Europese Unie - een voldoende resultaat is. Het is zo dat wij dit jaar, voor het eerst na drie moeilijke jaren - tijdens die drie moeilijke jaren zijn verschillende tienduizenden arbeidsplaatsen in ons land, net zoals in de rest van Europa, verloren gegaan - opnieuw ongeveer 12.000 nieuwe arbeidsplaatsen in ons land creëren. Daarmee zullen we een werkloosheidsgraad hebben van 8,6%, net onder het Europees gemiddelde dat op 9,1% ligt.

Vandaag is het competitiviteitsrapport gepubliceerd over de Belgische economie en over alle economieën in de wereld. Normaal wordt daarnaar altijd verwezen in dit debat. Welnu, het is vandaag gepubliceerd en uit dat competitiviteitsrapport blijkt dat in 2003-2004 de competitiviteit van België is toegenomen en dat wij van de 27^{ste} plaats - weliswaar bescheiden - zijn opgeschoven naar de 25^{ste} plaats. Er is dus beterschap in de competitiviteit van onze bedrijven.

De **voorzitter:** Mevrouw D'hondt, ik wil u wel laten onderbreken, maar dan kort, to the point, zoals u natuurlijk goed kunt. Ik weet dat.

annoncé aujourd'hui que l'entreprise ne donnera sa réponse officielle aux questions du gouvernement que la semaine prochaine. Lorsque nous recevrons cette réponse, nous mènerons une concertation avec les gouvernements flamand et bruxellois. M. De Crem ferait mieux d'éviter toute improvisation, surtout au détriment de milliers de collaborateurs de l'entreprise.

01.44 Pieter De Crem (CD&V): Voilà une réponse creuse et démagogique. DHL a besoin de seize vols de nuit par vingt-quatre heures, avec les appareils les plus bruyants. J'aimerais savoir ce qu'en pense le premier ministre. Il fait la politique de l'autruche, au détriment de dizaines de milliers de citoyens qui ne pourront plus fermer l'œil.

01.45 Guy Verhofstadt, premier ministre: Qu'un chef de groupe raconte n'importe quoi est vraiment déplorable.

Je vais à présent commenter une par une les critiques formulées ici aujourd'hui.

La première critique soulignait nos mauvais résultats en matière d'emploi. Le taux de chômage est en effet élevé alors que le taux d'activité est faible. Au cours des trois dernières années difficiles qui viennent de s'écouler, 10.000 emplois ont été perdus. 12.000 emplois seront créés cette année. Notre taux de chômage de 8,6% est légèrement inférieur à la moyenne européenne. Selon le rapport sur la compétitivité 2003-2004 publié aujourd'hui, la Belgique passe de la vingt-septième à la vingt-cinquième place. Même si elle est modeste, il s'agit tout de même d'une amélioration.

01.46 Greta D'hondt (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik zou van de eerste minister graag vernemen hoeveel van de 12.000 bijkomende arbeidsplaatsen met dienstencheques zijn gecreëerd. Ik heb daar heel veel respect voor, maar dit is toch wel een speciale vorm van tewerkstelling. Als u die omzet in fulltime equivalenten, bij hoeveel arbeidsplaatsen komen wij dan uit?

Ten tweede, mijnheer de eerste minister, blijft onze activiteitsgraad en onze werkgelegenheidsgraad hoe dan ook dalen. Dat is hoe dan ook de realiteit.

De **voorzitter**: Dank u wel. Laat de eerste minister toch ook een tijdje zijn uitleg geven. Ik wil wel laten onderbreken, maar niet om de twee minuten.

01.47 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik zou de eerste minister erop willen wijzen dat niettegenstaande de concurrentiepositie van ons land, die zou verbeterd zijn, toch ook nog een aantal elementen zwaar worden aangerekend. In de conclusie staat toch ook dat inzake de beschikbaarheid van kapitaal en de economische verwachtingen, maar vooral inzake belastingen en flexibiliteit van de arbeid catastrofaal wordt gescoord. Ik zou toch een nuancering willen aanbrengen in de concurrentiepositie die u naar voren brengt.

01.48 Eerste minister Guy Verhofstadt: Het rapport is een optelsom van de verschillende sterkten en zwakheden van België. De sterkten worden opgesomd en de zwakten ook. Als ik zeg dat wij zijn opgeschoven van de 27^{ste} naar de 25^{ste} plaats, dus een verbetering, is daarbij onder andere rekening gehouden met die zwakke prestaties die wij op het vlak van de belastingdruk en flexibiliteit van de arbeidsmarkt hebben. De realiteit is dat wij vooruitgang boeken. Ik weet ook wel dat wij op het vlak van de belastingdruk slecht scoren. Dat is trouwens de reden waarom de belastingshervorming volledig wordt uitgevoerd. Dat is de reden waarom wij, ondanks moeilijke budgettaire oefeningen, niet komen aan de verlaging van de sociale lasten met een half miljard. Het is een feit dat wij in de goede richting gaan en dat er geen verslechtering van onze competitiviteit in 2003 en 2004 door het World Economic Forum wordt vastgesteld.

Als we het daarjuist hadden over de werkgelegenheid, weet ik ook dat die werkgelegenheid slechts geleidelijk aan zal aantrekken. We krijgen nu een stijging van 12.000 arbeidsplaatsen, waarbij, mevrouw D'hondt, ongetwijfeld enkele duizenden jobs zitten die door de politiek van de vereenvoudiging van dienstencheques zijn gecreëerd, maar ik zou mijn neus daarvoor niet ophalen. Ik meen dat die vereenvoudiging van de dienstencheques voor veel gewone mensen een heel goede maatregel is waardoor zij een eenvoudige job kunnen bemachtigen veeleer dan dat zij in de zwarte economie en het zwartcircuit blijven zitten.

(...): (...)

01.49 Eerste minister Guy Verhofstadt: Ik heb u een antwoord gegeven.

Mijnheer de voorzitter, ik zou willen overgaan tot mijn tweede punt. De tweede kritiek die hier vandaag gegeven werd door verschillende

01.46 Greta D'hondt (CD&V): Sur ces 12.000 nouveaux emplois, combien sont-ils le fruit du système des titres-services? De combien d'équivalents temps plein s'agit-il? Il est déplorable que nos taux d'activité et d'emploi continuent à baisser.

01.47 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): Notre position concurrentielle se serait améliorée, mais le rapport mentionne également des points négatifs. Les chiffres sont catastrophiques en matière de disponibilité du capital, de flexibilité et de pression fiscale.

01.48 Guy Verhofstadt, premier ministre: Le rapport énumère nos forces et nos faiblesses. Mais en dépit des points faibles, nous enregistrons globalement une progression. Quelques milliers d'emplois ont été créés grâce à la simplification du système des titres-services, ce qui n'est pas à dédaigner. Cette mesure constitue une bonne solution pour de nombreux intéressés.

01.49 Guy Verhofstadt, premier ministre: Une deuxième critique est que le budget ne serait pas crédible. Si M. Annemans n'a pas confiance dans le budget, la

sprekers van de oppositie was dat de begroting in feite een illusie is, ongeloofwaardig is. Ze zeiden dat ze geen vertrouwen kunnen hebben in de begroting die hier naar voren wordt gebracht en in de cijfers die hier naar voren worden gebracht.

Het kan mij gestolen worden dat de heer Annemans geen vertrouwen heeft in die cijfers. De Europese Commissie heeft er vertrouwen in en dat lijkt mij veel belangrijker te zijn dan de heer Annemans. Het is toch waar? U zegt hier dat het ongeloofwaardig is. Wie is er eigenlijk ongeloofwaardig? De regering heeft hier vijf jaar aan een stuk gezegd dat we niet alleen een begroting in evenwicht zouden indienen, maar ze ook zouden uitvoeren. Elk jaar moet iedereen erkennen dat die begroting niet alleen in evenwicht wordt uitgevoerd, maar dat er ook een overschot is. Elk jaar komt u hier op het spreekgestoelte zeggen dat het niet zal lukken. Het is vijf jaar gelukt. Collega's, het zal ook het zesde jaar lukken.

Er bestaat ergens toch wel een recht op de waarheid. In 2001 was er een overschot van 0,6%. In 2002 was er een overschot van 0,1%. Vorig jaar was er een overschot van 0,3%. Over de groei zegt de oppositie hier dat wij de groei van 2,4% in de begroting overschatten. We hadden een begroting opgemaakt met een groei van 1,8%. Nu blijkt dat er een groei van 2,4% is. Met andere woorden, wij zullen dit jaar een groei kennen die ongeveer 25% hoger is dan die welke we in onze begroting hadden ingeschat. Vrienden, ik ben inderdaad ongeloofwaardig. Ik had de groei voor 2004 namelijk onderschat.

Ten tweede, de waarheid is dat wij dit jaar voor het eerst onder de 100% duiken en dat wij in 2005 een schuld zullen kennen van 93% van het bruto binnenlands product. Voor het eerst sinds 1982 ligt de schuld onder de 100%. U herinnert zich vast nog wel de periode 1981-1982. Toen bedroeg de overheidsschuld in ons land 77% van het bruto binnenlands product. Op amper twee jaar tijd ontplofte ze toen tot 101% van het bruto binnenlands product. Dat gebeurde op twee jaar tijd! Dat is de situatie die wij in ons land kenden. Nu gaan wij stilaan tegen 3 à 4% per jaar naar beneden. Vorig jaar hadden we 99%. Dit jaar hebben we 97%. Volgend jaar zullen we 93% hebben. Ik vraag mij dan af wie er geloofwaardig en wie er ongeloofwaardig is wanneer men hier kritiek geeft op het budgettaire beleid van deze regering, die als enige in Europa zes jaar op rij een overschot heeft, samen met twee of drie andere landen.

Ik weet dat het primair saldo niet langer meer dan 5% is, maar ongeveer 4%. Men moet er dan wel bij zeggen dat er nog slechts twee landen zijn met een positief primair saldo, namelijk Finland en België. Alle andere primaire saldi zijn negatief.

Mijnheer de voorzitter, men beweert hier dat wij alleen maar eenmalige maatregelen en doorschuifoperaties doorvoeren. Het is waar. We hebben bijvoorbeeld de horeca-maatregel uitgesteld van twee naar drie jaar. Dat is geen uitstel. We spreiden hem over drie jaar in plaats van twee jaar. Waarom spreekt niemand hier over al die maatregelen die in de begroting staan, over de meer dan 1 miljard euro besparingen die wij in de departementen hebben doorgevoerd? Mijnheer De Crem, ik heb u en anderen daarover niet gehoord. Wij hebben die in de uitbetalingsinstellingen uitgevoerd. Het is eerste maal dat het in ons land gebeurt dat ook de uitbetalingsinstellingen, ook in de sociale zekerheid, zullen ingehouden worden op de kosten

Commission européenne, elle, a confiance Cela fait déjà cinq ans que nous parvenons à exécuter un budget en équilibre, il en sera de même pour la sixième année. La vérité a ses droits. Année après année, nous avons eu des excédents budgétaires et cette année, nous n'avons pas surestimé la croissance économique, mais nous l'avons sous-estimée.

En 2005, la dette s'élèvera à 93% du PIB. En 1981-1982, la dette est passée de 77 à 101 %. À l'heure actuelle, elle diminue chaque année un peu plus. Qui est crédible, alors?

Notre solde primaire a en effet diminué quelque peu, mais seulement deux pays européens ont un solde primaire positif, la Finlande et la Belgique

Nous avons en effet échelonné l'exécution de certaines mesures, mais personne n'a mentionné l'épargne d'un milliard d'euros que nous avons réalisée au sein des départements et des organismes de paiement.

die zij vandaag de dag aanrekenen.

Ik kom dan aan mijn derde punt.

On a dit ici qu'il y avait un hold-up dans ce budget sur les Régions et les Communautés. Je pense que c'est Mme Nagy qui l'a affirmé ici, à la tribune. Quelle est la réalité? La réalité est qu'il y a une augmentation de nos recettes, au niveau de la Belgique, d'environ 2 milliards d'euros. Sur ces deux milliards d'euros, 1,7 milliard d'euros sont transférés vers les Régions et les Communautés. Alors il ne faut pas commencer à dire à la télé comme vous le faites qu'il y a un hold-up sur les Régions et les Communautés. Ce n'est pas exact et ce n'est pas sérieux.

(Applaudissements)

(Applaus)

01.50 Marie Nagy (ECOLO): Moi, je continue à affirmer que vous prenez une décision unilatéralement. Après, vous allez vous plaindre de ce que le système belge ne fonctionne pas alors que la loi de financement, qui a été négociée, qui est une loi aux deux tiers, qui maintient l'équilibre entre le fédéral et les Régions et Communautés, prévoit justement que ces recettes aillent aux Communautés et aux Régions. C'est comme ça, que ça vous plaise ou non. Si vous voulez négocier cela avec les Régions et les Communautés, il faut le négocier avant et ne pas venir chez elles en disant: "voilà l'ardoise, voilà ce qu'il faut faire". Vous faites un hold-up, je le maintiens et vous savez que c'est juste: vous essayez de modifier les lois de financement aux deux tiers avec majorité spéciale par une entourloupe.

01.51 Guy Verhofstadt, premier ministre: Pas du tout! On ne change rien du tout. Ce qu'on a proposé aux Régions et aux Communautés, c'est de négocier de nouveau un cadre financier pour les années à venir. Nous, c'est vrai, nous avons demandé de pouvoir parler également de 2005, où il y a pour le moment un accord de coopération, et de pouvoir parler des propositions du Conseil supérieur des Finances qui demande, en effet, un effort plus important de la part des Régions et des Communautés. Les Régions et les Communautés, avec qui j'ai fait ces réunions, m'ont dit qu'elles étaient prêtes à le faire si nous étions prêts, de notre côté, à parler de la période 2006-2011. J'ai répondu que j'étais prêt à parler des perspectives financières de 2006-2011 si l'on souhaitait parler de toutes ces années, et on va le faire dans les prochaines semaines.

Donc, il n'y a nulle part un hold-up du fédéral sur les Régions et les Communautés. On va faire un accord. Nous, nous nous basons sur le Conseil supérieur des Finances, mais je crois que c'est un peu difficile d'expliquer à l'opinion publique, quand les Régions et les Communautés reçoivent 1,7 milliard d'euros de plus, que c'est de notre faute et que c'est nous qui faisons un hold-up sur ces Régions et Communautés.

Mijnheer de voorzitter, dat brengt mij op het vierde punt van kritiek dat gegeven is. Er werd met name gesproken over de stijgende fiscaliteit. Er zijn in deze begroting inderdaad – dat zal ik niet ontkennen – een aantal nieuwe inkomsten. Wij voorzien in een maatregel voor de invoering van een minimumprijs voor tabak. Er is immers een

Mevrouw Nagy had het over de hold up die met deze begroting op de Gemeenschappen en de Gewesten wordt gepleegd. In werkelijkheid nemen de inkomsten met bijna 2 miljard euro toe. Van dit bedrag zal 1,7 miljard naar de Gemeenschappen en de Gewesten worden overgeheveld. Men moet dus ophouden met voor de camera's over een hold up te spreken!

01.50 Marie Nagy (ECOLO): Ik blijf erbij dat u een eenzijdige beslissing neemt en dat u de financieringswet via een kunstgreep tracht te wijzigen. U had vooraf overleg moeten plegen.

01.51 Eerste minister Guy Verhofstadt: Wij hebben de Gemeenschappen en de Gewesten een nieuw financieel kader voor de komende jaren voorgesteld. Zij waren bereid het jaar 2005 te bespreken indien wij bereid waren over de periode 2006-2011 te praten. Er is dus een akkoord. Wij baseren ons op het advies van de Hoge Raad van Financiën. Van een hold up is geen sprake.

Des critiques ont également été émises en ce qui concerne la hausse de la fiscalité. Il y a effectivement de nouvelles recettes, mais il s'agit de mesures

probleem met tabaksgebruik onder jongeren, omwille van de steeds goedkopere tabak. Wij zullen dus een minimumprijs invoeren. Die maatregel zal ongetwijfeld de inkomsten van de Staat doen toenemen. Dat zal ik niet ontkennen.

Er werd eveneens veel heisa gemaakt over onze maatregelen in verband met de bedrijfswagens. Daarover moet er echter geen heisa zijn. Er bestaat vandaag al een sociale bijdrage op bedrijfswagens. Wij zullen die bijdrage zelfs veranderen en verminderen in die zin dat de CO₂-uitstoot als basis zal worden genomen voor de heffing, in plaats van de fiscale pk. Voor degenen die een bedrijfswagen hebben, verandert er niets. Maar er zijn ook personen die bedrijfswagens ter beschikking stellen, maar deze niet aangeven, terwijl ze dat wel moesten doen. Welnu, thans zullen zij hiervan aangifte moeten doen. De gegevens van het ministerie van Financiën en de RSZ zullen worden uitgewisseld zodat de bedrijven – niet de mensen – die moeten betalen, ook effectief zullen betalen. U kunt toch moeilijk zeggen dat zulks een onrechtvaardige maatregel is? In feite trachten wij een einde te stellen aan de ontduiking van sociale bijdragen!

Wie vandaag spreekt over nieuwe inkomsten, heeft het dus eigenlijk over ingrepen die nieuwe inkomsten met zich mee zullen brengen, niet doordat de tarieven stijgen, maar wel door maatregelen die volgens mij zinvol en verantwoord zijn.

Wat de rest van de fiscaliteit betreft, zijn de zaken zeer eenvoudig. In 2005 zullen wij het volgende meemaken.

Ten eerste, een bijkomende daling van de fiscaliteit op de personen met 520 miljoen euro. Ik herhaal duidelijk dat het gaat om een bijkomende daling.

Ten tweede, de indexering van de belastingschalen vanaf 1 januari. Er komt dus geen getreuzel met uitstel tot februari, maart of april. Neen, de volledige indexering van de belastingschalen gebeurt vanaf 1 januari, voor een bedrag van 570 miljoen euro.

Bovendien zullen wij niet raken aan de vermindering van de sociale bijdragen, ten bedrage van 500 miljoen euro. Die vermindering zullen wij doorvoeren, maar de sociale partners kunnen wel nog over de interne verdeling spreken.

Samen gaat het om bijna 1 miljard 600 miljoen euro aan lastenverlagingen en belastingverlagingen. Volgens mij bewandelen wij daarmee ook de goede weg. Het domste wat wij nu zouden kunnen te doen, is namelijk een begroting in evenwicht proberen in te korten op die stimulansen die onze economie vandaag nodig heeft. Om die reden hebben wij ook wekenlang samen vergaderd. Wij moesten ervoor zorgen dat die ruim 1 miljard die wij moesten besparen, bespaard zou worden langs de zijde van de departementen, waar wij 600 miljoen euro aanvaarde kredieten hebben weggesneden en alle reserveringen terug tot nul hebben gebracht. Dat is de enorme inspanning die deze regering tot stand heeft gebracht, ook langs de zijde van de inkomsten, waarvan ik zoniet twee duidelijke voorbeelden heb gegeven.

Ik kom tot de vijfde opmerking, met name over de “slappe kost” van

pleines de sens et parfaitement justifiées. En instaurant un prix minimum pour le tabac, nous cherchons essentiellement à combattre le tabagisme chez les jeunes. En ce qui concerne les voitures de société, nous n'augmentons pas les cotisations: dans une certaine mesure, nous les réduisons même en retenant comme critère les émissions de CO₂ plutôt que le nombre de chevaux fiscaux. Mais grâce à l'échange de données entre le ministère des Finances et l'ONSS, nous mettrons un terme aux subterfuges visant à échapper aux cotisations.

Pour le surplus, les mesures suivantes seront prises en 2005: réduction de la fiscalité sur les personnes à concurrence de 520 millions d'euros, indexation des barèmes fiscaux à partir du 1^{er} janvier – ce qui représente un coût de 570 millions d'euros – et réduction des cotisations sociales à hauteur de 500 millions d'euros. Nous sommes ainsi sur la bonne voie.

Nos propositions concernant le problème de la fin de carrière ont été qualifiées de dérisoires. Nous avons émis 32 idées regroupées en trois volets. La concertation à ce sujet avec les partenaires sociaux devrait aboutir à des résultats au début de l'année prochaine. Il ne sert à rien d'annoncer une seule mesure spectaculaire, telle qu'une augmentation de l'âge de la prépension. Un demi-million de manifestants descendraient dans les rues, sans qu'on aboutisse finalement à aucun résultat. Le gouvernement va prendre trois initiatives. Nous souhaitons tout d'abord nous pencher sur la question des régimes de départ alternatifs, tels que le recours abusif au crédit-temps et au système Canada Dry, dans le cadre desquels les entreprises ne paient pas de cotisations. Deuxièmement, la condition de

de eindeloopbaan, althans zoals het hier naar voren werd gebracht.

Welnu, wij hebben hier gisteren een kader aangekondigd voor het tripartiete overleg. Daarover werd smalend gesproken, vooral vanuit de CD&V-banken. Ik dacht dat het een bende jonge "Verhofstadtjes" was die aan het reclameren was over de drukkingsgroepen en over de sociale partners! Ik zag mijn eigen jeugd terug in de manier waarop vanuit de CD&V-banken werd gezegd: "U gaat praten met de sociale partners! Schande!" Ik heb dat zelf nooit zo erg durven uiten in het verleden.

Wij zullen doen wat er moet gebeuren. Wij hebben onze ideeën op papier gezet en hier aangekondigd. Het gaat om tweeëndertig maatregelen in drie pakketten en deze maand nog moeten de gesprekken daarover starten, om begin 2005 maatregelen voor te leggen. Daarbij hebben wij een keuze gemaakt in aanpak en in strategie.

Wij hadden het ook anders kunnen doen.

Wij hadden het kunnen doen zoals andere landen, die één spectaculaire maatregel nemen, waardoor er 500.000 mensen op straat komen en er uiteindelijk niets van komt. Die maatregel, het brugpensioen met één jaar verhogen, doet 500.000 mensen op straat komen, waarna de regering terugkomt op haar beslissing. Wij hebben dat niet gedaan. Als een regering slechts één zo een maatregel treft, lost zij in feite niets op met betrekking tot de eindeloopbaanproblematiek.

De eindeloopbaanproblematiek is een globale problematiek. Verschillende zaken moeten worden aangepakt. Wij zullen drie zaken aanpakken, waardoor het geheel een oplossing krijgt. Wij opteren niet voor één spectaculaire maatregel, waarbij de betrokken werknemers langs de achterdeur via de alternatieve uittredingsstelsels allemaal weer naar buiten gaan. Wij zullen drie zaken doen.

De eerste zaak is inderdaad iets doen aan de alternatieve uittredingsstelsels. Wij kunnen aan de brugpensioenen doen wat we willen, het lost niets op als daarnaast de situatie bestaat dat bedrijven misbruik beginnen te maken van het tijdkrediet, zoals onder meer een bank in ons land dat doet - Fortis om ze niet bij naam te noemen. Daarbij kennen die bedrijven werknemers ouder dan 40 jaar een tijdkrediet en een aanvullende vergoeding toe en laten ze voor het overige thuis blijven. Op die regeling betalen ze dan geen bijdragen. Dat is dus een misbruik, een ontsnappingsroute. Dan spreek ik nog niet over de andere ontsnappingsroute, de Canada Dry-regeling, waarvoor op de aanvullende vergoedingen geen bijdragen moeten worden betaald. Wij zullen die misbruiken dus aanpakken.

Ten tweede, zullen we ook de loopbaanvereiste uitbreiden. Het is niet zozeer een punt van leeftijd, maar wel van loopbaanvereiste. Neem nu bijvoorbeeld iemand die zijn hele leven in de bouwsector heeft gewerkt. Aan hem kunnen we toch niet dezelfde leeftijdsvereiste opleggen als aan iemand die - ik zou, onder ons, zeggen hier rustig op zijn bank zit, hoewel we het niet altijd rustig aan doen - een minder zware job heeft. Loopbaanvereiste is dus belangrijker dan leeftijd. Leeftijd kan ook belangrijk zijn. Dat staat ook open in de discussie. Wij zeggen dus niet neen tegen eventuele akkoorden en voorstellen

carrière doit être étendue, car la carrière constitue un critère plus important que l'âge. Troisièmement, nous souhaitons que les prépensionnés restent disponibles sur le marché de l'emploi.

die er zouden zijn over de leeftijd. De regering zal zich echter concentreren op de loopbaan. Ik heb u het voorbeeld van de bouwvakker gegeven als reden waarom de loopbaan belangrijk is.

De derde invalshoek is de beschikbaarheid op de arbeidsmarkt. Wat is gebeurd bij Ford, kan toch niet. Wij doen voor Ford een inspanning en zorgen ervoor dat brugpensioenen mogelijk zijn vanaf een vrij jonge leeftijd, namelijk iets meer dan vijftig jaar. Daarna merkt Ford dat de Mondeo-lijn goed begint te draaien en dat het bedrijf nieuwe mensen moet aanwerven. Dus vragen ze enkele weken later aan diezelfde bruggepensioneerde, die aan de band stond, of hij als drie- of vierenvijftigjarige niet opnieuw bij Ford wil beginnen werken. Hij antwoordt dat hij met brugpensioen is en niet meer beschikbaar voor de arbeidsmarkt. Dat zijn situaties die niet langer kunnen doorgaan. De beschikbaarheid op de arbeidsmarkt moet dus blijven.

De hele discussie, waarbij vandaag de pers onder meer zegt dat de problematiek niet is opgelost als er geen jaartje bij het brugpensioen wordt bijgedaan, is een totale miskenning van de echte problemen die in de eindeloopbaanregeling bestaan. Het is geen probleem van pensioenleeftijd. Het is misschien een probleem van leeftijd in de uittredingsregeling. Het is echter vooral een probleem van de wildgroei in de alternatieve uittredingen. Het is vooral een probleem van loopbaanvereiste, waarin we veel te ver zijn gegaan en waarmee we veel te laag naar buiten zijn gekomen. Het is een probleem van beschikbaarheid op de arbeidsmarkt.

Met andere woorden, als het pakket van meer dan dertig voorstellen op tafel leggen en daarover met de sociale partners een overeenkomst sluiten, dan komt er wel degelijk een ommekeer in de aanpak, zonder dat we dat op een spectaculaire, blinde manier doen met 250.000 of 500.000 betogers op straat als gevolg. Daarmee lossen we de problemen in de eindeloopbaan immers zeker niet op.

Monsieur le président, dans son intervention, M. Giet a souligné qu'il existait une petite différence entre le texte de la déclaration et le discours tenu devant cette assemblée. Je suppose qu'il fait allusion au fait que j'ai évoqué l'asymétrie. Évidemment, vu de Flandre ou vu de Wallonie ou de Bruxelles, c'est peut-être un peu différent. C'est un sentiment que j'ai exprimé en tant que Flamand, membre de cette Communauté plutôt qu'en tant que premier ministre. Pour moi, l'asymétrie peut fonctionner si tous les hommes politiques de ce pays se rendent compte qu'ils doivent défendre les intérêts de leur Communauté ou de leur Région quand ils font partie des gouvernements de celles-ci et ne pas commencer à utiliser l'asymétrie ou leur participation à un gouvernement régional pour faire de la politique au niveau fédéral. Alors, ça ne marchera pas.

Aujourd'hui, je suis persuadé que l'asymétrie peut fonctionner sur base d'une volonté commune de trouver ensemble des solutions politiques. Et je suis persuadé que nous allons les trouver. En effet, au sein du gouvernement fédéral, les quatre partenaires: PS, sp.a, MR et VLD vont faire tout ce qui est en leur pouvoir pour y arriver. Je sais que certains disent que cela n'a pas fonctionné pour DHL. Je leur réponds que le dossier n'est pas clos et qu'il faut continuer à chercher une solution. Avec de la bonne volonté et l'aide de ceux qui suivent ce dossier ici au parlement, on peut la trouver.

De heer Giet wees erop dat, wat de asymmetrische coalities betreft, er een verschil bestaat tussen de tekst van de beleidsverklaring en de eigenlijke toespraak. Wellicht sprak ik op dat ogenblik eerder als Vlaming dan als eerste minister. Asymmetrie kan werken, op voorwaarde dat de politici de belangen van hun Gemeenschappen en Gewesten verdedigen wanneer ze deel uitmaken van de deelregeringen en dat ze hun deelname aan een deelregering niet gebruiken om op het federale niveau politiek te bedrijven. We moeten bereid blijven om samen naar oplossingen te streven.

Ik kom ten slotte tot het communautaire, het Forum en Brussel-Halle-Vilvoorde.

Er mag geen verwarring ontstaan. Het Forum zal worden opgericht voor de problemen die werden opgesomd in de federale beleidsverklaring. Volgende week op 19 oktober zal het Forum worden opgericht.

Ik heb eveneens gesteld dat naast het Forum we samen een oplossing inzake Brussel-Halle-Vilvoorde moeten trachten uit te werken. Deze week nog zal ik de minister-presidenten van de Gewesten en Gemeenschappen bij mij uitnodigen samen met een aantal collega's van de regering, onder meer de minister die bevoegd is voor Institutionele Hervormingen om samen te bespreken op welke manier we deze knoop kunnen ontwarren. We gaan zoeken op welke manier we in de dialoogcultuur die ingebakken zit in onze Grondwet en bijzondere wetten een oplossing kunnen vinden.

Ik begrijp dat mijn uitspraak van gisteren dat het onmogelijk is dat een Gemeenschap een oplossing oplegt aan een andere Gemeenschap niet aangenaam in de oren klinkt. Ik begrijp dat sommigen hun meerderheid willen gebruiken. Zo werkt België niet! Tenzij men van België niet meer wil weten zoals sommige partijen in dit halfroond. Ik herhaal het. Zo werkt België niet!

België werkt als een federale staat. Dit betekent dat de twee grote Gemeenschappen met elkaar moeten praten om een oplossing te vinden. Dat zal de handelwijze zijn in het dossier Brussel-Halle-Vilvoorde. We zullen dialogeren en een oplossing vinden in plaats van het spierballengerol van de voorbije weken en maanden. *(Applaus)*

01.52 Jo Vandeuren (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, dames en heren ministers, collega's, ik kan kort zijn en wens mij aan te sluiten bij de laatste woorden van de repliek van de premier.

Tijdens de onderhandelingen voor een Vlaams regeerakkoord met VLD, sp.a-spirit, N-VA en CD&V en de ondertekening ervan waren een aantal zaken voor de partijvoorzitters gekend die we thans concreet beleven. We wisten dat het samen nadenken over een manier waarop de splitsing, een gezamenlijke doelstelling, kon gerealiseerd worden, wellicht zou moeten gebeuren in een periode van de opmaak van een begroting en het debat over de vergrijzing. Als wijze politici met zin voor verantwoordelijkheid beseften de christen-democraten maar al te goed welk belang zo'n splitsing heeft ten opzichte van de enorme problemen zoals de economie en de tewerkstelling in ons land.

Wij, uw meerderheid en de partijen die het akkoord hebben getekend, wisten uiteraard dat in een federaal Parlement die wet moet worden goedgekeurd met een gewone meerderheid. Ik neem aan dat die mensen ook allemaal zeer goed wisten dat de context die u vandaag zo goed beschrijft, mijnheer de eerste minister, de context is waarin engagementen moeten worden nagekomen. Ten opzichte van de afspraken die toen werden gemaakt, kan op dit ogenblik geen sprake zijn van het invoeren van dwaling of iets dergelijks. Men wist perfect in welke omstandigheden eenieder zou worden geroepen om zijn verantwoordelijkheid te nemen. Wij wisten dat als christen-

Le Forum communautaire, qui débutera dès le 19 octobre, doit rechercher une solution aux problèmes énumérés dans la déclaration gouvernementale. Le gouvernement fédéral s'efforcera par ailleurs, en concertation avec les gouvernements régionaux et communautaires, de résoudre la question de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Ceux qui pensent que, dans ce dossier, une communauté peut imposer sa volonté à l'autre, se trompent. Le dialogue est la seule issue.

01.52 Jo Vandeuren (CD&V): Les présidents des partis n'ignoraient pas, lors des négociations sur l'accord de gouvernement flamand, que le débat sur la scission de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde coïnciderait avec la confection du budget et le débat sur le vieillissement. De même, chacun savait que la scission devrait être réalisée par une loi votée à la majorité simple. Pour sa part, le CD&V était conscient de la nécessité d'adopter une attitude constructive et ouverte à la concertation, en respectant un certain rythme. Le CD&V a également affirmé sa volonté de contribuer à la réduction de la dette publique fédérale.

Lorsque les engagements doivent être honorés, deux principes sont de mise. La crédibilité n'est acquise que lorsque les entités fédérées et l'Etat fédéral se

democraten ook zeer goed. Wij wisten dat wij ons moesten engageren om, zoals het Vlaams regeerakkoord woordelijk zegt, vanuit de Vlaamse regering een constructieve houding aan te nemen en het overleg niet te schuwen op de plaatsen die daarvoor in de federale staat zijn voorbehouden. Wij wisten ook dat de behandeling van de wetsvoorstellen in het Parlement op een correcte manier, zonder procedurele discussies moest plaatsvinden. Wij wisten dat dit ook betekende dat eenieder in het nastreven van die gemeenschappelijke opdracht zich een stuk zou moeten engageren en kwetsbaar opstellen. De christen-democraten hebben op dat ogenblik ook gezegd dat ze mee zouden doen aan het afbouwen van de nationale staatsschuld. Wij hebben ons niet opgesloten in een verhaal van een Vlaamse regering die alles op zijn eentje zal doen en daarbij niets te maken heeft met de federale context. Collega's, wij wisten dit toen allemaal.

Wanneer de doelstellingen nu moeten worden nagestreefd en uitvoering moet worden gegeven aan de afspraken, dan moet dit gebeuren vanuit twee goede principes. Het eerste principe is dat wij in deze nieuwe situatie weten dat wij in de politiek alleen maar geloofwaardig kunnen zijn en dat de dingen enkel kunnen functioneren als de verschillende deelstaten en de federale staat respect hebben voor elkaar. De Vlaamse regering is geen succursale van de federale regering; zij heeft een eigen verantwoordelijkheid, een eigen regeerakkoord en eigen prioriteiten. Ik blijf mij erover verbazen dat het blijkbaar zo moeilijk is om dat respect fundamenteel te erkennen. Ik hoor in de wandelgangen van de Kamer dat in de regeringsverklaring maatregelen staan die effect zullen hebben op de Gewesten. Ik denk daarbij aan de sociale zekerheidsbijdrage. Niemand in de Gewesten was blijkbaar op de hoogte van het feit dat dergelijke maatregelen op federaal niveau zouden worden beslist. Ik vraag mij dan ook af of dit de manier is waarop wij in die asymmetrie zullen functioneren. Mijnheer de eerste minister, ik heb daar zeer veel vragen bij.

Wij moeten durven erkennen dat er maar een fundamentele manier is om dit goed te laten functioneren en dat is op een zeer zakelijke manier ons houden aan de afspraken. Niet meer, niet minder. Die goede trouw moet bij goede afspraken verondersteld worden. Ik moet mij als christen-democraat voor die afspraken niet richten tot de regeringsbanken maar tot de liberalen en socialisten en de leden van spirit in deze Kamer. Met hen hebben CD&V en N-VA afspraken gemaakt. Die afspraken zijn volgens mij zeer duidelijk. Wat u ook zult zeggen of welk vertrouwen u ook aan de regering zult geven, laten we zeer duidelijk zijn: u mag van ons absoluut goede trouw en bereidheid verwachten om onze afspraken correct na te komen maar dit moet dan ook gepaard gaan met een gelijkaardige houding inzake uw afspraken met de christen-democraten.

Wij hebben afspraken en wij ontmoeten elkaar in wat over de politieke houding van partijen is opgenomen in het Vlaams regeerakkoord, niet meer en niet minder. Het is nuttig dat de collega's van de andere politieke partijen goed begrijpen dat daarin staat dat wij het wetsvoorstel zullen neerleggen, dat erover zal worden gestemd in Kamer en Senaat en dat de Vlaamse regering hieraan zal meewerken, binnen de grenzen van wat het zogenaamde coöperatief federalisme mogelijk maakt.

respectent mutuellement. Je m'étonne de la difficulté de cet exercice. La déclaration gouvernementale comporte quelques mesures qui ont une incidence sur les Régions, qui n'en ont pas été informées. Il est en outre crucial que chacun respecte les accords de bonne foi. Je vais m'adresser en particulier aux collègues du VLD, du sp.a et de spirit. Je souligne que la proposition de loi que nous avons déposée ensemble ne mentionne pas que les socialistes et les libéraux peuvent objecter que la scission est impossible sans l'accord des partis francophones. Le CD&V n'a pas réagi, avant le dépôt de la proposition de loi, aux nombreuses questions posées au sujet de ce qui se passerait si la proposition n'était pas déposée parce que la bonne foi supposait que le CD&V laisserait à ses partenaires du gouvernement fédéral la marge de manœuvre nécessaire.

Je rappelle incidemment le contenu de l'accord de gouvernement flamand, dans le cadre duquel il est opté pour une fonction publique bilingue au lieu de services bilingues à Bruxelles et, en ce qui concerne l'autonomie constitutive, pour une représentation garantie des deux groupes linguistiques à tous les échelons. Tous les partis s'engagent à veiller scrupuleusement au respect de la législation linguistique, particulièrement dans les communes à facilités. L'accord de gouvernement flamand stipule par ailleurs que le gouvernement flamand ne ratifiera en aucun cas la Convention pour la protection des minorités.

Nous accordons notre confiance aux partis avec lesquels nous avons conclu cet accord et espérons qu'ils assumeront leurs responsabilités.

Voor alle duidelijkheid herhaal ik dat in het Vlaams regeerakkoord niet staat dat socialist en liberalen kunnen zeggen dat, bij gebreke aan een akkoord van de Franstalige Gemeenschap en gezien de politieke opstelling in deze Kamer, de stemming over de splitsing niet zou kunnen worden doorgevoerd. Dat staat er dus niet in. Dit moest duidelijk worden gezegd. Er staat evenmin in dat in de Kamer geen debat kan plaatsvinden. Er zijn immers verschillende voorstellen ingediend. Laten wij heel duidelijk zijn. Als we het hebben over een goedfunctionerend asymmetrisch model, dan begint dat met de uitvoering van de politieke afspraken die wij ten aanzien van elkaar hebben gemaakt.

Ik zal nog duidelijker zijn. Voor de neerlegging van het wetsvoorstel heeft men mij tien keer een micro onder mijn neus geduwd met de vraag wat ik zou doen als het wetsvoorstel niet zou worden ingediend. Ik heb daarop nooit willen antwoorden, zoals CD&V ook nooit heeft geantwoord op alle mogelijke verhalen in de kranten over de compromissen die moesten worden gemaakt en die ertoe zouden strekken de tweetaligheid van de ambtenaren in discussie te stellen, enzovoort. Er is nooit een woord commentaar geleverd omdat de goede trouw in de uitvoering van de afspraken van CD&V ook correctheid veronderstelden en het laten van ruimte aan collega's die kiezen om deze problemen binnen de huidige federale meerderheid op een dergelijke manier op te lossen. Ik blijf dit belangrijk vinden en wil het u daarom nogmaals in herinnering brengen.

Collega's, ik eindig met, in het licht van hetgeen in deze regeringsverklaring wordt geïnsinueerd, de collega's even te herinneren aan hetgeen zij hebben onderschreven in het Vlaams regeerakkoord. Met betrekking tot de modernisering van de taalwetgeving binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest staat in het Vlaams regeerakkoord uitdrukkelijk dat men opeert voor het principe van een tweetalige ambtenarij in plaats van tweetalige diensten. Dat staat op bladzijde 84 van het Vlaams regeerakkoord. Met betrekking tot de constitutionele autonomie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorziet het Vlaams regeerakkoord uitdrukkelijk in een gewaarborgde vertegenwoordiging en in een effectieve en evenwichtige beleidsparticipatie van beide taalgroepen op alle beleidsniveaus. Dat staat op bladzijde 84 van het akkoord dat wij ondertekenden. Met betrekking tot de rechten van de Franstaligen, zoals nu wordt verwoord in uw verklaring, moet ik verwijzen naar het engagement in het Vlaams regeerakkoord waar de partijen zeggen streng te zullen toekijken op het respect voor de taalwetgeving en dit vooral in de faciliteitengemeenten. Dat staat op bladzijde 9 van het Vlaams regeerakkoord.

Als het gaat over het minderhedenverdrag heeft de Vlaamse regering de uitdrukkelijke verbintenis genomen om onder geen enkel beding het minderhedenverdrag goed te keuren. Dat staat op bladzijde 78.

Collega's, wij gaan hieraan geen stoere woorden meer toevoegen. Wij gaan dit correct trachten uit te voeren. Ik zou willen eindigen met het Vlaams regeerakkoord te citeren. Er staat: "Vertrouwen nemen, verantwoordelijkheid geven". Wij geven u het vertrouwen, maar ik hoop oprecht dat ook u uw verantwoordelijkheid zult nemen.

01.53 Jean-Jacques Viseur (cdH): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, monsieur le ministre, chers collègues, depuis hier,

01.53 Jean-Jacques Viseur (cdH): Ik heb de eerste minister

j'ai entendu à plusieurs reprises le premier ministre affirmer que le rôle d'un Etat fédéral était d'instaurer un dialogue entre les divers niveaux de pouvoir, même si les majorités étaient asymétriques aux différents niveaux de pouvoir.

La meilleure manière d'entamer ce dialogue n'est pas de brutaliser...

herhaaldelijk horen verklaren dat de federale Staat moet zorgen voor een dialoog tussen de verschillende bevoegdheidsniveaus. Het respect tussen de diverse bevoegdheidsniveaus vormt de basis van een federale Staat.

Le **président**: Je constate un problème de son. Il y a deux manières de se faire entendre: soit de parler plus fort, soit de faire moins de bruit! Je vous invite à faire les deux.

01.54 Jean-Jacques Viseur (cdH): Je croyais que le micro portait mais comme ce n'est pas le cas, je vais essayer de faire comme nos ancêtres du 19^{ème} siècle: parler sans micro dans cet hémicycle.

La base même d'un bon Etat fédéral est le respect entre les différents niveaux de pouvoir. Or, on peut constater un exemple d'agression de la part de l'Etat fédéral à l'égard des entités fédérées, de tous les pouvoirs publics. Il s'agit de cette fameuse retenue sur le pécule de vacances.

Monsieur le premier ministre, en réalité, que faites-vous? Vous créez un nouvel impôt ou prélèvement obligatoire – comme c'est affecté à la sécurité sociale, parlons de cotisation sociale – à charge des pouvoirs publics, sans aucune négociation! De quoi s'agit-il? L'arrêté royal du 30 janvier 1979 qui élargissait la notion de pécule de vacances pour les agents des services publics au sein de tous les services publics a stipulé qu'une retenue de 13,07% était effectuée sur les parties forfaitaires et variables du pécule de vacances. Cela signifiait que plutôt que d'imposer, comme dans le secteur privé, le pécule de vacances, on réduisait le montant du pécule de vacances. Ce n'était pas 100 mais 100 moins 13,07%. Dans cet arrêté et dans des lois postérieures, il a été précisé que cette retenue ne présentait aucune caractéristique d'un impôt ou d'une cotisation sociale. Cela a d'ailleurs été confirmé par un arrêt de la Cour d'arbitrage du 2 juin 2004. On se trouve donc actuellement en présence non pas d'une retenue mais d'un pécule de vacances qui équivaut à 86,93%.

Aujourd'hui, sans aucune concertation, vous proposez un prélèvement obligatoire, à charge de tous les autres pouvoirs: les Communautés, les Régions, les parastataux, les communes – je souhaite bien du plaisir aux bourgmestres qui vont se voir ainsi privés de 13,07% du pécule de vacances. Vous posez ainsi un acte d'agression à l'égard de tous les autres pouvoirs sans la moindre concertation! On a là un exemple de votre manque de loyauté.

Que vous en discutiez avec les autres pouvoirs, cela relève évidemment de l'organisation normale. Mais que vous préleviez de la sorte des sommes sur les autres pouvoirs, c'est un acte d'agression. Et j'entends depuis quelques jours, vous venez d'ailleurs de le répéter il y a deux minutes, que tout cela est normal, puisque l'on donne beaucoup d'argent aux Communautés et Régions.

Je dois dire que mon groupe politique a payé assez cher cette loi de financement en apportant ses voix pour qu'elle puisse être adoptée. Ce que vous payez maintenant et que vous payerez demain aux Régions et Communautés, c'est exactement l'application stricte de la

01.54 Jean-Jacques Viseur (cdH): Men moet echter vaststellen dat de federale Staat de deelgebieden en alle overheden voor het hoofd heeft gestoten door het invoeren van een inhouding op het vakantiegeld. Op die manier wordt een nieuwe belasting ten laste van de overheden ingesteld, zonder dat daarover enige onderhandeling heeft plaatsgevonden. Volgens u is dat normaal, omdat de Gemeenschappen en Gewesten veel geld toebedeeld krijgen. Maar dat is enkel maar het gevolg van de loutere toepassing van de financieringswet. Met de ene hand willen terugnemen wat men met de andere hand verplicht is toe te kennen in het kader van een politiek akkoord, dat is geen federale loyaliteit!

En dan is er nog het begrip "budgettaire intertemporaliteit". Op zich heeft de term geen betekenis, in werkelijkheid echter des te meer. Mijnheer de eerste minister, u beweert dat u veel geld aan de Gemeenschappen en de Gewesten geeft, maar u wil uw stempel drukken op de manier waarop zij die middelen zullen aanwenden. Voor de periode 2000-2005 bestaat een samenwerkingsakkoord dat door de deelgebieden zal worden nageleefd. Na die datum wenst u dat zij een aanbeveling van de Hoge Raad van Financiën uit 2004 volgen. De Raad ziet de herfinanciering van de Gemeenschappen en de Gewesten als een middel om een nieuw beleid te voeren en de norm inzake de

loi de financement. De quoi vous plaignez-vous? Vous devez les payer! Vous dites que c'est beaucoup, un milliard, mais c'est évidemment ce qui a été prévu. C'est absolument normal. Vouloir reprendre d'une main ce que l'on s'est engagé, dans le cadre d'un accord politique, à donner de l'autre, cela ne correspond évidemment pas à la loyauté fédérale.

A la page 19 de la note budgétaire - page qu'il faut relire plusieurs fois pour essayer de la comprendre - on trouve cette évocation de "l'intertemporalité budgétaire". Le terme est beau, il est virtuel. Il ne veut rien dire en soi; mais il veut tout dire en réalité. En effet, comme vous prétendez que vous donnez beaucoup d'argent aux Communautés et aux Régions, vous voulez peser sur l'usage qu'elles vont faire de cet argent au-delà de l'accord de 1999, portant sur la période 2000-2005. Vous l'avez dit, pour cette période, il existe un accord de coopération qui sera appliqué loyalement par les entités fédérées. Mais ce qui est choquant dans votre démarche, c'est que vous semblez entamer la discussion pour les années suivantes, en déclarant que les entités fédérées s'inscrivent dans ce qui n'est pas une décision du Conseil supérieur des Finances, mais une simple recommandation de celui-ci, datant de 2004. Il leur conseillait d'utiliser leur refinancement pour de nouvelles politiques, en l'étalant dans le temps, et d'inscrire dans leur réflexion la norme de désendettement qu'elles doivent prolonger. C'est d'ailleurs ce que font la plupart des entités fédérées. Je pense, par exemple, à la Communauté française où a été promulgué le décret Demotte, qui a prévu une norme de désendettement raisonnable, conduisant à ce que le refinancement soit partiellement employé pour la période 2006-2010 par la non-utilisation de crédits.

J'ai entendu parler de 200 millions, c'est une somme importante. Mais, si c'est la totalité des montants prévus par le Conseil supérieur des Finances, nous atteignons 340 ou 350 millions. Vous voulez ainsi que les entités fédérées consacrent une part importante, à concurrence de ces montants élevés, de ce qui leur est alloué pour assurer en priorité leur désendettement et, ce faisant, permettre à l'Etat fédéral de continuer une politique qui n'est pas aussi sérieuse que celle que l'on veut imposer aux entités fédérées.

Il faut mettre les choses au point. Vous dites que pour la sixième année consécutive, le budget est en équilibre. Vous savez bien que ce n'est pas exact. Pour la sixième année consécutive, vous espérez que les finances publiques belges soient en équilibre grâce à la contribution de la sécurité sociale, grâce à la contribution des entités fédérées mais pas grâce à la contribution de l'Etat fédéral puisque vous prévoyez -0,5% en 2004 et -0,4% en 2005. La loyauté fédérale, ce n'est pas de faire supporter l'essentiel de l'effort par les autres entités, c'est de s'appliquer à soi-même les règles que l'on a édictées. Sur ce plan, vous n'êtes pas dans les règles que vous avez édictées.

Lorsque vous avez déposé votre note pour le respect du pacte de stabilité, vous avez prévu 4,8% comme surplus primaire. Nous en sommes à 4,5% par rapport au budget de 2005. C'est moins. Vous ne respectez pas les engagements que vous avez pris.

01.55 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: (...)

01.56 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Vous devez quand même vous

schuldafbouw te eerbiedigen. Dat is net wat de deelgebieden doen. Wat u echter wil, is dat zij een aanzienlijk gedeelte van hun financiering in de schuldafbouw pompen, zodat de federale overheid een minder strikt beleid kan voeren dan datgene dat zij de Gewesten wil opleggen. Dat is niet waar de federale loyaliteit voor staat! Integendeel, zij houdt in dat men zich aan de regels houdt die men zelf heeft uitgevaardigd! U mag niet vergeten dat wij de euro maar hebben kunnen invoeren dankzij onze verbintenis om een primair saldo van 4,8 procent te behouden.

en référer aux négociations qui ont eu lieu...

01.57 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Il faut comparer avec les autres pays....

01.58 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Monsieur le premier ministre, nous ne serions pas entrés dans l'euro si nous avions annoncé en 1998 que nous allions maintenir notre solde primaire à 4 ou 4,5%. L'engagement qui a été pris était de maintenir...

Vérifiez les négociations de l'époque, vérifiez ce qu'a dit le Conseil supérieur des Finances, c'est notre engagement de maintenir notre solde primaire à 6% qui nous a permis d'entrer dans l'euro et de nous inscrire dans la trajectoire de décélération de la dette publique. La comparaison n'est pas utile avec les autres pays.

01.59 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: (...)

01.60 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): C'est nous qui avons décidé cette réduction.

01.61 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: (...) Nous avons réduit cela à 93% pour l'année prochaine. Il est évident que les conditions d'aujourd'hui ne sont plus les conditions d'hier.

Le **président**: Monsieur le premier ministre, utilisez votre micro, sinon on ne vous entend pas.

01.62 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Je ne vais pas continuer car on ne veut pas voir la réalité!

01.63 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Je vois la réalité. Vous savez quelle est notre dette. Il ne faut pas nous comparer à l'Allemagne, la France ou le Luxembourg qui ont des dettes beaucoup moins importantes.

01.64 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: (...)

01.65 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Nous avons deux éléments qui nous obligent à tenir un solde primaire élevé. Le premier est que nous nous y sommes engagés par rapport à notre dette.

Le second, c'est que par rapport au vieillissement, notre seul volant d'ajustement, c'est justement notre dette. Nous n'avons pas comme les Hollandais un système de pensions qui couvre le vieillissement

01.65 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Wij moeten een hoog primair saldo behouden omwille van onze schuld. Zij is het enige sturingsmechanisme waarover wij beschikken. (...)

01.66 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: (...)

01.67 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Enfin, reconnaissez avec moi qu'on est encore très loin de la situation hollandaise. Nous sommes très loin de la situation française. Quand je vois le taux de remplacement assuré par les pensions en France et notre taux légal de remplacement, nous sommes le 12^e pays sur 15. Notre seul volant d'ajustement, c'est le solde primaire. Ce n'est pas moi qui ai signé l'engagement à l'égard du pacte de stabilité, c'est vous. La dernière fois, fin 2003, vous vous êtes engagé à tenir un solde primaire de 4,8%; vous avouez aujourd'hui que vous êtes à 4,5%. Vous êtes vite content. Je ne suis pas sûr que l'Europe sera aussi contente que ça

01.67 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): (...) In 2003 hebt u zich ertoe verbonden het primair saldo op 4,8 procent te houden. Vandaag kondigt u aan dat het 4,5 procent zal bedragen.

de nous voir...

01.68 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: (...) Notre solde primaire est positif, le leur est négatif.

01.69 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): En quelques minutes, vous passez de la comparaison avec la Suède et le Danemark à une comparaison avec l'Italie et la Grèce. C'est quand même une grosse différence.

01.70 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Je constate que notre pays est un des seuls qui soit en équilibre, et même en léger surplus. On est un des seuls pays avec la Finlande avec un solde primaire positif d'environ 4%. C'est moins que dans le passé, mais positif. On est un des seuls pays où la dette publique diminue. On joue à nouveau dans la cour des élèves avec une dette publique à 2 chiffres, et non plus à 3 chiffres comme dans le passé. On va vers les 93%. On est un des seuls pays qui ait la possibilité aujourd'hui de reprendre la dette de la SNCB. On est un des seuls qui puissent faire une réforme de la fiscalité, alléger les cotisations sociales. Aucun des pays qui nous entourent ne peut le faire, et avec tous ces résultats, vous me dites que ce n'est pas bon!

Il faut aller le dire à l'extérieur. À l'extérieur, dans les autres pays, on se demande pourquoi on critique la situation. Quand je rencontre M. Trichet, quand notre gouverneur de la Banque nationale le rencontre, quand M. Reynders le rencontre, il dit que c'est fantastique et qu'il faut continuer comme ça.

01.71 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Alors, monsieur le premier ministre, il faudra que vous m'expliquiez...

01.72 **Hendrik Bogaert** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik begrijp de retoriek die hier voortdurend naar voren wordt gebracht, maar volgens het jongste rapport van het Wereld Economisch Forum staat België 104^{de}, zijnde laatste, op het vlak van belastingdruk. Ik begrijp niet dat daarover nog voortdurend wordt gediscussieerd. Die cijfers zijn toch heel duidelijk?

01.73 **Eerste minister Guy Verhofstadt**: Er is een verschil tussen fiscaliteit en begroting, maar misschien wist u dat niet.

01.74 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Monsieur le premier ministre, je voudrais en revenir aux engagements pris par l'État belge. Encore une fois, quand vous avez déposé votre programme de stabilité, fin 2003, nous nous trouvions dans une situation économique où la croissance était beaucoup plus faible. Avec 2004 et 2005, nous aurons connu deux années où nous nous rapprochons de la moyenne de croissance optimale dans la zone européenne avec 2,4 à 2,5%.

01.75 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: (...) Vous devez reconnaître que la moyenne de la croissance européenne n'atteindra même pas les 2% pour 2004.

01.70 **Eerste minister Guy Verhofstadt**: We zijn het enige land met een begroting in evenwicht en zelfs met een licht begrotingsoverschot. Samen met Finland zijn we het enige land met een positief primair saldo. We zijn het enige land met een dalende overheidsschuld die thans naar 93 percent zakt. We zijn het enige land dat een schuld kan overnemen en een belastinghervorming kan uitvoeren. Geen enkel andere lidstaat van de Europese Unie kan een dergelijk palmares voorleggen! En u beweert dat het slecht is...

01.72 **Hendrik Bogaert** (CD&V): Selon le dernier rapport du Forum économique mondial, la Belgique occupe la 104^{ème} et dernière place en matière de pression fiscale. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, me semble-t-il.

01.74 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Ik kom terug op de verbintenissen die België heeft aangegaan. Uw stabiliteitsprogramma werd eind 2003 goedgekeurd, toen de groei beperkter was. Sindsdien kwamen we dicht bij het optimale Europese gemiddelde.

01.75 **Eerste minister Guy Verhofstadt**: Het Europese gemiddelde is minder dan 2 %. Wij halen 2,5 %.

01.76 Jean-Jacques Viseur (cdH): Je reprends les chiffres retenus qui indiquent 2,5% pour la Belgique.

01.77 Guy Verhofstadt, premier ministre: Pour nous, c'est bien: cette année-ci, on dépasse de 0,7% la moyenne et l'année prochaine, on la dépasse de 0,3%, ce qui représente 1% de croissance économique en plus sur deux ans.

01.78 Jean-Jacques Viseur (cdH): Il est très clair qu'à partir du moment où nous avons des années relativement favorables – et un chiffre de 2,4 ou 2,5 est relativement favorable –, l'effort doit être plus important. Vous voulez que les entités fédérées respectent la dernière livraison du Conseil supérieur des Finances. Je vous rappellerai alors une livraison précédente dans laquelle ils avaient dit: "Lorsque vous atteignez 2% de croissance, entre 2 et 2,4%, consacrez la moitié des surplus que vous créez à la réduction de la dette ou au fonds de vieillissement. Lorsque vous dépassez 2,4%, consacrez la totalité du bonus conjoncturel exclusivement au vieillissement". Mais ce n'est pas cela que nous avons avec les chiffres que vous donnez.

01.78 Jean-Jacques Viseur (cdH): Tijdens een gunstige periode moeten we een grotere inspanning leveren. De Hoge Raad van Financiën beveelt aan een deel van de boni aan de vergrijzingsproblematiek te besteden zodra de groei boven de 2% uitkomt en alle boni te gebruiken zodra de groei hoger ligt dan 2,4%.

Je ne vais pas continuer à dire ce que moi je pense, mais je vais simplement parler de ce que disait votre ministre du Budget. Il a peut-être oublié car c'était au printemps et nous sommes en automne. Il disait sous le titre "L'année 2004 sera-t-elle une année perdue?" que "le grand défi sera de rétablir en 2005 un équilibre structurel durable". Or, vous n'avez pas atteint au niveau de l'État fédéral cet équilibre structurel durable. Et vous l'avez d'autant moins que de report en report, on peut à peine imaginer en l'absence d'une croissance exceptionnelle ce que sera le budget 2006. Vous avez reporté tellement de choses, notamment la réforme fiscale. La réforme fiscale représentera 1,6 milliard en 2006.

Uw begrotingsminister verklaarde destijds dat hij opnieuw een duurzaam structureel evenwicht tot stand wilde brengen. Dat is niet het geval!

01.79 Guy Verhofstadt, premier ministre: Vous savez bien que l'année passée, comme je l'ai expliqué ici même, on nous a critiqués sur l'opération Belgacom et les pensions. On a dit à ce moment-là que nous pouvions effectivement compter sur cela mais que cela n'allait plus se reproduire en 2004 et que nous serions en difficulté en 2004. En 2004, nous allons réaliser l'équilibre. On a dit qu'en 2005, cela ne serait plus possible en l'absence de cette aide de Belgacom. Pourtant, on l'a fait, ce budget, sans cette opération unique de 1,1 milliard d'euros. Si vous voulez comparer des années, il faut aussi tenir compte de cela. Tenez compte du fait que nous reprenons 7,4 milliards de dettes de la SNCB. Si vous prenez en compte tous ces éléments, on constate une nette amélioration entre 2004 et 2005. Il y avait plus de critiques à faire sur le budget 2004 que sur celui-ci.

01.79 Eerste minister Guy Verhofstadt: Een jaar geleden werd de overname van de pensioenkas van Belgacom afgeschoten en werd ons voorspeld dat we het in 2004 moeilijk zouden krijgen. We leggen echter alweer een begroting in evenwicht voor, zonder dat daartoe zo'n nieuwe operatie nodig was. Tussen 2004 en 2005 is er een duidelijke verbetering.

01.80 Jean-Jacques Viseur (cdH): Effectivement, le déficit est plus important en 2004 qu'en 2005.

01.81 Guy Verhofstadt, premier ministre: Je me rappelle que tout le monde dans cette salle a dit que l'Union européenne n'allait jamais accepter cette opération de 1,1 milliard d'euros. Et bien, c'était une erreur: en février-mars, ils l'ont acceptée.

01.81 Eerste minister Guy Verhofstadt: Men zei ons zelfs dat de Europese Unie die operatie van 1,1 miljard euro nooit zou aanvaarden.

01.82 Jean-Jacques Viseur (cdH): Je n'ai jamais dit cela, M. Verhofstadt.

01.83 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Cette année-ci, on se livre au même exercice d'équilibre budgétaire sans ce 1,1 milliard d'euros. Soyez content, tout de même.

01.83 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Reden te meer dus om tevreden te zijn!

01.84 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Je ne peux être content dans la mesure où vous inscrivez (....)

01.84 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Toch kan ik daar geen genoeg mee nemen. Ik heb daarover niets gezegd. We zullen zien wat Eurostat ervan denkt. We zullen in ieder geval dertig jaar voor die operatie moeten betalen, zoals het geval is met de verkoop van de gebouwen.

En ce qui concerne cette opération, nous verrons ce qu'Eurostat dira. Je n'ai pas pris position sur ce sujet. J'ai simplement dit que c'était une opération qui n'était pas normale et que nous en paierions les conséquences pendant 30 ans. On pourrait faire un parallèle avec la vente de vos bâtiments. Nous commençons maintenant à payer les locations pour les bâtiments que vous avez vendus.

01.85 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: (...)

01.86 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Nous ne faisons pas des opérations qui nous coûtaient par la suite. Vendre de l'or ne coûte rien. Cela rapporte.

01.87 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: (...) Désirez-vous que je commence à parler de la pression fiscale et parafiscale sous ces gouvernements qui a fléchi de 44 à 48%.

01.88 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Je vous signale qu'en terme absolu, la pression fiscale n'a pas fléchi.

01.89 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Et M. Bogaert dit que nous nous situons aujourd'hui à la 104^{ème} place. Pourquoi pensez-vous?

01.90 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Si vous me permettez de poursuivre, je dirai, reprenant une nouvelle fois les propos tenus par M. Vande Lanotte, une opportunité s'offrait en 2004-2005: la reprise économique.

01.90 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): De aantrekkende economie biedt kansen voor 2004 en 2005, maar die hebt u niet aangegrepen om een structurele hervorming door te voeren. U wil dat de deelstaten de zwakheden van de federale staat goedmaken. Dat zal op termijn leiden tot ernstige begrotingsperikelen. Vanaf 2006 zullen wij de beslissingen die vandaag worden genomen duur betalen.

Vous n'avez pas procédé à des réformes structurelles. Demain, vous allez faire pression sur les entités fédérées pour que ces dernières couvrent les faiblesses en la matière de l'Etat fédéral. Les mesures que vous prenez vont placer, à un certain moment, la Belgique dans une situation où les Communautés seront appelées à s'affronter à propos du budgétaire plutôt que de coopérer comme pour la période 2000-2005. Quand on additionne tous ces éléments, on peut se dire que l'orientation que votre budget prend n'est pas la bonne et que nous paierons 2005, puis 2006 et les années à venir. Mais, sans doute, cela vous indiffère-t-il puisque votre horizon politique ne se situe sans doute pas là. Toujours est-il que nous allons payer très cher les décisions prises aujourd'hui.

Je vous remercie.

Le **président**: Je vais maintenant donner la parole à M. T'Sijen, puis à MM. Hasquin, De Man, Mme Dieu, MM. Van Biesen et Nollet.

Je lèverai ensuite la séance vers 19.15 heures. J'ouvrirai la séance du soir vers 20.15 heures pour la clôturer vers 22.30 heures. Nous reprendrons, si vous le voulez bien, nos travaux à 10 heures demain matin.

01.91 **Koen T'Sijen** (sp.a-spirit): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de

01.91 **Koen T'Sijen** (sp.a-spirit):

eerste minister, mevrouw de minister, geachte collega's, uw oproep, mijnheer de premier, om naar de toekomst te kijken en tegelijk ten aanzien van de bevolking het hoofd te buigen voor het politieke gekrakeel van de laatste weken, roept vertrouwen op. Het is de beste voorzet om opnieuw te werken aan de weg van goed bestuur op vele terreinen, maar zeker op communautair vlak.

Om een goed bestuur voor de bevolking mogelijk te maken, moeten de communautaire angels inderdaad eruit getrokken worden. De mensen zijn het communautaire geruzie beu. Niemand wint er iets bij. Wij weten dat in de straat weinigen echt warm zullen lopen voor de oprichting van het Forum, maar het communautaire gehakketak, het gevoel of de perceptie dat een gemeenschap onrecht wordt gedaan, dat er prijzen betaald moeten worden en dat er oneerbare compromissen gesloten moeten worden, maakt velen opstandig, vanuit een identiteitsbesef, maar ook vanuit de wetenschap dat mensen met andere problemen bezig zijn.

De sociaal-economische agenda is voor de mensen in wezen de belangrijkste agenda. Spirit wil hier toch een aantal links-liberale klemtonen leggen. Er is in de beleidsverklaring sprake van meer investeringen in onderzoek en ontwikkeling, van het Scandinavische model. Wij hebben inderdaad geen nood aan een blind saneringsbeleid dat de economie verstikt, maar wij hebben evenmin nood aan een blind economisch beleid. Wat wij echt nodig hebben, is een ruimer kader dat van ons land een creatief centrum maakt. De jaarlijkse groei in de creatieve economie in de OESO-landen is twee keer zo groot als in de dienstensector en vier keer zo groot als in de industriële sector.

De maatregel om een vrijstelling van 50% op de bedrijfsvoorheffing op het loon van onderzoekers toe te passen, raakt de kern van de zaak. De creatieve sector is de toekomst van ons land. De economische groei ligt meer en meer vervat in immateriële waardedrijvers, zoals kennis, informatie, opleiding en creativiteit. Onze steden kunnen draaischijven worden van Europese creatieve economieën. Wij kunnen de beste levensomstandigheden aanbieden aan buitenlands talent. Jongeren willen een competitieve omgeving, waar zij ingeschat worden op hun werk en verdienste en niet op hun afkomst of diploma. Dit veronderstelt een ander klimaat en bijzondere maatregelen op institutioneel, innovatief, sociaal en menselijk vlak.

In het Forum kunnen wij de discussie niet uit de weg gaan om de middelen voor wetenschap, technologie, innovatie en economie op het niveau van de Gewesten te brengen, zodat de regio's een geconcentreerd en daadkrachtig innovatiesysteem kunnen ontwikkelen. Ook de overheveling van de bevoegdheid over de octrooibescherming en andere intellectuele eigendomsrechten naar het gewestelijk niveau is noodzakelijk, als wij de kleine en middelgrote ondernemingen willen ondersteunen.

Een succesvol innovatiebeleid betekent dat onderzoek en ontwikkeling ook gestimuleerd moet worden in nieuwe sectoren. Het federaal plan voor duurzame ontwikkeling en het nog voor te bereiden nieuwe meerjarenprogramma voor wetenschappelijk onderzoek, gericht op duurzame ontwikkeling, zijn kaders waarbinnen dit mogelijk is. Ik denk daarbij aan technologische en innovatieve ontwikkelingen voor het halen van de Kyoto-doelstellingen, voor de reductie van de

Si nous voulons bien gérer le pays, nous devons absolument dédramatiser le débat communautaire. Car les questions socio-économiques demeurent les plus importantes, surtout aux yeux des citoyens. Spirit a bien l'intention de faire entendre son point de vue libéral de gauche.

Dans la déclaration de politique générale, il est question d'intensifier les investissements dans la recherche et le développement. La Belgique a besoin d'un cadre plus large qui fasse d'elle un centre de création. L'exonération de 50% du précompte professionnel en faveur des chercheurs s'inscrit dans ce contexte. Car le secteur de la création et ses vecteurs de valeurs immatérielles qui l'animent sont l'avenir de notre pays.

Si nous voulons soutenir réellement les petites et moyennes entreprises, il faut que l'innovation et la protection des brevets deviennent des compétences régionales. Et si nous voulons que la politique en matière d'innovations soit une réussite, il est indispensable d'investir aussi dans le développement durable. Je pense que le plan fédéral pour le développement durable et le futur programme pluriannuel pour la recherche scientifique devraient rendre cela possible.

Il faut éviter d'orienter l'économie de la connaissance exclusivement vers les plus qualifiés car, sinon, on risque de favoriser l'exclusion. Les catégories vulnérables doivent elles aussi trouver à s'intégrer dans des services où toutes les places sont encore prises à l'heure actuelle. On ne peut réaliser l'égalité des chances en investissant uniquement dans l'économie sociale. Il faut d'abord investir dans la "réinsertion" des exclus dans le tissu social.

Pour être un centre créatif, il faut être attentif au climat humain, ce

uitstoot van broeikasgassen na 2012, voor nieuwe energiebesparende investeringen, nieuwe transportsystemen, enzovoort. Ik verwijs hierbij ook naar acties uit het federaal plan die erop gericht zijn om het aandeel van duurzame producten op de markt te verhogen, bedrijven aan te zetten tot maatschappelijk verantwoord ondernemen en het ontkoppelen van de economische groei met de intensiteit van grondstoffen- en energiegebruik.

Ons land moet op die manier kunnen behoren tot de meest concurrentiële en dynamische kenniseconomieën van Europa en de wereld.

Creatieve economie moet echter ook de motor vormen voor de sociale economie.

Een economie die alleen oog heeft voor hooggeschoold personeel sluit uit. In onze samenleving is behoefte aan nieuwe diensten die nog niet zijn ingevuld, maar uitermate geschikt zijn om ook de meer kwetsbare groepen aan volwaardige, duurzame en kwaliteitsvolle jobs te helpen. Onze fractie pleit onder andere voor subsidiemechanismen voor kwetsbare groepen waarvan elke onderneming gebruik kan maken enerzijds en anderzijds voor een mix van stimulerende maatregelen voor ondernemingen die een substantiële inspanning leveren op het vlak van sociaal personeelsbeleid, milieuvriendelijke productie, medeheer enzovoort.

Gelijke kansen geven doet men echter niet alleen via investeringen in sociale economie. Het proces van begeleiding en herinschakeling van mensen in het maatschappelijk weefsel is de eerste opdracht. De aangekondigde maatregel om OCMW's extra te steunen als zij leefloners kunnen laten deelnemen aan herinschakelingsprojecten in het bedrijfsleven juichen wij zeker toe. Ik wil zijdelings ook pleiten om te onderzoeken in welke mate wij asielzoekers die nog in de ontvankelijkheidsfase verkeren en worden opgevangen in lokale opvanginitiatieven kunnen worden gelijkgesteld met leefloners en ook ingeschakeld worden in het regulier en niet-regulier arbeidscircuit. Wij moeten de mensen niet alleen laten overleven, maar ze ook laten leven.

Tot slot is er ook het menselijke klimaat. Creatieve economie gedijt op plaatsen waar het goed is om te leven. Dit veronderstelt niet alleen goede culturele en sportieve voorzieningen, aandacht voor immateriële waarden, goede huisvesting, een hoge graad van tolerantie en betrokkenheid van de mensen. Dit is slechts matig terug te vinden in de beleidsverklaring, maar ik wil hiervoor aandacht vragen omdat het noodzakelijke, zonet de belangrijkste voorwaarden zijn om aan dit land het label van creatief centrum te geven.

Beste collega's, zoals de filosoof Sibony zegt, racisme is niet angst voor het verschil, maar de angst dat het verschil niet bestaat. De ander is niet absoluut anders. Hij of zij is anders door zijn persoonlijke geschiedenis en cultuur. Wij moeten die verschillen niet ontkennen, maar wij moeten ze ook niet hanteren als een wapen tegen de ander of om er een muur mee op te trekken tussen de anderen en onszelf. Voor spirit is de interculturele samenleving niet de vijand, maar een verrijking. De mediageleide verklaringen van de rechtsliberale boegbeelden leiden ertoe dat allochtonen en autochtonen in eerste instantie weerom worden geconfronteerd met een wij-zijverhaal, al

que ne fait guère la déclaration de politique fédérale. Spirit ne considère pas la société interculturelle comme une menace. Tout comme le président du VLD, M. Somers, nous préconisons un débat sur un socle de valeurs non négociables, comme les droits de l'homme. Ce débat doit porter sur des questions importantes telles que l'émancipation de la femme et le taux d'emploi. Le faible taux d'emploi chez les allochtones n'est pas seulement lié à la discrimination sur le lieu de travail, mais notamment aussi à l'enseignement et à l'éducation. La créativité humaine et la tolérance constituent les moteurs d'une société et d'une économie. Ce principe pourrait être à la base d'une relance du projet violet.

Les Flamands attendent à juste titre une bonne administration dans tous les dossiers. Après les événements des dernières semaines, le mea culpa du premier ministre peut, à terme, clarifier la situation. Nous souhaitons voir à nouveau le volontarisme du gouvernement Verhofstadt I.

Nous rappelons au CD&V qu'il a sa part de responsabilités. Ce parti ne peut pas gérer son entrée dans le gouvernement au détriment des Flamands de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Quant aux francophones qui souhaitent tirer bientôt la sonnette d'alarme, ils doivent bien se rendre compte qu'il n'est plus aussi certain qu'il y aura un nouveau gouvernement fédéral par la suite. Le dossier DHL sera examiné par le Parlement, bien qu'un rôle important soit réservé au Comité de concertation.

was het wellicht niet zo bedoeld.

Het is misschien niet helemaal volgens de geëigende vormen van beleefdheid, maar wij reiken in deze toch graag onze linkerhand aan om de rechterhand van Bart Somers te schudden. Het debat over de sokkel van waarden is ook het debat dat wij willen voeren. Vertegenwoordigers van de autochtone en allochtone gemeenschappen in dit land, beleidsmakers, vertegenwoordigers uit de mediawereld, de sociale partners moeten een intercultureel pakt sluiten over waarden waarover niet te marchanderen valt zoals de universele verklaring van de rechten van de mens, de rechten van de vrouw en het kind, de scheiding van Kerk en Staat, de rechtstaat, het principe van non-discriminatie.

Waar het in essentie over gaat, wil ik vatten in een beeld. Ik heb liever 10 allochtone meisjes met een hoofddoek die geëmancipeerd afstuderen aan de universiteit dan 10 allochtone meisjes zonder hoofddoek die geen diploma hebben en in de werkloosheid verzeilen. Het debat moet gaan over de grond van de zaak, over vrouwenemancipatie, over gelijke kansen op de arbeidsmarkt. In België is 30% van de niet-Europese bevolking van 15 tot 64 jaar aan het werk. In Europa ligt die werkgelegenheidsgraad voor niet-Europeanen boven de 50%. Die verklaring kan onmogelijk alleen worden gezocht in discriminatie op de werkvloer. Het gaat ook over onderwijs en opvoeding, over onvoldoende mobiliteit, over onvoldoende begeleiding.

Spirit vraagt daarom uitdrukkelijk aandacht voor de werkgelegenheidsgraad van allochtonen, maar ook voor laaggeschoolde vrouwen en jongeren. We suggereren hier vandaag concreet, mijnheer de eerste minister, om dit aspect te bespreken op het aangekondigde driepartijenoverleg over arbeidsparticipatie en de werkgelegenheidsgraad tussen regering, werknemers en werkgevers. De essentie van ons verhaal laat zich dus samenvatten in een zin: menselijke creativiteit en tolerantie zijn de drijvende kracht van maatschappij en economie. Dit kan de kapstok zijn van een relance van het paarse project.

Geachte ministers, geachte collega's, een sociaal-economisch coherent verhaal is uiteraard niet voldoende.

“Ce que les francophones demandent aujourd'hui, c'est peu de chose: du respect”.

Dit stond gisteren in *La Libre Belgique*, met wellicht een ironische knipoo naar een Vlaamse regeringspartij. Wat de Vlamingen vandaag vragen, is slechts één ding: goed bestuur op alle terreinen, of het nu gaat over DHL, de communautaire hete hangijzers of de begroting.

Geachte eerste minister, de spirit-fractie wil u en uw regering op basis van uw verklaring het volle vertrouwen geven, maar het zal politiek anders moeten dan de voorbije weken. Uw mea culpa kan louterend werken voor deze meerderheid, maar daardoor zijn de resultaten er nog niet. U heeft de laatste weken vele kleuren van de regenboog gezien, maar wij willen opnieuw de volle paarse kleur: wij willen terug het voluntarisme van de ploeg Verhofstadt I. Voor wie het nog niet door heeft: als het journaal nu de binnenlandse politiek aankondigt,

draait menige maag rond. De inzet achter deze beleidsverklaring is voor spirit voor de toekomst meer dan ooit: goed bestuur.

Ik wil mij ook even richten tot de CD&V-fractie en niet om plat te doen. Hoed u ervoor om op de kap van de Vlamingen in Brussel-Halle-Vilvoorde uw eigen regeringsintocht te regisseren. U zal slechts het bedje spreiden voor de antipolitiek, voor hen die vegeteren op maatschappelijke verzuring en politiek conflict. Wie de nieuwe voorzitter ook mag worden, u zit nu mee in een positie die verantwoordelijkheid vraagt, niet het minst op communautair vlak. Geen akkoord over Brussel-Halle-Vilvoorde zal u mee verantwoordelijk maken voor het failliet van onze federale staatsstructuur, een constructie waaraan uw partij zelf veertig jaar heeft mee getimmerd. Geloof me vrij, mijnheer De Crem, ik weet dat de nieuwe rechtse orde binnen uw kartel - ik ken de pappenheimers zeer goed - het zo graag zou zien. Aan u de keuze dus.

Aan onze Franstalige vrienden wil ik ook graag een boodschap meegeven. Wilt u de communautaire dialoog niet ernstig aangaan of wilt u de alarmbelprocedure gebruiken als een machtsinstrument, weet dan dat de vraag niet meer zal zijn welke de volgende federale regering wordt, maar of er überhaupt nog een federale regering komt. Dat is geen dreigement. Ik gun iedere deelstaat in dit land het plezier om zijn eigen buitenlands beleid, justitie en sociale zekerheid te organiseren, maar het gezond verstand zegt mij dat Vlaanderen en Wallonië in een steeds groter wordend en anoniemer Europa samen de weg moeten uitstippelen om in onze regio's meer welzijn en welvaart te creëren. Die wil moet er zijn, het vertrouwen tussen de Gemeenschappen en Gewesten moet hersteld worden. Dat het dossier Brussel-Halle-Vilvoorde parlementair zal behandeld worden is een goede zaak, maar toch ziet spirit een belangrijke rol voor het Overlegcomité tussen de federale regering en de deelstaatregeringen om het dossier verder te ontminnen.

01.92 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Dat is een belangrijke verklaring die u nu aflegt. Dat wil zeggen dat hetgeen collega De Crem daarjuist heeft laten verhoppen, namelijk dat volgende week de zaak al naar de commissie zou gestuurd worden en behandeld in overleg met André Frédéric, niet aan de orde is aangezien er eerst nog allerlei overleg moet worden gevoerd met de Gemeenschappen en de Gewesten. Ben ik juist? Is daar een timing op geplakt?

01.92 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Il y aura donc tout d'abord une concertation au sein du Comité de concertation. M. De Crem a affirmé ce matin encore que la proposition de loi des partis flamands suivra immédiatement son cheminement parlementaire et que des accords auraient été conclus à ce sujet.

01.93 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): U bent zoals gewoonlijk niet juist.

01.94 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Niet juist?

01.95 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): U bent niet juist. Ik heb helemaal niet gezegd dat het parlementair initiatief geen goed initiatief is, maar we kunnen parallelle circuits volgen om dat dossier sneller te ontminnen.

01.95 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): On peut néanmoins recourir à des circuits parallèles accélérant le processus et susceptibles de "déminer" la situation.

01.96 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Dus u gaat er mee voor zorgen dat hierover volgende week kan worden gesproken? Gaat u dat doen? Ik wil u aan uw woord houden.

01.96 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): M. T'Sijen appuiera-t-il également, demain, la demande

d'urgence afin que la question puisse déjà être examinée la semaine prochaine en commission?

01.97 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): We zullen dat morgen zien. We zullen zowel de parlementaire behandeling volgen als initiatieven vragen om dat ook te regelen tussen de deelstaten op het Overlegcomité, omdat dit geëigende organen zijn waarbinnen dergelijke dossiers kunnen besproken worden.

01.98 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Collega, dat er daarnaast en buiten het Parlement gesproken wordt, kunnen we niet verhinderen. Ik ben benieuwd of u morgen inderdaad de urgentie zult steunen, zodat we niet nog eens een maand lang op de Raad van State moeten wachten of wat dan ook en het volgende week kan besproken worden. Ik houd u aan uw woord. Ik ben zeer benieuwd naar het stemgedrag van spirit zowel als van sp.a morgen.

01.99 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): Wij zullen morgen over de inoverwegingneming stemmen, dat is geen enkel probleem. Het dossier zal verder gaan. Ik bied hier alleen enkele pistes aan om het dossier nog sneller te laten gaan en om de verstandhouding nog beter te laten functioneren dan op dit moment.

01.99 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): Nous l'appuierons, oui.

01.100 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Ik ben benieuwd. U gaat het realiseren?

01.101 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): Er is nog niets gerealiseerd met uw partij en u zult ook nooit iets realiseren.

01.101 Koen T'Sijen (sp.a-spirit): Après DHL, il s'agit du deuxième dossier dont le centre de gravité se situe au niveau des entités fédérées. En fait, le dossier Bruxelles-Hal-Vilvorde ne constitue pas un test pour le fonctionnement de l'Etat fédéral, mais bien pour la bonne administration.

Na het DHL-dossier zal dit dan een tweede dossier zijn waarvan het politieke zwaartepunt bij de deelstaten komt te liggen. Dat kan spirit, als confederalistische partij, alleen maar toejuichen. Mijnheer de eerste minister, geachte collega's, we moeten ons met de moeilijke dossiers inderdaad ook niet verstoppen achter open deuren zoals "dit is een test voor de goede werking van het Belgische staatsbestel". Echt niet. Een visie op DHL, een visie op de inrichting van een kiesarrondissement heeft niets te maken met de eigenlijke werking van het federale staatsbestel maar wel met de manier waarop politici met elkaar omgaan, met de wil om moeilijke dossiers een oplossing te geven, met goed bestuur.

De **voorzitter**: Collega's, mag ik doen opmerken dat dit de maidenspeech van collega T'Sijen is? Het is de traditie het lid daarmee te feliciteren. (*Applaus*)

Le **président**: Je félicite M. T'Sijen dont c'était le maidenspeech. (*Applaudissements*)

01.102 Hervé Hasquin (MR): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, mes chers collègues, je vais aborder succinctement le problème de l'Europe, accessoirement celui de la Turquie mais préalablement, je voudrais répondre à M. Wathelet.

01.102 Hervé Hasquin (MR): Eerst en vooral wil ik de heer Wathelet een antwoord verschaffen betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. In tegenstelling tot wat werd gezegd of bedoeld, werd het solidariteitsprincipe door de voorgaande Gemeenschaps- en Gewestregeringen aanvaard.

En ce qui concerne le problème du financement des Communautés et des Régions, comme j'ai vécu bon nombre d'événements de près, je voudrais rappeler un certain nombre d'acquis engrangés voici quelques mois.

D'abord, contrairement à ce qui a été dit ou sous-entendu, je rappelle

que le principe de la solidarité entre les entités fédérées et l'Etat fédéral a été accepté par les précédents exécutifs et gouvernements des Communautés et des Régions.

Ensuite, je tiens à rappeler, au sujet du problème des cotisations sociales - et le ministre du Budget de la Communauté et de la Région wallonne qui était le même d'ailleurs dans les précédents gouvernements l'a rappelé ce matin - que politiquement et juridiquement, les Communautés et les Régions en comité de concertation "Communautés/fédéral/Régions", n'ont jamais contesté le bien-fondé de la réclamation du fédéral. Le seul élément qui restait en discussion était celui du "phasage" du paiement, étant donné les quelques difficultés que connaissait, notamment, la Communauté française.

Enfin, en ce qui concerne les moyens mis à la disposition des Communautés, je rappelle que, par rapport aux projections budgétaires pluriannuelles - les dernières dataient de mars-avril -, les Communautés, et donc la Communauté française, reçoivent nettement plus en dépit des efforts qu'on leur demande en matière de désendettement. La Communauté française reçoit nettement plus que ce qui était prévu dans les projections budgétaires pluriannuelles du printemps dernier. Cela permettra à Mme Simonet - mais tout dépendra de son influence et de son poids dans le gouvernement de la Communauté française - de consentir les efforts budgétaires nécessaires pour l'enseignement supérieur et les hautes écoles en particulier. Il est hors de propos de venir expliquer qu'il y a moins de moyens pour les Communautés, c'est exactement l'inverse! Pour ma part, cela clôt ce volet de la discussion.

J'en viens à la problématique de l'Europe. Il y a quelques jours, M. Bronislaw Geremek, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Pologne, était en Belgique et s'exprimait à l'amphithéâtre Paul-Emile Janson de l'ULB. Ce dernier rappelait, en commençant sa conférence, des propos qui étaient les siens dans une interview au Soir. "On prête à Jean Monnet les propos suivants: Si j'avais à recommencer, je commencerais par la culture". J'ai l'intime conviction, même si j'essaie de rester un homme de culture, que si on avait commencé l'Europe par la culture, l'Europe n'aurait jamais progressé, l'Europe n'existerait pas. Il était important de commencer par l'économie, de créer des solidarités, de créer la prospérité et de faire tomber un certain nombre de barrières, surtout après la seconde guerre mondiale. Inéluctablement et par nécessité, l'Europe a été, au départ, une construction économique tendant à augmenter le bien-être. Il est vrai qu'elle a pu donner le sentiment - qui est encore celui des populations aujourd'hui - qu'elle est exclusivement une machine économique, je dirais même une machine économétrique, alors que progressivement, elle introduit une dimension plus humaine, plus philosophique et surtout une dimension de liberté dans son discours et dans ses institutions.

Si j'ai bonne mémoire, c'est dans le Traité d'Amsterdam en 1997 que, pour la première fois, l'Union aborde le problème des libertés, garantit la liberté religieuse, la liberté de conviction que, pour ma part, je n'ai jamais dénigrées. Le Traité de Nice en 2000 a quand même adopté la charte des droits fondamentaux. C'était une grande première. Il importe de s'en souvenir. Enfin, nous avons eu l'honneur, ici, à Bruxelles, en 2004, d'approuver la Constitution.

Wat de sociale bijdragen betreft - de minister van Begroting van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest herinnerde er trouwens nog aan - hebben de Gemeenschappen en de Gewesten de gegrondheid van de federale eis nooit ter discussie gesteld, noch op politiek, noch op juridisch vlak. Het enige twistpunt was de timing van de betaling.

Wat de middelen van de Gemeenschappen betreft, wil ik eraan herinneren dat de Franse Gemeenschap heel wat meer ontvangt dan wat in de meerjarenplannen van vorige lente was bepaald. Daardoor zal mevrouw Simonet de nodige inspanningen kunnen doen voor het hoger onderwijs en de hogescholen. De Gemeenschappen ontvangen niet minder middelen, wel integendeel!

Dat brengt mij bij de Europese problematiek. De heer Geremek, de Poolse oud-minister van Buitenlandse Zaken, bracht onlangs de aan Jean Monnet toegeschreven woorden in herinnering: "Mocht ik herbeginnen, dan zou ik met de cultuur beginnen". Ik denk echter dat Europa niet zou bestaan moest men met de cultuur zijn begonnen. Na de tweede wereldoorlog kon men niet anders dan met de economie van start gaan, welvaart creëren en de grenzen doen verdwijnen. Europa was dus in de eerste plaats een economische constructie die tot doel had de welvaart te verhogen. Op die manier kon de indruk ontstaan dat het een louter economische of zelfs econometrische machine was. Stap voor stap krijgt Europa echter een menselijker gelaat en voegt het een filosofische dimensie en een boodschap van vrijheid toe aan zijn standpunten en instellingen.

Met het Verdrag van Amsterdam in 1997 garandeerde de Unie voor

Si l'on regarde la carte du monde, si l'on se réfère au critères d'Amnesty International, il y a peut-être aujourd'hui 35 pays qui peuvent être considérés comme démocratiques sur la planète. Je constate que l'Union apparaît véritablement comme un havre de paix, de liberté dans le sens le plus étendu du terme. En effet, pour pouvoir participer à l'Union européenne, il faut répondre à des critères extrêmement stricts.

Ainsi, monsieur le premier ministre, une façon de redonner confiance à l'Europe, de faire en sorte que le citoyen se sente moins distant, moins éloigné de ce qui lui apparaît comme une machine administrative extraordinairement complexe et froide, rigide peut-être, c'est de faire le nécessaire pour que le citoyen soit davantage associé à de grands événements de l'Europe.

Pour ma part, j'ai toujours été navré, consterné de constater qu'au moment de la ratification du Traité de Maastricht, alors que nous nous prétendons et que nous sommes la capitale de l'Europe, ce soit un grand pays voisin et François Mitterrand, pour le citer, qui a pris la peine - c'était un risque et il a pris ce risque - de provoquer en France un grand débat.

Ce qui s'est passé dans notre pays était d'un terne absolu. On pouvait se demander: "Oui ou non, sommes-nous le siège de la capitale des institutions européennes?" Selon moi, il est fondamental de créer un mouvement - des campagnes d'information ne suffisent pas. Si l'on pouvait organiser, avec les difficultés que cela représente, une consultation - je connais les obstacles juridiques et le problème n'est pas d'en dissenter maintenant - s'il y a une voie prioritaire à suivre dans les mois qui viennent, c'est d'essayer de trouver un moyen de consulter l'opinion sur cette Constitution européenne, pour lui faire prendre conscience de l'importance des enjeux et des idées qui y sont exprimées.

Surtout, il ne faudra pas polluer le débat avec le problème de la Turquie. La Turquie est un problème compliqué. Des négociations ont été entamées et - ne confondons pas les choses -, en décembre, il est question de dire "oui, on commence à discuter avec la Turquie". Un cahier des charges extrêmement fourni a été établi, à propos duquel nous devons être extrêmement exigeants si nous voulons être cohérents, conséquents par rapport aux principes de liberté, des droits de l'homme, etc. que j'évoquais voici quelques instants. On ne peut clore le débat sur la Turquie par un simple "oui" ou par un simple "non". C'est un dossier qui demandera du temps, mais qui est indépendant de la ratification de la Constitution européenne. A cet égard, il serait extrêmement important de prendre le pouls de la population afin que le citoyen belge, comme le citoyen des autres pays européens, se sente davantage concerné, impliqué par la politique européenne.

het eerst de vrijheid van overtuiging. Met het Verdrag van Nice in 2000 werd het handvest van de grondrechten aangenomen, wat een belangrijke primeur was. Tot slot hebben wij in 2004 de eer gehad in Brussel de Grondwet goed te keuren.

Als we een blik op de wereldkaart werpen, telt onze planeet, volgens de criteria van Amnesty International, vandaag de dag 35 'democratische' landen. De Europese Unie ontpopt zich als een vredig en vrij oord in de meest ruime zin van het woord. Om dat ideaal te bereiken, moeten de lidstaten aan strenge criteria voldoen.

De burger meer betrekken bij belangrijke gebeurtenissen zou een manier kunnen zijn om Europa weer vertrouwen te geven. Ik was teleurgesteld toen bij de bekrachtiging van het Verdrag van Maastricht een buurland - wij niet - zich de moeite heeft getroost een uitgebreid debat te voeren. In België rees de vraag of wij wel de hoofdstad van de Europese Unie herbergen!

Ik ben van mening dat we een manier moeten vinden om de publieke opinie over die Europese Grondwet te raadplegen. Ik ben mij terdege bewust van de juridische moeilijkheden en zal die hier niet uit de doeken doen.

Laten we het debat vooral niet bezwaren met het complexe probleem van Turkije. We moeten pas in december beslissen of we al dan niet onderhandelingen met dit land zullen aanknopen. Er zijn heel wat voorwaarden die we streng moeten afdwingen om consequent te blijven met betrekking tot de beginselen van vrijheid, eerbiediging van de mensenrechten enz. We kunnen het debat niet afsluiten met een rechtlijnig 'ja' of 'neen'. Deze aangelegenheid zal heel wat tijd in beslag nemen, maar staat los van

de bekrachtiging van de Grondwet. In dit opzicht lijkt het mij nodig de vinger aan de pols te houden bij de bevolking opdat de burger zich nauwer bij de Europese politiek betrokken zou voelen.

De **voorzitter**: Mijnheer Laeremans, u weet dat wij een kortere spreektijd hebben afgesproken voor de volgende sprekers.

Mijnheer Laeremans, u hebt het woord.

01.103 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, op 13 mei kregen de burgemeesters en de inwoners van Halle-Vilvoorde van de partijvoorzitters van VLD, sp.a en spirit de volgende belofte, zwart op wit, gehandtekend, op papier. Ik citeer: "De partijvoorzitters engageren zich uitdrukkelijk dat de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde op de federale politieke agenda gezet wordt. De besprekingen moeten leiden tot de toepassing van de Grondwet en uitvoering van de arresten van het Arbitragehof en dit door de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde. Vlaanderen dient hiervoor geen prijs te betalen", dixit de voorzitter van de VLD en de voorzitters van sp.a en spirit.

Tegelijkertijd werd verklaard dat het aan te bevelen is dat de splitsing van de kieskring en van het gerechtelijk arrondissement onmiddellijk na de Europese verkiezingen – het is vandaag al heel wat later – op het federaal niveau zou worden gerealiseerd.

Dat engagement werd in het Vlaams regeerakkoord uitdrukkelijk overgenomen. In het akkoord vragen alle vijf de Vlaamse regeringspartijen aan hun fracties van Kamer en Senaat om, los van het Forum, uiterlijk bij de start van het parlementair jaar wetsvoorstellen tot splitsing van de kieskring respectievelijk het gerechtelijk arrondissement in te dienen en onverwijld goed te keuren.

Wat blijft daarvan vandaag nog over? Ik heb vier bedenkingen.

Ten eerste, er werd een voorstel ingediend. Dat kan inderdaad niet worden ontkend, maar wanneer we de inhoud van het nieuwe voorstel tegen het licht houden, was de indiening ervan, collega De Crem, gewoon niet nodig geweest. Het voorstel is op de meeste vlakken gewoon een kopie van het oorspronkelijke voorstel van de burgemeesters van vorig jaar. VLD, sp.a-spirit en CD&V/N-VA hadden het liggende voorstel gewoon kunnen amenderen op basis van de kritiek van de Raad van State en dan konden we onmiddellijk, onverwijld – morgen al – aan de slag, zoals CD&V en N-VA in een recent verleden altijd hebben gewild. Het nieuwe voorstel heeft slechts twee functies. Ten eerste, het is een showelement om de indruk te geven dat het Vlaams regeerakkoord wordt uitgevoerd. Ten tweede, het is een verdragingsmanoeuvre om de carrousel van de Raad van State nog maar eens een rondje van een maand te laten draaien en Verhofstadt al die tijd uit de wind te zetten. Dat werd gisteren trouwens haarfijn geanalyseerd door Le Soir.

Wat is trouwens het statuut van het wetsvoorstel van de vijf partijen? Het is niet eens de gespreksbasis voor de onderhandelingen. Het

01.103 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Le 13 mai, les présidents du VLD, du sp.a et de Spirit ont pris à l'égard des bourgmestres et des habitants de Hal-Vilvorde l'engagement que la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde serait portée à l'ordre du jour du gouvernement fédéral. Les dispositions de la Constitution devaient être appliquées dans ce dossier et les arrêts de la Cour d'arbitrage, respectés, sans contrepartie à payer par la Flandre. En outre les autorités fédérales devaient réaliser la scission de l'arrondissement électoral et de l'arrondissement judiciaire au lendemain des élections européennes. Ces promesses ont été inscrites dans l'accord de gouvernement flamand.

Une proposition a bien été déposée entre-temps mais elle ne constitue, en majeure partie, qu'une copie de la proposition déposée l'an passé par les bourgmestres. Si, dès lors, cette dernière proposition avait été amendée en fonction des observations du Conseil d'Etat, nous aurions pu nous mettre au travail dès demain. La nouvelle proposition n'est toutefois destinée qu'à jeter de la poudre aux yeux et à retarder l'avancement du dossier, comme le soulignait très justement "Le Soir" dans une analyse parue hier.

Du reste, la scission effective ne constituera même pas la base des prochaines négociations. Le

uitgangspunt van de gesprekken is niet de splitsing. Verhofstadt heeft geen enkel perspectief gegeven en dus geen aanzet tot de splitsing, zoals Stevaert nog had geëist. Verhofstadt heeft alleen gezegd dat hij een oplossing wil vinden, maar die kan evengoed bestaan uit het terugvallen in de oude arrondissementen. Het is gisteren nog gezegd. Hij kon het zelfs niet laten om de natte droom van het FDF als gespreksbasis te aanvaarden, met name de terugkeer naar de oude provinciecontouren van het unitaire Brabant – horresco referens – waarin ook Leuven voortaan tot de Waalse kieskring zou gaan behoren. Collega Daems, Leuven is u welbekend. Ook die waanzin moest plots ernstig worden genomen.

Verhofstadt heeft al drie keer de kans gemist om het dossier van de splitsing door te drukken: bij de kieswethervorming van 2002, bij de goedkeuring van de Europese kieswet vorig jaar of begin dit jaar en bij het debat over het vreemdelingenstemrecht. Vandaag gaat hij opnieuw de mist in en heeft die man andermaal niet de moed om zelfs maar een aanzet tot splitsing te geven.

Er werd door Vlamingen – en dat is een tweede bedenking – maar één voorstel ingediend.

Er werd geen voorstel ingediend over de splitsing van het gerechtelijk arrondissement, ondanks het uitdrukkelijke engagement van alle Vlaamse partijen. Dat is dus een eerste manifeste woordbreuk. Ik las nochtans dat er een consensus was gegroeid rond het voorstel-Vandenberghe, maar uiteindelijk hebben de drie Vlaamse politieke families dat niet of voorlopig niet mogen indienen van Verhofstadt. Die leuke man heeft meteen een schitterend perspectief gegeven: niet de Vlaamse partijen zullen het initiatief nemen, maar wel onze allerliefste tante Laurette Onkelinx, wijd en zijd bekend voor haar Vlaamse gedrevenheid en actiebereidheid.

Als ik de regeerverklaring lees, dan wordt in elk geval uitgesloten dat het voorstel-Vandenberghe de basis zou worden voor een akkoord. Want ofwel blijft Halle-Vilvoorde een aanhangsel van Brussel, met een afdeling van het parket en misschien ook een afdeling van de rechtbank, ofwel komen we tot een totale splitsing. Het idee van de horizontale splitsing van de rechtbank, naar het model van de balie, wordt dus nu reeds uitgesloten; daarover kan blijkbaar niet onderhandeld worden. Dat lees ik toch op basis van wat ik gisteren heb gekregen.

Collega's, u moet goed weten waarover het in dit dossier gaat. Halle-Vilvoorde heeft 570.000 inwoners en zou het zevende grootste gerechtelijke arrondissement zijn van het land. De criminaliteit is er hoog, maar kan niet op afdoende wijze bestreden worden zolang Brussel zich met alles blijft bemoeien en zolang wij geen eigen zelfstandig parket hebben. De bevolking van Halle-Vilvoorde zal in elk geval geen genoegen nemen met het statuut van een aanhangsel.

Mijn derde bedenking is de volgende. De voorstellen zouden onverwijld goedgekeurd worden in het Parlement. Ik zei het al: heel die operatie begint met een verdragingsmanoeuvre. "Onverwijld" is dus bijzonder rekbaar. Maar erger, het is blijkbaar niet de bedoeling dat de bespreking in de Kamer gevoerd wordt. De Crem zegt wel dat het volgende week besproken zal worden. Mijnheer De Crem, wij geloven u echter niet, want vanmiddag, enkele uren geleden, heeft

premier ministre a seulement exprimé le vœu de trouver une "solution". Peut-être allons-nous en revenir à l'époque des anciens arrondissements ou même de la province du Brabant unitaire!

Depuis 2002, le premier ministre a déjà laissé passer trois fois l'occasion de faire adopter la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Aujourd'hui, il rate le coche une nouvelle fois.

Aucune proposition visant à scinder l'arrondissement judiciaire n'a été déposée. Les partis flamands se rendent donc coupables de parjure. Pourtant, un consensus semblait s'être dégagé autour de la proposition Vandenberghe. Mais le premier ministre y a fait obstacle. En plus, la ministre Onkelinx pourra désormais prendre l'initiative. Cela promet pour les Flamands...

Sur la base de la déclaration gouvernementale, on exclut par avance une scission horizontale du tribunal comme on l'a fait avec le barreau. Hal-Vilvorde compte 570.000 habitants et pourrait devenir le septième arrondissement judiciaire du pays. La criminalité y est élevée mais elle ne pourra être combattue adéquatement tant que Bruxelles s'en mêlera. Et Hal-Vilvorde ne se satisfera pas d'un statut d'appendice.

Le gouvernement voulait faire adopter "sans délai" la proposition de scission qui a été déposée, mais "sans délai" est manifestement une notion à géométrie variable. Ce dossier commence déjà par un retard. En outre, nous ne croyons pas M. De Crem puisque le ministre-président flamand, M. Leterme, vient d'annoncer il y a quelques heures à peine qu'il y aurait bel et bien une concertation avec les Communautés et les Régions. Il n'est déjà plus question d'un

Yves Leterme - u welbekend - verklaard dat hij meespeelt met de verdragingsmanoeuvres. Hij zal dus wel degelijk overleggen met de andere Gemeenschappen en Gewesten. Dat is vanmiddag erkend door Yves Leterme. Van een snelle behandeling in de Kamer is volgens ons dus helemaal geen sprake meer.

Heren en dames van CD&V, sp.a-spirit, VLD en N-VA, wat in godsnaam heeft dat dossier te maken met het Waalse Gewest of met de Franse Gemeenschap? Dat dossier heeft uitsluitend te maken met de verkiezingen van Kamer, Senaat en Europees Parlement, maar niet met de verkiezing van de Franse Gemeenschap. Hier dus, in dit Parlement, moeten de besprekingen daarover gevoerd worden, en nergens anders.

In de voorbije weken hebben wij in het dossier-DHL gezien waartoe intergewestelijk overleg in dit land leidt, hoe gemakkelijk de minipartijtjes cdH en Ecolo elke vooruitgang kunnen blokkeren. Door de problematiek van Brussel-Halle-Vilvoorde af te voeren naar het Overlegcomité geeft u de Franse Gemeenschap een vetorecht tegen alles wat niet past in hun kraam, tegen alles wat niet overeenstemt met hun annexatiedrang.

Verhofstadt heeft gisteren verkondigd dat het onmogelijk is om in het Parlement welkdanig voorstel ook goed te keuren dat ingaat tegen de wil van één van beide Gemeenschappen. Dat is natuurlijk een leugen, mijnheer de eerste minister, want het debat over het vreemdelingenstemrecht werd doorgevoerd tegen de wil van de overgrote meerderheid van de Vlaamse bevolking in. Het debat daarover heeft het tegendeel dus bewezen.

Door op voorhand al te verklaren dat er alleen maar een oplossing kan komen als de Franse Gemeenschap ermee instemt, schuift u niet alleen de democratische meerderheid in het Parlement opzij, maar bovendien buigt u nu reeds voor de meest extreme Franstalige tegeneisen. De Franse Gemeenschap wordt de scheidsrechter in het verhaal, en niet langer het federaal Parlement, niet langer de meerderheid in het federaal Parlement. Dat is de realiteit.

Dat brengt mij, ten vierde, tot de prijs die zal moeten worden betaald. Ik herhaal de bepaling van het door de VLD-voorzitter, de sp.a-voorzitter en de voorzitter van spirit ondertekende akkoord van 13 mei: "Vlaanderen dient voor de splitsing geen prijs te betalen". Letterlijk staat dat hier, zwart op wit, op 13 mei vanwege al die voorzitters. Ook op dat vlak wordt vandaag dus woordbreuk gepleegd. Op het VRT-nieuws van gisterenavond was het hoge woord van Verhofstadt er na enig aandringen van de journalist uit. "Er zal wel degelijk een prijs moeten worden betaald", zei de eerste minister. Welke beloften er ook gedaan zijn voor de verkiezingen.

De bocht werd al een tijd voorbereid. Handig voorbereid, trouwens, mijnheer de eerste minister. U hebt dat handig aan boord gelegd. U hebt het pad door anderen laten effen. U hebt dat niet zelf gedaan, u hebt het vuile werk door een paar stromannen laten uitvoeren. Guy Vanhengel bijvoorbeeld liet uitschijnen dat de Vlamingen in Brussel vragende partij zouden zijn om de hele taalwetgeving onderuit te halen. Sven Gatz heeft zich helemaal op de lijn van het FDF geplaatst in verband met het minderhedendiscours. Ik zie u lachen, mijnheer Verhofstadt. U lacht hem misschien uit, maar hij heeft het toch wel

traitement rapide de ce texte par la Chambre.

Je me demande en outre en quoi ce dossier concerne la Région wallonne et la Communauté française. Le débat doit être mené au Parlement fédéral et non entre les Régions et le gouvernement fédéral, au sein du Comité de concertation où la Communauté française et la Région wallonne disposent d'un droit de veto. D'après le premier ministre, aucune proposition ne pourrait être approuvée contre la volonté de l'une des Communautés. Rien n'est plus faux: je me réfère au droit de vote des étrangers, pour lequel il n'y avait pas de majorité en Flandre. Et puis il y a le prix qu'il faudra prétendument payer. Le 13 mai, les présidents des partis flamands criaient encore sur tous les toits qu'il ne pouvait être question d'une contrepartie. Hier, le premier ministre s'est une fois de plus parjuré en reconnaissant qu'une compensation sera sans doute inévitable. Il a laissé le soin de préparer le terrain à MM. Vanhengel et Gatz, ce dernier allant jusqu'à présenter le prix à payer pour la scission comme une évidence. Il songeait même à la ratification par la Flandre de la convention sur les minorités!

verklaard. Het was een grote scoop in De Standaard. Hij stond op de lijn van het FDF, want hij wou inderdaad dat de minderheid van Franstaligen in Vlaams-Brabant erkend zou worden, dat wij ons eindelijk als Vlamingen volwassen zouden gedragen inzake het minderhedenverdrag. Het pad is dus geëffend.

(Protest van eerste minister Verhofstadt)

Is Gatz serieus?

01.104 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Dat zijn serieuze mensen en gij niet!

01.105 **Bart Laeremans** (VLAAMS BLOK): Dat hebben we dan genoteerd. Gatz lijkt dus een serieuze mens. Verhofstadt kan nu verklaren – hij heeft het hier op het spreekgestoelte niet gedaan, maar gisteren op de televisie wel – dat het evident is dat er prijzen worden betaald. Zelfs de meest groteske prijzen zijn nu bespreekbaar geworden. Waarom, mijnheer Verhofstadt, moeten er alleen maar prijzen betaald worden wanneer de Vlamingen vragende partij zijn? De voorbije jaren hebt u de Franse Gemeenschap het ene na het andere royale cadeau gedaan zonder dat er één enkele prijs werd betaald, denk maar aan het geheime onderwijsakkoord waarmee u begonnen bent vijf jaar geleden, denk maar aan de bijkomende eentalige rechters, een exclusieve eis van de Franstaligen, denk maar aan Francorchamps en aan de wapenhandel en natuurlijk ook aan het vreemdelingenstemrecht, een bij uitstek communautair dossier.

(Protest van eerste minister Verhofstadt)

De Franstaligen, mijnheer Verhofstadt, waren vragende partij. Daar is geen enkele prijs voor betaald, geen enkele compensatie. Dat was ook het geval met het vreemdelingenstemrecht, een communautair dossier waarbij de Franstaligen in Brussel...*(Rumoer)*

De **voorzitter**: Kan misschien de Vlaams Blok-fractie ook luisteren naar haar spreker?

01.106 **Bart Laeremans** (VLAAMS BLOK): Het is niet alleen de Vlaams Blok-fractie.

De **voorzitter**: Dat de eerste minister jullie aandacht afleidt, verwondert mij niet.

01.107 **Bart Laeremans** (VLAAMS BLOK): Er is dus ook het vreemdelingenstemrecht waarbij de Franstaligen in Brussel tienduizenden extra stemmen cadeau kregen. Welke prijs werd er voor al die zaken betaald aan de Vlamingen? Niets, nada, nougabollen, mijnheer de eerste minister. Er is voor al die zaken, voor die aaneenrijging van toegevingen aan de Franstaligen nooit één enkele prijs betaald. De Vlamingen uit de meerderheid haalden het zelfs niet eens in hun hoofd om er een prijs voor te vragen. Nu het tijd is om over Brussel-Halle-Vilvoorde te spreken, moet de tactiek eens in omgekeerde richting toegepast worden en moeten er ditmaal ook geen prijzen betaald worden.

Mijnheer de eerste minister, er is trouwens een opmerkelijk verschil. Aan Franstalige kant ging het telkens om extra voordelen en bijkomende privileges. Wat Vlaanderen en de burgemeesters vragen, is alleen maar de toepassing van de Grondwet, het respect voor de

01.105 **Bart Laeremans** (VLAAMS BLOK): Il apparaît pour la énième fois que des compensations ne sont accordées lorsque la Flandre est la partie demanderesse. Qu'ont offert les francophones en contrepartie du droit de vote des étrangers, de la régionalisation de l'exportation d'armes, des juges unilingues, de Francorchamps?

(Protestations du premier ministre M. Verhofstadt).

01.107 **Bart Laeremans** (VLAAMS BLOK): Les francophones ont toujours obtenu des concessions entraînant l'octroi de toutes sortes de privilèges. Les Flamands demandent seulement l'application de la Constitution et l'exécution d'un arrêt de la Cour d'arbitrage.

La circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde a toujours été un instrument au service de la volonté d'annexer la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne. Si un prix doit être payé,

grondwettelijke indeling in taalgebieden en het respect voor het gelijkheidsbeginsel, in uitvoering van een arrest van een tweetalig paritair Arbitragehof. Vlaanderen vraagt alleen maar de toepassing van de Grondwet, geen privileges, zelfs geen inkrimping in dit dossier van de faciliteiten. Toch zouden wij een prijs moeten betalen in ruil voor elementaire rechtvaardigheid. Dat is iets wat er bij de mensen van Vlaams-Brabant echt niet ingaat en ook nooit zal ingaan.

De mensen in Vlaams-Brabant verstaan niet dat men vanuit heel Wallonië stemmen kan blijven roven in Vlaanderen terwijl iets gelijkaardigs in Wallonië niet kan. Nergens kunnen in Wallonië Vlamingen opkomen voor de Senaat en voor Europa, gekoppeld aan een Vlaamse lijst die ook in heel Vlaanderen opkomt. De kieskring wordt algemeen beschouwd als een instrument van bemoeienis, gestook, imperialisme en annexatiedrang vanuit het ene Gewest naar het andere, vanuit het Brusselse en het Waalse Gewest naar het Vlaamse Gewest. Het gaat om een onrechtvaardigheid, een onrechtmatigheid waardoor al tientallen jaren wordt verhinderd dat inwijkelingen zich in onze regio zouden integreren. Vlaanderen heeft veertig jaar lang schade geleden ingevolge dit unitaire relict Brussel-Halle-Vilvoorde. Als er dus al een prijs zou moeten worden betaald, zou dat een schadevergoeding moeten zijn aan Vlaanderen voor veertig jaar onrecht.

Mijnheer de eerste minister, dames en heren liberalen en socialisten, ik hoop dat u goed hebt begrepen dat voor de burgemeesters en de Vlaams-Brabantse bevolking de splitsing geen fetisj is, geen doel op zich waarvoor alles zou moeten wijken. De splitsing heeft tot doel een einde te stellen aan het imperialisme en aan de Brusselse verfransingsmachine. De splitsing is zinloos en ongewenst als er in ruil daarvoor opnieuw voedsel wordt gegeven aan de verfransing, door bijvoorbeeld een of ander inschrijvingsrecht zoals met het Egmontpact of door de uitbreiding van de faciliteiten. Dat kan dus niet de bedoeling zijn.

Ik verwijs naar de VLD-burgemeester van Lennik, Willy Dewaele, in zijn antwoord aan Gatz. Bestaande voorrechten kunnen onmogelijk worden gecompenseerd door nieuwe voorrechten. Het is onbegrijpelijk dat iemand als Gatz zelfs maar overweegt de faciliteiten uit te breiden in ruil voor de splitsing. Is men bij de VLD ooit eens gaan kijken hoe beperkend de faciliteiten worden toegepast in Edingen, in Komen of Moeskroen? Ik stel deze vraag aan Luc Van Biesen, de pas verkozen man van de faciliteitengemeente. Bent u zelf ooit al eens gaan kijken? Waarom zouden wij, voor de schone ogen van de Franse Gemeenschap, de faciliteiten bij ons moeten uitbreiden als de Franstaligen ze zelf nog veel minder ruim toepassen dan wij?

Het wordt helemaal waanzinnig wanneer sommigen bij de VLD nu plots de ratificatie van het minderhedenverdrag naar voren schuiven.

De **voorzitter**: Mijnheer Laeremans, de heer Van Biesen wenst u te onderbreken.

01.108 Luk Van Biesen (VLD): Mijnheer Laeremans, u moet een ding duidelijk zeggen. In deze teksten en sinds Verhofstadt de regering leidt, is er wat de faciliteitengemeenten betreft geen enkele achteruitgang geweest. Bij de andere staatshervormingen heeft men steeds een prijs betaald ten koste van de faciliteitengemeenten. Sinds

c'est celui de quarante ans d'injustice à l'égard de la Flandre.

La scission ne constitue pas un but en soi. Il faut toutefois mettre définitivement un terme aux mécanismes de francisation. Il ne saurait dès lors être question d'une extension des facilités en échange de la scission, comme le suggère Sven Gatz. Aujourd'hui déjà, les francophones appliquent d'ailleurs les facilités de manière beaucoup plus restrictive que les Flamands.

01.108 Luk Van Biesen (VLD): Depuis que la coalition violette est au pouvoir, il n'a jamais été question de recul pour les Flamands dans les communes à

Verhofstadt aan de macht is, werd er nog nooit een prijs betaald ten koste van de faciliteitengemeenten. Dat is de realiteit.

01.109 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Collega Van Biesen, wij waren met heel wat parlementsleden aanwezig in het Cultureel Centrum De Bosuil in Overijse. Het zou kunnen dat u daar ook was. De heer Dewael verklaarde daar dat de faciliteiten zouden moeten verdwijnen. Hij was toen nog Vlaams minister-president. Wij hebben daarvan echter uiteindelijk nooit meer iets gehoord. De eerste minister gaat elk jaar gordelen in de Rand, maar op het vlak van een Vlaams beleid, een beleid voor de faciliteitengemeenten, waarbij de demografische achteruitgang van de Vlamingen wordt tegengehouden, gebeurt er uiteindelijk niets.

Het is niet omdat er op federaal vlak geen achteruitgang was de voorbije jaren dat er nu geen zou kunnen komen. Als zelfs uw partijgenoot Sven Gatz zegt dat er wel degelijk moet kunnen worden gepraat over de rondzendbrief-Peeters enzovoort, staan er toegevingen op stapel. Maar het gaat verder: men wil ook het minderhedenverdrag op tafel leggen. En dat is natuurlijk nog veel verregaander. Daarmee zou men de stoutste dromen van het FDF gaan waarmaken. Gatz kan nog honderd keren zeggen dat de erkenning van de Franstaligen als minderheid enkel zou slaan op de faciliteitengemeenten, maar eens de erkenning van de Franstaligen een feit zou zijn, is het hek van de dam en dan staat de poort opnieuw open voor de verfransing, niet alleen van de zes faciliteitengemeenten maar van heel Vlaanderen. Dan keren wij 70 jaar terug in de tijd. De internationale minderheidsrechten – mijnheer de eerste minister, u als jurist zou daar gevoelig voor moeten zijn – van de Raad van Europa leiden een eigen leven. Die worden uitgebreid met protocollen om de zoveel jaar. Het zijn niet wij die daar vat op hebben maar het is de Raad van Europa. Die kan de rechten naar believen uitbreiden, hetgeen trouwens al volop aan de gang is.

Als er al een minderheid zou moeten erkend worden in Vlaanderen, een die de minderheid die Vlaanderen zelf eens ter harte zou moeten nemen, is het die van het snel slinkend aantal autochtonen, de Vlaamse minderheid in de zes faciliteitengemeenten rond Brussel. Want die Vlaamse minderheid beantwoordt wel aan het criterium dat zij van oudsher op die plaats heeft gewoond en specifieke bescherming behoeft wil zij niet over tien, vijftien jaar, helemaal van de kaart geveegd zijn. De Franstaligen in de Rand hangen het slachtoffer uit maar de onverdraagzaamheid ligt bij hen en bij niemand anders. Zij zijn er door hun arrogante, misprijzende houding, door hun superioriteitsgevoel, verantwoordelijk voor dat de kleine Vlaamse minderheid zich hoe langer hoe minder thuis voelt in de Rand en dat veel te veel jongeren er niet langer blijven wonen.

In de Rand vallen er dus geen prijzen te betalen en ook niet in Brussel. De taalwet is al zo broos in Brussel. Zij wordt vandaag reeds aan alle kanten ondermijnd door onwettige taalhoffelijkheidsakkoorden. Er is geen enkele reden waarom de Vlaamse partijen in deze Kamer de Vlamingen in Brussel nog verder in de marginaliteit zouden drummen en de tweetaligheid van de gemeentebesturen verder uithollen. Het tegenovergestelde moet gebeuren. Als Brussel echt een hoofdstad wil zijn, die naam waardig, moet ook op het gewestelijk niveau gewerkt worden aan een betere tweetaligheid van het personeel. Meer dan ooit leven wij vandaag in

facilités. Il en allait tout autrement auparavant.

01.109 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Jadis, lorsqu'il exerçait la fonction de ministre-président flamand, M. Dewael avait déclaré que les facilités devaient être supprimées. La majorité est toutefois sur le point de réaliser les rêves les plus audacieux du FDF en envisageant la possibilité de ratifier la convention sur les minorités, comme l'a suggéré M. Gatz.

Si une minorité doit être protégée, ce sont bien les Flamands de la périphérie bruxelloise. La législation linguistique est déjà très précaire et le bilinguisme à Bruxelles subit une pression énorme. Tout cela est dû à une campagne politique ciblée contre les Flamands.

Le CD&V joue un rôle important dans ce dossier. Il n'y a pas de majorité en Flandre, ni à Bruxelles sans le CD&V. Une majorité de rechange est possible et le CD&V doit brandir cette menace en temps utile si les intérêts flamands ne sont pas respectés. Dans le cas contraire, ils pourront brandir la menace d'une scission complète du pays. Le Vlaams Blok apportera son aide à cet égard.

een tijdperk van communicatie. Nog nooit was het zo gemakkelijk en zo goedkoop ook om Nederlands te leren via gratis cursussen, via de media, via internet. En toch heeft de tweetaligheid van Brussel nog nooit zo onder druk gestaan als vandaag. Ik kan niet geloven dat dit zou liggen aan het intelligentiepeil van de Franstaligen want daar lijkt, dacht ik, toch niks mis mee te zijn. Ik durf dat in elk geval niet te zeggen. Het kan dus alleen maar liggen aan de gerichte politieke campagnes tegen het Nederlands, tegen het tweetalige karakter van Brussel en aan een algemene sfeer van misprijzen tegenover de Vlamingen die nog steeds in bepaalde belangrijke politieke kringen gevoed wordt.

Collega's, er kan dus geen enkele prijs betaald worden voor de splitsing, in noch buiten Brussel. Duidelijk is in ieder geval dat niet alleen de meerderheidspartijen verantwoordelijkheid dragen, maar ook CD&V. Zowel in Brussel als in Vlaanderen heeft die partij mee de sleutel in handen en kan zij veel druk op de ketel zetten. Zonder CD&V bestaat er in Vlaanderen, noch in Brussel een meerderheid. Vlaanderen verwacht dat u die sleutelposities gebruikt en desnoods zowel in Brussel als in Vlaanderen de val van de regering bewerkstelligt als er aan de vitale belangen van de Vlamingen wordt geraakt. Zowel in Brussel als in Vlaanderen kan er een alternatieve meerderheid gevormd worden met het Vlaams Blok. U moet die troef uitspelen als u geloofwaardig wil blijven.

Collega's van CD&V en N-VA, lukt de splitsing niet en kan Brussel-Halle-Vilvoorde dus niet worden gesplitst, dreig dan eenvoudig met de splitsing van het hele land. Wij zullen u daar in elk geval heel graag bij helpen.

Le **président**: Après Mme Dieu, M. Van Biesen et M. Nollet prendront encore la parole avant l'interruption. J'espère pouvoir terminer la séance de l'après-midi dans une demi-heure.

01.110 Camille Dieu (PS): Monsieur le président, je l'espère également mais vous avez laissé parler longtemps M. Laeremans.

Le **président**: Le Vlaams Blok n'a pas encore épuisé son temps de parole.

Je vous rendrai grâce, madame Dieu, si vous pouviez être brève.

01.111 Camille Dieu (PS): Monsieur le président, messieurs les ministres, chers collègues, dans le cadre de la déclaration de notre premier ministre, je vais m'attacher à la problématique de l'emploi et en particulier à celui des travailleurs âgés.

Au préalable, je voudrais rappeler ce que M. Giet a dit tout à l'heure, à savoir que le groupe socialiste compte beaucoup sur la concertation sociale. En effet, ce système a fait ses preuves. Il vise à trouver des accords sociaux, des accords qui ont une assise telle que les décisions socio-économiques prises peuvent être qualifiées d'importantes et sont couronnées de succès. Or, dans le contexte actuel, j'estime, monsieur le président, que nous avons besoin de succès.

Cela étant dit, nous pouvons comprendre que le gouvernement ait ressenti le besoin de mettre tout de suite sur la table des propositions concrètes à l'usage des interlocuteurs sociaux. J'imagine que ces propositions sont destinées à rencontrer les objectifs de Lisbonne, à

01.111 Camille Dieu (PS): Mijn opmerkingen hebben vooral betrekking op de problematiek van de werkgelegenheid en vooral op die van de oudere werknemers.

De PS- fractie hecht veel waarde aan het systeem van sociaal overleg dat zijn deugdelijkheid heeft bewezen.

We begrijpen echter dat de regering het nodig vond concrete voorstellen voor de sociale partners te berde te brengen, meer bepaald om de doelstellingen van Lissabon te halen. We zullen zien wat er van

savoir la stratégie du plein emploi. Cependant, ce sont des propositions; nous les prenons comme telles. Nous verrons ce qu'elles deviendront au moment de la concertation tripartite.

En 2001, la présidence belge a permis d'inclure dans la problématique de l'emploi une exigence de durabilité et de qualité. Pour nous, cela revient à dire que nous n'accepterons pas que l'on mène une politique de taux d'activité au détriment de la qualité de l'emploi. J'aimerais rappeler à cette tribune tous les ballons d'essai que nous avons entendus de la part des milieux patronaux pendant l'été et toute la médiatisation qui en a été faite. Cela nous démontre à souhait que la tentation est grande de considérer l'emploi comme un pur instrument de compétitivité et ce, au mépris des acquis sociaux conquis par des générations de travailleurs.

Pour nous, la qualité de l'emploi n'est pas une cerise sur le gâteau, ce n'est pas une question subsidiaire à laquelle s'attacher une fois que le taux d'emploi désiré est atteint. Toutes les analyses sociologiques démontrent que l'emploi à n'importe quel prix ne génère ni développement durable de l'économie, ni cohésion sociale et encore moins sérénité et épanouissement personnel. Au contraire, faute de qualité, on constate une rotation importante de la main-d'œuvre. On constate un taux d'absentéisme lui aussi important et même des pénuries.

Il n'existe pas de définition précise d'un emploi de qualité. Nous pensons tout de même que la conjonction de divers critères peut nous faire approcher cette définition de l'emploi de qualité. Pour nous, l'emploi doit valoriser l'individu, lui procurer une réelle sécurité d'existence et être exercé dans des conditions dignes et décentes.

Ceci dit, dans les prochaines semaines, les interlocuteurs sociaux et le gouvernement vont devoir s'attaquer à la problématique du travail des aînés. Il ne s'agit pas seulement de répondre à une exigence européenne. Nous savons que la croissance est liée à cette problématique. Tous les débats relatifs au vieillissement démographique l'ont démontré; je ne vais pas revenir là-dessus. Par ailleurs, il est illusoire de s'attaquer à une seule catégorie d'âge et de ne pas tenir compte de l'ensemble de la problématique du travail. Nous avons mis sur pied le "fonds argenté".

A cet égard, nous souhaiterions que son financement devienne, à terme, structurel. Ceci dit, c'est toute la problématique de l'emploi qui fait qu'à un moment donné, on peut répondre à l'octroi de pensions pour les plus âgés. Nous savons que nous avons des retards considérables dans l'emploi des plus âgés, mais aussi des jeunes, des allochtones, des femmes, des personnes handicapées - bref, qu'il nous faut reconsidérer la question dans l'ensemble. Surtout, nous tenons à rappeler notre attachement à une solidarité intergénérationnelle.

Quoi que l'on en dise, la Belgique n'a pas une culture de l'inactivité. Les départs anticipés sont souvent liés à des restructurations ou à des fermetures d'entreprises. Quand on sait que nous avons un taux de productivité important entre 25 et 45 ans, on peut comprendre qu'après 50 ans, on paie cash ce taux de productivité pour les travailleurs. Nous soutiendrons, quant à nous, toute proposition qui visera à maintenir les travailleurs âgés au travail ou à remettre au

deze voorstellen terecht zal komen eens het driepartijenoverleg aan de gang is.

In 2001 heeft het Belgisch voorzitterschap ervoor gezorgd dat de vereisten van duurzaamheid en kwaliteit in aanmerking werden genomen in de tewerkstellingsproblematiek. Wij aanvaarden niet dat het beleid vooral op de activiteitsgraad is gericht ten koste van de kwaliteit van de werkgelegenheid.

Heel wat sociologische onderzoeken tonen immers aan dat een gebrekkige kwaliteit van de werkgelegenheid leidt tot een groot verloop van werknemers, een toename van het aantal afwezigheden en personeelstekorten.

Het werk moet het individu opwaarderen, hem een wezenlijke bestaanszekerheid geven en moet in waardige en fatsoenlijke omstandigheden worden uitgevoerd.

De sociale partners en de regering moeten de problematiek van de oudere werknemers, vooral met het oog op de economische groei, aanpakken.

Anderzijds moeten we ons niet blind staren op een enkele leeftijdscategorie zonder rekening te houden met de volledige problematiek van de werkgelegenheid.

Wij willen dat de financiering van het "zilverfonds" op termijn een structureel karakter krijgt.

Enkel als wij de werkgelegenheidsproblematiek in haar geheel bekijken, zullen wij kunnen inspelen op het probleem van de toekenning van pensioenen aan de ouderen. Wij wijzen er echter op dat wij ten eerste gehecht zijn aan een solidariteit tussen de generaties.

travail ceux qui le souhaitent - en respectant néanmoins leurs aspirations et leur état de santé. En aucun cas, nous ne cautionnerons des dispositifs qui aggraveront le problème plutôt que de le résoudre. C'est ainsi, notamment, que si l'on voulait mettre fin aux prépensions conventionnelles, on assisterait vraisemblablement à un plus grand déficit en termes de sécurité sociale, concernant les budgets "invalidité" et le statut du chômeur âgé.

Nous pensons que la prépension ne doit pas être le premier choix ou la panacée. Nous estimons que les "Canada Dry" ne relèvent pas de l'éthique et, donc, qu'il faut enrayer le processus. Monsieur le premier ministre, permettez-moi de vous rappeler que l'accord interprofessionnel 2003-2004 avait exprimé le souhait d'étendre le régime des cotisations sociales à cette prépension et que la loi était prise au 1er avril 2003. Mais, depuis lors, nous attendons l'arrêté de mise en vigueur de la loi. Cela aurait déjà été un premier pas qui aurait convenu à tout le monde.

Vous avez dit qu'on n'allait pas relever l'âge de la retraite. C'est très bien, car le relèvement de l'âge de la pension pour les femmes travailleuses a été complètement contre-productif vu que, dans le même temps, on a gonflé les budgets "droit au chômage" et "invalidité" de l'assurance sociale.

Pour nous, c'est donc sur la moyenne de la carrière qu'il faut agir. Et c'est à la notion de carrière dans son ensemble qu'il faut s'attacher. Nous constatons que des efforts ont été fournis au niveau fédéral et au niveau des Régions. Il faut les amplifier. Ayant observé le succès rencontré par le droit individuel de la réduction du temps de travail, je pense que nous devons continuer dans ce sens-là.

De même, il faut trouver des formules d'aménagement du crédit-temps en général et le rendre plus accessible aux jeunes. Je pense, par exemple, aux conditions financières pour les plus jeunes dans le cadre de la pause-carrière. Il faut également essayer de réduire les difficultés rencontrées pour réunir les conditions nécessaires à l'accès à un travail à cinquième temps.

D'une manière générale, les entreprises doivent mieux gérer les ressources humaines. Par conséquent, il importe de changer les mentalités pour une gestion optimale de la carrière. Commençons par éliminer les discriminations à l'égard des travailleurs âgés. Par exemple, cessons de comparer leurs performances à celles d'un travailleur de 30 ans en pleine santé. On verra peut-être une différence.

Nous pensons aussi que la pression de la compétitivité et l'externalisation de fonctions contraignantes ont conduit les entreprises à diminuer leur nombre d'emplois. Et sur qui tombe-t-on dès lors? Sur les travailleurs âgés. Comment voulez-vous que l'on ne se trouve pas devant des chiffres nettement plus défavorables que ceux de la moyenne européenne?

Parfois même, on assiste à des déclarations de pénurie de main-d'œuvre de la part d'entreprises qui viennent de licencier des travailleurs âgés et qui vous disent: "mais on ne trouve plus de travailleurs qualifiés sur le marché du travail, et donc on ne sait plus embaucher faute de bons candidats" alors que c'est tout à fait

België heeft geen cultuur van non-activiteit. De vervroegde uitstap houdt vaak verband met herstructureringen of de sluiting van ondernemingen.

Wij zullen dus elk voorstel steunen dat erop gericht is oudere werknemers aan het werk te houden of degenen die dat wensen aan een nieuwe baan te helpen. Wij zullen in geen geval regelingen steunen die het probleem enkel maar verergeren, zoals de stopzetting van het systeem van de conventionele brugpensioenen, bijvoorbeeld.

Het interprofessioneel akkoord 2003-2004 voorzag in het streven om de regeling inzake de sociale bijdragen uit te breiden tot het brugpensioen en de wet werd op 1 april 2003 uitgevaardigd. Wij wachten nog altijd op het besluit dat de inwerkingtreding ervan moet regelen.

Wij zijn eveneens gekant tegen een verhoging van de pensioenleeftijd.

Men moet inwerken op de gemiddelde loopbaanduur en men moet zich dus richten op het begrip "totale loopbaan". De inspanningen op federaal en gewestelijk niveau moeten worden opgevoerd. Wij zouden ook rekening moeten houden met het succes van de maatregelen inzake het individueel recht op arbeidsduurvermindering.

Tevens moet ook worden gezocht naar formules voor aanpassing van het tijdskrediet en moet deze regeling toegankelijker worden voor jongeren. Ten slotte moeten de moeilijkheden inzake het vervullen van de voorwaarden om recht te hebben op een deeltijdse baan worden weggewerkt.

De ondernemingen moeten een beter personeelsbeleid voeren door met name te zorgen voor een beter loopbaanbeheer. Laten wij

artificiel. "Á qui la faute?" disent les entreprises, "mais à l'école, bien sûr!" sans se remettre en question au vu du faible taux de formation offert par les entreprises elles-mêmes à leurs travailleurs: 48% des entreprises organisent des formations; 6% des travailleurs âgés de plus de 55 ans y ont accès.

En conclusion, monsieur le président, je dirai que les défis socio-économiques qui nous attendent ne sont pas minces et que, pour y répondre adéquatement, il faut tirer les leçons du passé. La confiance ne s'acquiert pas par des scénarios-catastrophes ni par des annonces de délocalisation: c'est du chantage. La confiance s'acquiert en offrant la sécurité de l'emploi à ceux qui en ont un, et tant mieux pour eux, et en donnant du travail à ceux qui en sont privés. C'était, je pense, votre objectif initial.

Elle s'acquiert en respectant les aspirations légitimes des travailleurs à une meilleure qualité de la vie en intégrant l'idée qu'une économie productive peut très bien se baser sur des salaires élevés sans porter atteinte à la compétitivité, mais en mettant l'accent sur la formation, sur l'innovation, sur la recherche, le développement.

Le Bureau international du travail qui, soit dit en passant, classe tout de même la Belgique au 6^e rang de la sécurité économique, dit ceci: "les entreprises qui offrent à leur main-d'œuvre des niveaux plus élevés de sécurité économique ont plus de chances de réussite sur le plan commercial. Au niveau d'un État, la sécurité économique, couplée à la démocratie et à des dépenses en matière de sécurité sociale, contribue non seulement à la stabilité sociale mais également à la croissance".

Nous pensons que ceci est tout à fait juste. Nous pensons que les entreprises, dans la négociation interprofessionnelle qui va s'ouvrir, devraient en tenir compte. C'est capital pour l'avenir de notre pays. Nous pensons que l'objectif vers lequel doivent converger les interlocuteurs sociaux et le gouvernement en tant qu'interlocuteur privilégié et parfois obligé de la concertation sociale, c'est d'apporter une plus-value à l'emploi, en particulier pour les aînés. C'est une priorité pour le groupe socialiste.

bijvoorbeeld beginnen met het wegwerken van de discriminatie ten aanzien van de oudere werknemers.

De druk van de toenemende concurrentie en de outsourcing van belastende functies hebben de ondernemingen ertoe aangezet hun personeelsbestand in te krimpen en de oudere werknemers zijn daarvan als eersten het slachtoffer geworden.

Tot besluit, en teneinde concreet in te spelen op de sociaal-economische uitdagingen waarvoor wij staan, moet men lering trekken uit het verleden. Er kan enkel maar vertrouwen groeien door werkzekerheid te verschaffen aan degenen die werk hebben en werk te geven aan de werklozen. Dat vertrouwen komt ook tot stand door rekening te houden met het gewettigde streven van de werknemers naar een betere levenskwaliteit en door uit te gaan van de idee dat een productieve economie perfect kan stoelen op hoge lonen zonder dat de concurrentiekracht daardoor in het gedrang komt, en door tegelijkertijd de nadruk te leggen op opleiding, innovatie, wetenschappelijk onderzoek en ontwikkeling.

Het ware aangewezen dat de ondernemingen daar rekening zouden mee houden tijdens de interprofessionele onderhandelingen. Het bieden van een meerwaarde inzake werkgelegenheid, vooral dan voor ouderen, is de doelstelling waar de sociale partners en de regering samen moeten naar streven.

01.112 Luk Van Biesen (VLD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, de beleidsverklaring van 2003 was duidelijk: ons land onderging en ondergaat nog steeds een economische laagconjunctuur. In tegenstelling tot wat de oppositie vandaag beweert, is niet het beleid slecht, maar wel de conjunctuur te laag. Was het trouwens niet Yves Leterme zelf die op 5 oktober vorig jaar hier stelde dat de toestand van het land slecht is?

Ondanks die economische situatie slaagt ons land - dat is inderdaad

01.112 Luk Van Biesen (VLD): Malgré une situation économique peu favorable, le gouvernement est parvenu à élaborer un budget sans devoir procéder à des coupes sombres et sans accumuler les déficits. Il évite un déraillement des finances publiques tout en ne privant pas

de samenstelling van de verschillende bestuursniveaus - erin om geen wilde besparingen door te voeren, noch torenhoge tekorten op te bouwen, maar om de centen stevig te bewaken. Anders dan in de meeste landen van onze Unie, vooral onze buurlanden, hebben de voorbije moeilijke economische jaren niet geleid tot een ontsporing van de openbare financiën. De openbare schuld blijft verder dalen. De centen worden duidelijk goed bewaakt en dit zonder zuurstof uit de economie te halen. Integendeel, uit alle voorgestelde maatregelen blijkt immers dat ons land de economie wil ondersteunen en zelfs aanzwengelen.

Voor de zesde keer is de begroting in evenwicht. Dit gegeven is op zich al geen evidentie. Mijns inziens zal binnen enkele maanden de vijfde rekening met een klein overschot ook een feit zijn. We moeten hoe dan ook kijken naar de toekomst. De opdracht om voor 2006 en 2007 een evenwicht te bewerkstelligen zal veel moed en verantwoordelijkheidszin vergen, gelet op de dubbele beweging ten nadele van de staatskas. Enerzijds gaan er gegenereerde extra inkomsten via de financieringswet naar de Gemeenschappen en Gewesten, namelijk 1,7 miljard van de 2,1 miljard en dit bedrag zal elk jaar nog toenemen, anderzijds blijven de lasten in de sociale zekerheid opvallend stijgen. Niemand kan ontkennen dat enige reflectie op dit punt noodzakelijk is, willen we in de toekomst geen deficit krijgen in onze begroting. Momenteel blijken er drie wegen te bestaan om deze beweging ten nadele van de staatskas te vermijden: ofwel dient de financieringswet grondig te worden herbekeken, ofwel dienen bepaalde bevoegdheden zonder financiële middelen te worden overgeheveld, ofwel opteren we voor het overhevelen van delen van de staatsschuld of het beheer van de NMBS naar Gemeenschappen en Gewesten. Daar staat dan wel een ruimere fiscale autonomie voor de Gemeenschappen en Gewesten tegenover.

Wat ik wil aantonen, is dat de opdracht van ons land om in de komende jaren een begroting in evenwicht te verkrijgen een nog zwaardere opdracht zal worden waaraan vandaag reeds moet worden gewerkt. De staatsschuld beheersen en verder afbouwen, is een verschrikkelijk moeilijke evenwichtsoefening. Debt management is hier op zijn plaats. Ik wil even de laatste decennia bekijken. De grootste sanering in de publieke financiën heeft zich voltrokken op het ogenblik van een federalisering van bepaalde bevoegdheden. Hierover moet in het Forum van gedachten worden gewisseld.

Laat ik even terugkomen op een begroting in evenwicht. Deze begroting in evenwicht geeft aan dat het vertrouwen in en tussen de regeringsleden aanwezig is. Dit is een bijzonder belangrijk signaal aan de burger en het bedrijfsleven. De impasse van de voorbije weken toonde immers aan dat elk bestuursniveau zijn juiste plaats moet leren kennen en dat er geen hiërarchie bestaat tussen deze bestuursniveaus. Meer dan ooit werd duidelijk dat elk bestuursniveau zijn verantwoordelijkheid moet opnemen. Het doorschuiven van gevoelige thema's en problemen tussen bestuursniveaus werkt verlamdend en komt niemand ten goede.

Waaruit blijkt de stimulans voor het bedrijfsleven? Enerzijds, wordt niet geraakt aan een aantal belangrijke maatregelen die werden aangekondigd in het recente verleden. Anderzijds, worden nieuwe stimuli voorgesteld die onze steun ten volle verdienen. Ik licht graag enkele voorstellen uit deze verklaring toe.

l'économie d'oxygène.

Il s'agit du sixième budget en équilibre consécutif, un petit exploit en fait. Dans quelques semaines, il apparaîtra probablement que les comptes du cinquième budget pourront être clôturés avec un léger excédent. Dans les années à venir toutefois, les recettes supplémentaires iront en grande partie, par le biais de la loi de financement, aux Régions et Communautés alors que les dépenses de la sécurité sociale continueront à augmenter. Il y a trois façons d'éviter cette tendance négative pour le Trésor: revoir la loi de financement, transférer certaines compétences sans transfert de moyens financiers ou encore transférer une partie de la dette publique ainsi que la SNCB aux Communautés et aux Régions. De telles mesures devraient toutefois s'accompagner d'un élargissement de l'autonomie fiscale. Au cours des dernières décennies, les principaux assainissements financiers ont été réalisés au moment où ont été franchies de nouvelles étapes dans la fédéralisation du pays. Cette question devra également faire l'objet d'un échange de vues dans le cadre du Forum.

L'équilibre du budget souligne que la confiance règne entre les différents partenaires du gouvernement. Voilà qui constitue un signal important vis-à-vis des citoyens et des entreprises. Ces dernières semaines ont par ailleurs montré qu'il n'existe pas de relation hiérarchique entre les niveaux de pouvoir et que chacun doit assumer ses propres responsabilités.

Les mesures d'encouragement des entreprises sont essentielles. C'est ainsi que la réduction des charges des sociétés est maintenue. Le VLD continuera à mettre l'accent sur la réduction des charges en faveur de l'emploi. Un autre élément louable est

Ten eerste, er wordt niet geraakt aan de lastenverlaging voor de vennootschappen. De vennootschapsbelasting ligt in 16 van de 25 Europese landen lager dan in ons land. Dit maakt investeren in België niet aantrekkelijk. Ik stel vast dat de regering inspanningen wil leveren om deze handicap weg te werken en op die manier wil vermijden dat economische centra en de daarmee gepaard gaande tewerkstelling zouden wegtrekken uit ons land. De ingeslagen weg voor lastenverlaging geeft de essentiële zuurstof aan de ondernemingen om te kunnen groeien in België. De liberalen zullen blijven hameren op lastenverlaging. Het is niet “werk, werk, werk” dat het belangrijkste is. Werk is het resultaat van diverse lastenverlagingen. Indien men bijkomende jobs wil creëren zal men de ingeslagen weg van lastenverlagingen moeten doortrekken.

Ten tweede, het statuut van de zelfstandige wordt verbeterd zonder bijdrageverhogingen. Begin deze maand startte de eerste fase van de hervorming van het statuut van de zelfstandige. De eerste verhoging van het zelfstandigenpensioen is een feit. Eindelijk, zullen sommige zelfstandigen zeggen. Het blijft daar niet bij. De volgende drie jaar zal er nog een verhoging plaatsvinden in totaal van gemiddeld 120 euro per maand waardoor de kloof met het werknemerspensioen kan gehalveerd worden. Vanaf 2006 zullen zelfstandigen ook kunnen rekenen op een betere bescherming in de gezondheidszorg en een verhoging van de uitkeringen, onder meer door de incorporatie van de kleine risico's in de verplichte ziekteverzekering. Deze maatregel is slechts een aanhef om het debat inzake het zelfstandigenstatuut ten gronde aan te gaan en effectief verbeteringen door te voeren.

Ten derde, de verhoogde aftrekbaarheid van de hypothecaire last voor particulieren in de eerste vijf jaar van een lening. Jonge mensen die een woning willen bouwen of aankopen, zullen een veel duidelijker beeld krijgen van de omvang van het fiscaal voordeel dat zij kunnen verwerven. Tijdens de eerste jaren, wanneer de afbetaling dikwijls zwaar doorwegen op het gezinsbudget, zullen zij een groot fiscaal voordeel verwerven. Een groot deel van de kapitaalsaflossingen en van de met de lening verbonden levensverzekeringspremie zullen fiscaal in mindering kunnen worden gebracht. Het staat onmiskenbaar vast dat deze maatregel extra zuurstof zal geven aan al de sectoren die met de bouw betrekking hebben.

01.113 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, louter ter informatie had ik graag geweten of deze maatregel, die nu ingaat, alleen geldt voor alle toekomstige contracten of ook enige invloed heeft op de lopende leningen van jonge mensen.

01.114 Eerste minister Guy Verhofstadt: We zijn vrijwel klaar met het wetsontwerp. Het zit in een interkabinettenwerkgroep en moet nog naar de regering. Het zal uiteraard voor toekomstige contracten gelden, maar niets sluit uit dat iemand die onder een dergelijk nieuw systeem zou kunnen vallen, lopende leningen zou hernegotiëren bij de banken. Dat doet men voortdurend. Trouwens, na een ernstige daling van de intrestlast gebeurt het meer en meer dat men opnieuw gaat negotiëren met de financiële instelling.

Terwijl nu het fiscaal voordeel gelijkmatig is gespreid over heel de periode van de lening, is het de bedoeling het fiscaal voordeel hoger

l'amélioration du statut des indépendants sans augmentation de leurs cotisations.

Quant aux particuliers, une déductibilité accrue des charges hypothécaires leur sera accordée pendant les cinq premières années de leur prêt.

01.113 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Cette mesure concerne-t-elle uniquement les futurs contrats ou s'applique-t-elle aussi aux emprunts en cours?

01.114 Guy Verhofstadt, premier ministre: Le projet de loi est préparé par un groupe de travail intercabinets et sera ensuite examiné au niveau du gouvernement. La mesure s'applique aux nouveaux contrats mais il est loisible à chacun de renégocier avec les banques au sujet de contrats existants. L'avantage financier est

te maken in het begin en het geleidelijk aan te laten uitdoven. Budgettair gezien zal de kostprijs quasi niets zijn. Wij rekenen op een kostprijs van drie miljoen tot vier miljoen euro in 2007, wanneer het systeem op kruissnelheid komt. Het grote verschil zal zijn dat het financieel voordeel groter zal zijn bij de start van de lening.

01.115 Luk Van Biesen (VLD): Het vierde punt dat ik wilde aanhalen is het bestrijden van de fraude op fiscaal en sociaal vlak. Een taboe wordt doorbroken! Maatregelen op dit vlak vergen moed, maar we kunnen er onze ogen niet voor sluiten. De rechtvaardigheid staat op het spel wanneer we fraude niet streng aanpakken. Bij de bestrijding van fraude mag er geen onderscheid zijn in behandeling. Het onrechtmatig bekomen van uitkeringen verdient evenveel aandacht als het correct innen van verschuldigde belastingen. De verzuring in de maatschappij wordt op deze manier weggenomen en dit komt eindelijk de democratie ten goede.

Het vijfde punt is de verhoogde aftrekbaarheid van het restaurantbezoek. Daarover werd echter al heel wat gesproken en ik zal er dus niet verder op ingaan. Het is belangrijk de juiste weg in te slaan om tot de 75% te komen.

Ten zesde, het economisch voordeel voor ondernemingen inzake loopbaanonderbreking. We zijn verheugd vast te stellen dat de beleidsverklaring ook rekening houdt met de kwaliteit van het leven van burgers die tijdelijk hun loopbaan willen onderbreken, terwijl bedrijven kunnen blijven genieten van de ervaring en de kennis van deze werknemers. Wij steunen de idee waarbij wordt gestreefd naar een volwaardig systeem van tijdsparen, dat werknemers moet toelaten het gedurende een bepaalde periode wat kalmer aan te doen, maar ook ondernemingen de kans moet geven ervaren werknemers te behouden. Niet meteen een toevlucht nemen tot brugpensioen is een goed uitgangspunt voor de ondernemingssector.

Ik meen uit de verklaringen van de oppositie op te maken dat zij aangekondigde wijzigingen in de inning van bepaalde accijnzen en belastingen beschouwen als lastenverhogingen.

Niets is minder waar. Dit kan aangetoond worden met twee duidelijke maatregelen. Ik neem het voorbeeld van de sociale zekerheidsbijdrage op de bedrijfswagen. De sociale zekerheidsbijdrage op de bedrijfswagen wordt reeds jaren door de zelfstandigen en de zaakvoerders betaald. Het voordeel van alle aard wordt immers toegevoegd aan het inkomen van deze zelfstandige of zaakvoerder waarop later de kwartaalbijdragen worden bepaald. Zelfstandigen en zaakvoerders betalen reeds de sociale bijdrage op bedrijfswagens. Is het niet billijk dat iedereen die dit voordeel geniet ook effectief betaalt?

Het tweede voorbeeld handelt over de belasting op roltabak. Is de inning van accijnzen en het bekomen van meer belastingssinkomsten het hoofddoel van deze maatregel? Neen, het hoofddoel van het invoeren van een automatisch verband tussen het belastingssysteem op de met de hand gerolde en industrieel vervaardigde sigaretten

principalement octroyé au début de la période d'emprunt, qui est aussi la plus difficile, et c'est là l'aspect positif de cette loi. Le coût pour les pouvoirs publics est très raisonnable et sera compris entre 3 et 4 millions en 2007, lorsque la mesure aura atteint sa vitesse de croisière.

01.115 Luk Van Biesen (VLD): La lutte contre la fraude sera également renforcée, ce qui requiert du courage. Je souligne que la fraude sociale et la fraude fiscale doivent être combattues avec la même vigueur. Les allocations indues contribuent au même titre que l'évasion fiscale à l'aigrissement de la société.

D'autres mesures importantes concernent la déductibilité accrue des frais de restaurant pour les indépendants et l'avantage économique octroyé aux entreprises pour les interruptions de carrière.

L'opposition considère à tort certaines mesures comme des augmentations des charges. Aujourd'hui, la cotisation sociale sur les voitures d'entreprise est à charge des entreprises. N'est-il pas normal que tous les bénéficiaires de cet avantage y contribuent? Il est évident que l'objectif de la taxation du tabac à rouler est dissuasif. A cet égard, la constatation que le tabac à rouler est surtout utilisé par les jeunes et les plus défavorisés n'est pas pertinente.

En ce qui concerne Bruxelles-Hal-Vilvorde, la scission judiciaire est plus avancée que jamais. Nous attendons beaucoup du plan de réforme préparé par la ministre de la Justice, Mme Onkelinx. D'autre part, la scission de l'arrondissement électoral n'est pas aussi avancée qu'espéré, mais, grâce au dialogue, les esprits évoluent. Les Flamands et les francophones doivent comprendre que tous les habitants

beoogt in de eerste plaats een afradend effect. Dat de met de hand gerolde sigaret de sigaret is van de jeugd en van de lagere sociale klassen kan hierbij geen argument zijn om hetzelfde eindproduct niet dezelfde taxatie op te leggen.

de la périphérie ne peuvent qu'y gagner.

Men kan stellen dat het collegiaal werk van de meerderheidspartijen en hun ministers, waarbij voor miljarden euro besparingen werden genomen zonder het systeem ingrijpend te moeten wijzigen, diepgaand respect moet afdwingen, niet alleen van de Kamerleden maar ook van het bedrijfsleven en de burgers van het land.

Mijnheer de voorzitter, collega's, alhoewel ik mijn betoog wenste te beperken tot een toelichting bij de begroting, kan ik als mandataris met 22 jaar dienst in een faciliteitengemeente dit spreekgestoelte niet verlaten zonder kort een aantal bemerkingen te geven inzake het dossier van Brussel-Halle-Vilvoorde.

Er zijn twee elementen. Ten eerste, de invulling van de gerechtelijke splitsing van het arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde. Deze staat, mijns inziens, verder dan ooit gehoopt. Het is zelfs een stap verder dan de invulling die jaren door de Vlaamse Beweging werd verdedigd. De opmerking dat het niet ver genoeg gaat en dat de VLD Vandenberghe niet steunt, heeft een eenvoudige reden. Wij vinden dat uit de door minister Onkelinx voorgestelde herstructurering van Justitie een nog betere en verdere gerechtelijke splitsing kan voortvloeien dan vandaag het geval is.

Ten tweede, de invoering van de splitsing van het kiesarrondissement staat minder ver dan gehoopt. We moeten daarin eerlijk zijn. Ik heb nochtans de indruk dat de standpunten naar elkaar toe groeien.

Voor de Vlamingen en de Franstaligen is het een symbooldossier, waarbij de inhoud echter verschaalt. Ik steun de idee dat alleen via dialoog het probleem kan worden opgelost. Het probleem kan immers alleen een oplossing krijgen als ook de Franstaligen én de Vlamingen zullen inzien dat de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde goed is voor alle burgers uit de Rand. Mijnheer Maingain, alle burgers, Vlamingen en Franstaligen, hebben immers baat bij de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde. Ik zal u daarvan in de volgende dagen trachten te overtuigen.

De **voorzitter**: Het was ook de maidenspeech van de heer Van Biesen.
(*Applaus*)

Le **président**: Je félicite M. Van Biesen, dont c'était le maidenspeech.
(*Applaudissements*)

Monsieur Nollet, vous êtes le dernier intervenant avant l'interruption, vous savez donc à quoi vous vous exposez!

01.116 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Monsieur le président, vous ne m'en voudrez pas, pour cette première intervention, de ne pas respecter l'accord qui prévoyait d'interrompre la séance vers 19.20 heures. Vous admettez que sur la demi-heure qui était prévue pour trois personnes, il me reste très peu de temps comme dernier intervenant pour cette partie du débat.

Le **président**: Il n'y a aucun problème.

01.117 Jean-Marc Nollet (ECOLO): J'essaierai toutefois de respecter le temps de parole car je sais que l'organisation de toute une série de choses est liée à ce respect.

Le **président**: Je vous remercie de votre compréhension.

01.118 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Monsieur le premier ministre, je me dois malheureusement de revenir sur un petit débat que vous avez eu tout à l'heure avec Mme Nagy, la chef du groupe Ecolo, à propos de ce qu'elle a qualifié, à juste titre et en utilisant une image, de "hold-up" du fédéral sur les entités fédérées.

Certes, vous essayez de répondre et d'expliquer qu'il y a effectivement des recettes supplémentaires de 1,7 milliard d'euros sur un total de recettes pour l'ensemble des entités de 2 milliards d'euros, ce montant allant directement aux Régions et Communautés. Et alors? N'est-ce pas leur dû? N'est-ce pas simplement l'application de la loi spéciale et des accords passés entre les entités? Pourquoi voulez-vous aujourd'hui considérer que ce qui est le dû de la Communauté française, de la Région wallonne, de la Région bruxelloise mais également de la Région flamande devrait revenir au fédéral?

01.119 Guy Verhofstadt, premier ministre: Cela ne revient pas au fédéral! Il s'agit simplement de savoir dans quelle mesure ces entités atteignent un équilibre ou enregistrent des surplus. Cela ne revient pas au fédéral, M. Hasquin l'a très bien expliqué.

Monsieur Nollet, vous donnez l'impression que nous prenons quelque chose mais il n'en est rien! C'est leur argent; cela figure dans la loi de financement. C'est aux entités à décider de leurs dépenses. La seule chose demandée par le Conseil supérieur des Finances dans son avis, c'est qu'il y ait un peu moins d'endettement. C'est tout! Vous donnez l'impression que nous agissons comme des voleurs en subtilisant l'argent des Communautés!

01.120 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Si vous n'arrivez pas à cet accord sur les 200 millions, monsieur le premier ministre, votre budget ne sera pas en équilibre. Vous irez donc rechercher ce montant auprès des Régions et des Communautés pour équilibrer votre budget. Le fédéral reprend de l'argent dû aux Régions et Communautés et cela me surprend. Evidemment, aucun collègue ministre francophone n'est présent. Néanmoins, il est vrai que Mme Dieu est là pour représenter la partie francophone de la majorité - aile socialiste - et que quelques libéraux sont éparpillés sur les bancs.

01.121 Guy Verhofstadt, premier ministre: Il ne faut pas exagérer. Faites le compte.

01.122 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Comme vous l'avez dit tout à l'heure, ce n'est pas toujours le nombre qui fait la loi des bonnes idées.

01.123 Guy Verhofstadt, premier ministre: (...)

01.118 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Mijnheer de eerste minister, ik zie me genoodzaakt terug te komen op de discussie die u zo-even met mevrouw Nagy had, met betrekking tot de hold-up van het federale niveau op de deelstaten. U verklaart die op grond van een onvoorziene bijkomende ontvangst van 1,7 miljoen euro, op een totaal van 2 miljoen dat de Gemeenschappen en Gewesten toekomt. En dan? Daarop hebben ze, op grond van de financieringswet, immers recht? Waarom zou dat bedrag volgens u dan naar het federale niveau moeten terugkeren?

01.119 Eerste minister Guy Verhofstadt: Maar dat bedrag komt niet terug naar het federale niveau. U kent uw dossier niet! We moeten ons enkel afvragen in welke mate ook de deelstaten zorgen voor een evenwicht op hun niveau. We vragen enkel dat ze, overeenkomstig het advies van de Hoge Raad van Financiën, hun schuld zouden terugdringen.

01.120 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Mocht dat akkoord niet bestaan, dan zou uw begroting niet in evenwicht zijn! Dat is het beste bewijs dat de federale overheid dat geld, dat aan de Gemeenschappen en Gewesten verschuldigd is, komt terugnemen.

01.121 Eerste minister Guy Verhofstadt: U moet niet overdrijven.

01.124 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Que je sache, à ce stade, la Communauté française est plutôt "minorisée". En effet, statistiquement, elle représente un peu moins de population. Vous êtes bien placé pour le savoir. Vous le rappelez assez souvent pour ne pas prétendre l'inverse, ce soir, dans cette enceinte. De plus, vous risqueriez de retarder le moment de l'échéance de mon intervention. Or, comme le président l'a rappelé tout à l'heure, le calendrier est assez serré, ce soir.

01.125 Guy Verhofstadt, premier ministre: (...)

01.126 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Personnellement, j'ai tout mon temps.

Je n'arrive pas encore maintenant à comprendre comment les ministres francophones de ce gouvernement fédéral ont pu accepter ne fût-ce que l'idée de discuter la rétrocession de ces 200 millions. A cela, on pourrait ajouter les 138 millions évoqués tout à l'heure par notre collègue Jean-Jacques Viseur.

Comment peut-on imaginer aujourd'hui que les Communautés puissent ristourner une partie de ce qui leur est dû au fédéral, alors qu'en Communauté française, les étudiants, les enseignants des hautes écoles sont dans la rue, et que les écoles fondamentales – vous les connaissez bien, madame Dieu – doivent supporter des factures de mazout impressionnantes eu égard l'évolution du coût du pétrole?

La réponse, ce n'est pas moi qui l'ai donnée mais nous ne regardons peut-être pas les mêmes journaux télévisés et votre emploi du temps fort chargé ne vous a probablement pas permis d'entendre ce que le ministre du Budget de la Communauté française a dit, à savoir que c'était simplement impossible!

01.127 Daniel Bacquelaine (MR): Monsieur le président, excusez-moi, mais je pensais que tout à l'heure on avait mis au point une réponse appropriée à ce type d'argument. Quand j'étais à la tribune, j'ai interpellé M. Wathélet sur la question et d'autres l'ont fait après moi. Le premier ministre y a également fait allusion. On n'a jamais demandé que les Communautés paient quelque chose au fédéral! C'est le fruit de votre imagination!

La réalité, c'est que, comme je l'ai dit tout à l'heure, les recettes de l'Etat sont supérieures à celles que l'Etat avait prévues l'année dernière. Il est vrai que les recettes sont en croissance; c'est d'ailleurs la preuve que, finalement, la diminution des impôts pour les gens n'empêche pas des recettes confortables pour l'Etat. Ces recettes sont là! Forcément, la loi de financement prévoit, automatiquement, que la majeure partie de ces recettes va aux Communautés et aux Régions.

Ce que le fédéral demande, suivant en cela l'avis du Conseil supérieur des Finances, c'est que les entités fédérées participent, par exemple, en ne dépensant pas la totalité de ce qui leur est alloué. Il y a une différence entre ne pas dépenser ce qui leur est alloué et reverser quelque chose au fédéral. Si elles ne dépensent pas la totalité de ce qui leur est alloué, cela signifie qu'il leur reste quelque chose en plus par rapport à ce qu'elles auraient eu si les recettes

01.126 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Ik begrijp niet dat de Franstalige ministers van de federale regering er ook maar hebben mee ingestemd om over die doorstorting te praten. Hoe kan men er vandaag van uitgaan, gelet op de lasten waarmee de Gemeenschappen worden geconfronteerd, dat zij een gedeelte van hun middelen aan de federale overheid kunnen doorstorten? Dat is immers onmogelijk!

01.127 Daniel Bacquelaine (MR): Men heeft nooit gevraagd dat de Gemeenschappen geld aan de federale overheid zouden doorstorten. De ontvangsten van de Staat liggen hoger dan die waarin de Staat vorig jaar had voorzien. Krachtens de financieringswet gaat het grootste gedeelte van die ontvangsten in dat geval naar de Gemeenschappen en de Gewesten.

Wat de federale overheid vraagt, en daarbij volgt zij het advies van de Hoge Raad voor Financiën, is dat de deelgebieden een bijdrage leveren door niet al het geld dat hen wordt toegekend, uit te geven. Maar er rest hen wat meer geld dan wat zij zouden hebben ontvangen mochten de ontvangsten niet zijn gestegen,

n'avaient pas été en augmentation. A partir de là, il est clair que la Communauté française a effectivement, me semble-t-il, davantage de moyens pour faire face au désordre que la ministre Simonet n'arrive pas à contenir actuellement.

01.128 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Monsieur Bacquelaine, - je l'ai reconnu moi-même - effectivement, sur l'année 2005 et peut-être probablement aussi sur une partie de l'année 2004, il y aura plus que ce qui était prévu en termes nominaux. Mais c'est oublier que sur le début de l'année 2004, tout comme en 2003 et 2002 et une partie de 2001, les chiffres étaient inférieurs à ce qui était prévu. Et cela aussi, la Communauté française l'a payé, forcément, puisque c'est le même mécanisme qui joue, un jour positivement, un jour négativement. Alors, vous pouvez tourner autour du pot autant que vous voulez, toujours est-il que vous avez accepté ou vous accepterez, en fonction du vote de demain, le principe qu'à un moment donné, l'entité 2 permette au fédéral de présenter un budget en équilibre. Admettez-le, monsieur le premier ministre. Admettez que sans cela, votre budget n'est pas équilibré.

01.129 Guy Verhofstadt, premier ministre: Vous savez tout de même que pour l'Union européenne, ce qui compte, c'est l'ensemble des entités. Quand on parle du pacte de stabilité dans l'union monétaire, on parle de l'État avec toutes ses composantes, l'entité 1 et l'entité 2; et dans l'entité 1, il y a même différentes parties: il y a la sécurité sociale qui a un petit surplus, l'État fédéral qui accuse un léger déficit, il y a les communes, les Régions et les Communautés. C'est toujours comme cela qu'on a raisonné. Et maintenant, on commence à découvrir soudainement qu'il y a différentes entités dans l'État belge!

J'ai donné les chiffres tout à l'heure. En 1998, avant le début de cette coalition, l'État fédéral sans la sécurité sociale était même en déficit de 1,6%. Certaines années, en 2003 par exemple, on a été légèrement en positif sans la sécurité sociale, dans les comptes car dans la réalité les résultats étaient meilleurs que le budget. Il ne faut pas venir dire maintenant qu'il ne faut considérer l'État fédéral que dans ses départements, sans la sécurité sociale, sans les Régions, sans les communes. C'est tout à fait à l'encontre de la philosophie de l'Union européenne qui demande une approche globale!

01.130 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Mais, monsieur le premier ministre, j'ai l'impression que vous oubliez que pendant quinze ans, la Communauté française n'a pas bénéficié d'une liaison de ses ressources à la croissance.

01.131 Guy Verhofstadt, premier ministre: (...)

01.132 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Vous l'avez résolu, mais il y a un fameux passif!

01.133 Guy Verhofstadt, premier ministre: Ce passif va aux gouvernements du passé. Vous devez me parler du présent.

01.134 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Je n'ai aucun problème à effectivement pointer du doigt les gouvernements du passé et ceux

zodat er misschien iets kan worden gedaan aan de chaos die minister Simonet thans niet onder controle lijkt te krijgen.

01.128 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Voor 2005 hebt u gelijk, maar in het begin van 2004, heel 2003 en 2002 en een deel van 2001 werden lagere cijfers dan gepland opgetekend. Dat heeft de Franstalige Gemeenschap eveneens betaald. Geef maar toe dat zonder deze inbreng uw begroting niet in evenwicht is.

01.129 Eerste minister Guy Verhofstadt: Voor de Europese Unie telt de som van de lidstaten. Nu begint men plots te ontdekken dat België uit verschillende deelstaten bestaat!

In 1998 kende de federale staat zonder de sociale zekerheid mee te rekenen een tekort van 1,6%. Sommige jaren, in 2003 bijvoorbeeld, werd er zonder de sociale zekerheid zelfs een klein overschot genoteerd. Het is niet zo dat we de federale staat alleen maar vanuit het oogpunt van de afzonderlijke departementen, zonder de sociale zekerheid, zonder de Gewesten, zonder de gemeenten, moeten beoordelen.

01.130 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Gedurende vijftien jaar was de financiering van de Gemeenschap niet gekoppeld aan de groei.

01.132 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Zo ontstond er een passief.

01.134 Jean-Marc Nollet (ECOLO): De Gemeenschap heeft

qui en étaient. Mais acceptez que pendant quinze ans, la Communauté française a souffert de cette non-liaison à la croissance et qu'aujourd'hui vous allez faire marche arrière, un recul car vous allez reprendre une partie de ce qui est dû, alors que cela ne couvre même pas les deux dernières années.

01.135 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: On ne reprend rien du tout.

(...): (...)

01.136 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO): Nous actons donc que la proposition est aujourd'hui retirée et c'est une bonne chose.

J'en viens au deuxième point de mon intervention. Il est relatif au taux d'activité évoqué ici à la tribune et à juste titre par Mme Dieu. Pour l'instant, dans les propositions qui sont évoquées par le gouvernement et mises sur la table pour les partenaires sociaux, on a vraiment une concentration forte de trente propositions sur une tranche d'âge. Je me suis permis de regarder les chiffres relatifs à cette tranche d'âge et j'ai constaté que si l'on s'occupe plus particulièrement de celle-ci en oubliant les autres dont on ne parle pratiquement pas, mis à part huit ou dix pages relatives à la pré-pension et une ligne ou deux pour le reste, c'est peut-être parce que c'est le reflet d'une situation de l'état du chômage qui est différencié en fonction des régions.

Il faut savoir que 43% des chômeurs indemnisés de la Région flamande ont plus de 55 ans. Pour la Région wallonne, le taux s'élève à 23% et pour la Région bruxelloise, il est de 21%. Par contre, du côté de la population jeune de moins de 30 ans, l'effet est inversé. La proportion de jeunes wallons et bruxellois percevant des indemnités de chômage est plus importante que celle de Flandre.

Pour argumenter dans ce débat, monsieur le premier ministre, je suis allé vérifier vos propos et vous aviez raison en pointant du doigt le fait que le taux d'activité des personnes âgées de plus de 55 ans dans notre pays est manifestement beaucoup plus bas que dans les autres pays de l'Union européenne. Votre déclaration gouvernementale consacre huit pages à ce sujet, avec une trentaine de propositions qui ne sont pas toutes inintéressantes.

Mais pourquoi ne consacrez-vous pas autant de pages aux jeunes de moins de 25 ou 30 ans, puisque le différentiel entre la situation belge et la situation européenne est quasi identique? Je reprends simplement les chiffres:

- chez les personnes de plus de 55 ans, le taux d'activité en Belgique est de 25,7% contre 39,8% dans l'Union européenne;
- chez les jeunes de moins de 25 ans, le taux d'activité en Belgique est de 28,6% contre 40,5% dans l'Union européenne.

Je demande donc, non pas que vous retiriez les idées, les propositions envisagées pour les fins de carrière, mais plus d'équilibre entre les marges consacrées aux personnes en fin de carrière et celles consacrées aux plus jeunes.

Je pense qu'autrement nous allons non pas créer de nouveaux emplois mais simplement subir un nouvel effet de substitution. Mme

daaronder geleden en nu draait u de klok terug.

01.135 Eerste minister **Guy Verhofstadt**: Maar we nemen niets terug!

01.136 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO): We noteren dus dat het voorstel vandaag wordt ingetrokken.

Vervolgens wil ik het over de activiteitsgraad en over de aandacht voor de 55-plussers hebben. Die heeft wellicht te maken met verschillen tussen de Gewesten. Zo'n 43% van de uitkeringsgerechtigde werklozen van het Vlaams Gewest is ouder dan 55. Voor het Waals Gewest gaat het slechts om 23% en voor het Brussels Gewest om 21%. Voor de jongeren beneden de dertig jaar, stellen we echter het tegenovergestelde vast. Daarom zouden we evenveel aandacht moeten schenken aan de jeugdwerkloosheid als aan de werkloosheid van de 55-plussers, want het verschil met de respectieve werkloosheidscijfers van de Europese Unie is vergelijkbaar.

Nagy l'a dit tout à l'heure et je veux le redire en lien avec ce point-ci: en l'an 2003, 2.300 emplois ont été créés. A ce rythme-là, il vous faudra un siècle pour arriver à votre objectif de 200.000 emplois. Admettez qu'on ne vous laissera pas tout ce temps-là, même si vous avez un peu de temps devant vous. Si c'est un rythme de 2.300 ou même de 14.000 emplois, puisque je crois que c'est le chiffre que vous avez donné, mais je n'ai pas le chiffre exact...

01.137 **Guy Verhofstadt**, premier ministre: Pour cette année-ci, 12.500, et pour 2005, la prévision de la Banque nationale est de 39.000 emplois.

01.138 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO): Même avec tous ces emplois-là, vous ne pourrez évidemment pas augmenter suffisamment le taux d'activité des plus de 55 ans sans avoir recours à l'effet de substitution sur des emplois pour l'instant attribués à des jeunes.

J'en viens maintenant, monsieur le président, à mon dernier point qui précède juste la conclusion. Il sera relativement bref, et il est en fait lié à ce qu'on peut schématiquement résumer à une privatisation d'une partie du recouvrement des impôts. Je ne comprends pas comment des partenaires de la majorité, attachés aux valeurs de l'État, attachés aux valeurs du service public, attachés aux fonctions régaliennes de l'État; toute la majorité comme vous le dites, soi-disant attachée à ces valeurs-là et à ces fonctions-là, puisse accepter qu'on ait recours au privé - aux banques, en l'occurrence - pour ce qui concerne le recouvrement des impôts.

Peut-être que ce sera plus simple, mais c'est aussi plus simple eu égard au fait qu'on va diminuer de 4% les moyens de la fonction publique. Si, au contraire on les investissait dans ce secteur-là, peut-être ne devrions-nous pas faire appel au privé pour régler une des fonctions essentielles de l'État, à savoir le recouvrement de tous les impôts, y compris ceux des ministres.

Monsieur le premier ministre, gouverner, c'est prévoir. Je me dois aujourd'hui de transformer la maxime en disant que reporter comme vous le faites, c'est décevoir. Manifestement, vous n'avez pas pu apporter une réponse suffisante, mais il est vrai que ce n'était qu'une première réponse. Je pense que vous interviendrez encore demain. Je serai et je continuerai à être attentif à vos propos, mais je crains que votre réponse ne soit pas à la hauteur des attentes de mon groupe et des citoyens.

Monsieur le président, j'espère avoir plus ou moins respecté le timing que vous aviez fixé, mais vous admettrez que ma première intervention a suscité de nombreuses réactions.

Le **président**: Merci de votre gentillesse, monsieur Nollet.

Je vais maintenant lever la séance de l'après-midi pour reprendre nos travaux à 20.30 heures.

La séance est levée.
De vergadering is gesloten.

*La séance est levée à 19.30 heures. Prochaine séance le mercredi 13 octobre 2004 à 20.30 heures.
De vergadering wordt gesloten om 19.30 uur. Volgende vergadering woensdag 13 oktober 2004 om 20.30 uur.*

01.138 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO): Er is een groter evenwicht nodig, zoniet ontstaat een vervangingseffect. Als men uw voorspellingen inzake de werkgelegenheid in overweging neemt, zal een verhoogde werkgelegenheidsgraad voor de 55-plussers er slechts kunnen komen ten nadele van de leeftijdscategorie tot 25 of 30 jaar.

Mijn derde punt betreft de privatisering van een gedeelte van de invordering van de belastingen. Hoe kan de meerderheid dat aanvaarden?

Ten slotte betekent regeren zoveel als vooruitziend zijn. Uitstellen is echter teleurstellen. Tot nu toe voldoen uw antwoorden niet.

ANNEXE**BIJLAGE****SÉANCE PLÉNIÈRE****PLENUMVERGADERING****MERCREDI 13 OCTOBRE 2004****WOENSDAG 13 OKTOBER 2004****DECISIONS INTERNES****INTERNE BESLUITEN****DEMANDES D'INTERPELLATION****INTERPELLATIEVERZOEKEN****Dépôts****Ingekomen**

1. Mme Nancy Caslo au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances sur "le centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Broechem".

(n°448 – renvoi à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société)

2. M. Paul Tant au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "le rapport d'évaluation (rapport Eva 2003) concernant la formation des policiers".

(n° 449 – renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique)

1. mevrouw Nancy Caslo tot de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "het asielcentrum te Broechem".

(nr. 448 – verzonden naar de commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Vernieuwing)

2. de heer Paul Tant tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "het evaluatierapport (Eva 2003 rapport) met betrekking tot de politieopleiding".

(nr. 449 – verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt)